



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

*Edition n° 26 du 12 septembre 2013*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :  
***[www.meurthe-et-moselle.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr)***
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 12 septembre 2013

## SOMMAIRE

<b>ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....</b>	<b>993</b>
<b>SOUS-PREFECTURE DE TOUL.....</b>	<b>993</b>
Bureau des collectivités territoriales.....	993
Arrêté du 4 septembre 2013 portant modification des statuts du Syndicat Mixte de l'Esch au Mad.....	993
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>993</b>
<b>CABINET.....</b>	<b>993</b>
Service interministériel de défense et de protection civile.....	993
Arrêté N° 49/2013/SIDPC du 9 septembre 2013 portant constitution de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (C.C.D.S.A.).....	993
Arrêté N° 50/2013/SIDPC du 9 septembre 2013 relatif à la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (E.R.P.) et les immeubles de grande hauteur (I.G.H.).....	996
Arrêté N° 51/2013/SIDPC du 9 septembre 2013 relatif à la sous-commission départementale pour l'accessibilité aux personnes handicapées.....	997
Arrêté N° 52/2013/SIDPC du 9 septembre 2013 relatif à la sous-commission départementale pour la sécurité publique.....	998
Arrêté N° 53/2013/SIDPC du 9 septembre 2013 relatif à la sous-commission départementale pour l'homologation des enceintes sportives.....	999
Arrêté N° 54/2013/SIDPC du 9 septembre 2013 relatif à la sous-commission départementale pour la sécurité des terrains de camping et de stationnement de caravanes.....	1000
Arrêté N° 55/2013/SIDPC du 9 septembre 2013 relatif aux commissions d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (E.R.P.).....	1001
Arrêté N° 56/2013/SIDPC du 9 septembre 2013 relatif aux commissions d'arrondissement pour l'accessibilité aux personnes handicapées.....	1002
Arrêté N° 57/2013/SIDPC du 9 septembre 2013 relatif au groupe de visite de la commissions d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (E.R.P.).....	1003
Arrêté N° 58/2013/SIDPC du 9 septembre 2013 relatif au groupe de visite de la sous-commissions départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (E.R.P.) et les immeubles de grande hauteur (I.G.H.).....	1004
<b>DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES.....</b>	<b>1005</b>
Bureau de la citoyenneté.....	1005
Arrêté du 28 août 2013 portant habilitation dans le domaine funéraire à BRIEY (« POMPES FUNEBRES DU PAYS DE BRIEY »).....	1005
Arrêté du 3 septembre 2013 portant habilitation dans le domaine funéraire à MESSEIN (« LORRAINE FUNERAIRE »).....	1005
Arrêté du 3 septembre 2013 portant retrait d'une habilitation dans le domaine funéraire à VANDOEUVRE-LES-NANCY (« AMBULANCES VANDOPERIENNES »).....	1006
Bureau Plate-forme régionale de naturalisation de Lorraine.....	1006
Arrêté n° 2013/01 du 31 août 2013 portant constitution de la commission d'assimilation.....	1006
<b>DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....</b>	<b>1007</b>
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	1007
Arrêté du 5 septembre 2013 approuvant la mise en conformité de la convention constitutive du groupement d'intérêt public « Enfance – Village - Accueil ».....	1007
Arrêté du 9 septembre 2013 approuvant la mise en conformité de la convention constitutive du groupement d'intérêt public « Bien vieillir en pays de Colombey et du Sud Toulinois ».....	1012
Bureau des procédures environnementales.....	1014
Arrêté du 22 août 2013 portant renouvellement de l'agrément départemental au titre de la protection de l'environnement de la Fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle.....	1014
<b>DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....</b>	<b>1015</b>
Bureau de l'interministérialité.....	1015
Arrêté modificatif du 2 septembre 2013 portant composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de Meurthe-et-Moselle.....	1015
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....</b>	<b>1016</b>
<b>DIRECTION INTERREGIONALE</b>	
<b>DES SERVICES PENITENTIAIRES EST-STRASBOURG.....</b>	<b>1016</b>
Centre de Détention de TOUL - Décision du 2 septembre 2013 portant délégations de signature pour des décisions administratives individuelles.....	1016
<b>DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST.....</b>	<b>1018</b>
<b>SECRETARIAT GENERAL.....</b>	<b>1018</b>
Cellule juridique / Cabinet.....	1018
Arrêté n° 2013/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 1er septembre 2013 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ, Directeur Interdépartemental des Routes – Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives.....	1018
<b>DIVISION EXPLOITATION DE METZ.....</b>	<b>1021</b>
Arrêté N° 2013-DIR-Est -M-54-073 du 10 septembre 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux d'aménagement d'un carrefour giratoire à Chauffontaine, entre la RD914 et les bretelles entrée/sortie de la RN4 en provenance/direction de Strasbourg/Nancy.....	1021
<b>AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....</b>	<b>1024</b>
<b>DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>1024</b>
Etablissements de santé.....	1024
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013/0827 du 23 août 2013 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Jacques Parisot de BAINVILLE-SUR-MADON au 1er août 2013.....	1024
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013/0828 du 26 août 2013 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT au 1er août 2013.....	1024
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013/0833 du 30 août 2013 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY au 1er août 2013.....	1025
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013/0844 du 30 août 2013 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l'Association Hospitalière de JOEUF au 1er août 2013.....	1026
<b>DIRECTION DE LA STRATEGIE.....</b>	<b>1026</b>
Arrêté n° 2013-0836 du 2 septembre 2013 portant modifications de la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine.....	1026
Arrêté n° 2013-0837 du 2 septembre 2013 portant modification à la composition de la Commission Permanente de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine.....	1030
Arrêté n° 2013-0838 du 2 septembre 2013 modifiant la composition des membres de la Commission Spécialisée dans le domaine des droits des usagers de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine.....	1031
Arrêté n° 2013-0839 du 2 septembre 2013 portant modification des membres de la Commission Spécialisée pour les prises en charge et accompagnements médico-sociaux de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine.....	1032
Arrêté n° 2013-0840 du 2 septembre 2013 portant modification des membres de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine.....	1034
Arrêté n° 2013-0841 du 2 septembre 2013 portant modification de la composition de la Commission Spécialisée de Prévention de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine.....	1036

<b>DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....</b>	<b>1037</b>
<b>DIRECTION.....</b>	<b>1037</b>
Arrêté n° 29/2013 du 10 septembre 2013 portant délégation de signature de Madame Danièle GIUGANTI en matière d'actions d'inspection de la législation du travail.....	1037
<b>UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>1040</b>
Arrêté modificatif du 26 août 2013 de l'arrêté du 22 mai 2012 SAP/498076280 portant extension de l'agrément d'un organisme de services à la personne à SEICHAMPS.....	1040
Récépissé modificatif du 30 août 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne à ESSEY-LÈS-NANCY enregistrée sous le N° SAP/499365864 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	1041
<b>DIRECTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX</b>	
<b>DE L'EDUCATION NATIONALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>1042</b>
<b>DIVISION DU 1ER DEGRE.....</b>	<b>1042</b>
Bureau de la carte scolaire .....	1042
Arrêté du 26 avril 2013 portant modification du Conseil Départemental de l'Education Nationale dans le département de Meurthe-et-Moselle.....	1042
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA SECURITE PUBLIQUE.....</b>	<b>1043</b>
Arrêté du 2 septembre 2013 portant subdélégation de signature.....	1043
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....</b>	<b>1043</b>
<b>AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE.....</b>	<b>1043</b>
Arrêté 2013/DDT54/AFC/Association foncière/332 du 12 août 2013 portant dissolution de la 1ère association foncière de PRENY-1 et portant transfert du patrimoine foncier à la 2ème association foncière de PRENY-2.....	1043
Unité forêt - chasse.....	1044
Arrêté 2013/DDT54/AFC/335 du 26 août 2013 prononçant une distraction du régime forestier sur le territoire communal de FLIREY.....	1044

**ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES****SOUS-PREFECTURE DE TOUL***Bureau des collectivités territoriales***Arrêté du 4 septembre 2013 portant modification des statuts du Syndicat Mixte de l'Esch au Mad**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5711-1 et suivants, L. 5211-1 et suivants et L. 5212-16 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 13.BI.03 du 25 mars 2013 donnant délégation de signature à M. Eric MEYNARD, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL ;  
VU l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2010 autorisant la création du syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVM) de l'Esch au Mad ;  
VU l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2012 constatant la transformation du SIVM de l'Esch au Mad en syndicat mixte à compter du 1er janvier 2013 ;  
VU la délibération du 12 avril 2013 du comité syndical du SIVM de l'Esch au Mad décidant de modifier ses statuts ;  
VU la lettre de notification de cette délibération aux collectivités concernées en date du 30 avril 2013 ;  
VU les délibérations favorables du conseil de la communauté de communes du Chardon Lorrain (25 juin 2013) et des conseils municipaux des communes de : Beaumont (27 mai 2013), Bernécourt ( 26 juin 2013), Hamonville (14 juin 2013), Limey-Réménauville (26 juin 2013), Lironville (19 juin 2013), Mandres-aux-4-Tours (9 juillet 2013) et Seicheprey (30 mai 2013) ;  
VU la délibération défavorable du conseil municipal de la commune de Grosrouvres (5 juillet 2013) ;  
CONSIDÉRANT que l'absence de délibération, dans le délai de trois mois, des conseils municipaux des communes d'Ansauville et Flirey vaut avis favorable ;  
CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la consultation des collectivités membres, effectuée en application des articles L. 5711-1, L. 5211-20 et L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée définie par ces articles est atteinte ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Le syndicat intercommunal à vocation multiple de l'Esch au Mad est un syndicat mixte fermé qui prend la dénomination de « Syndicat Mixte de l'Esch au Mad ».

**Article 2** : La représentativité des collectivités au sein du comité syndical est assurée de la manière suivante :

1 délégué titulaire et 1 délégué suppléant (communes) ;

4 délégués titulaires et 4 délégués suppléants ( communauté de communes).

**Article 3** : Sont autorisées les mises à jour et modifications des statuts telles que mentionnées dans les statuts approuvés et annexés au présent arrêté.

**Article 4** : Le sous-préfet de Toul et le président du syndicat mixte de l'Esch au Mad sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au président de la communauté de communes du Chardon Lorrain, à chacun des maires des communes concernées et à la directrice départementale des finances publiques et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 4 septembre 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet de Toul,  
Eric MEYNARD

**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****CABINET***Service interministériel de défense et de protection civile***Arrêté N° 49/2013/SIDPC du 9 septembre 2013 portant constitution de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (C.C.D.S.A.)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code des communes ;  
VU le code de l'urbanisme ;  
VU le code de la construction et de l'habitation ;  
VU le code du travail, notamment son article R. 235-4-17 ;  
VU le code forestier, notamment son article R. 321-6 ;  
VU la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives, notamment son article 42-1 ;  
VU la loi n° 91-663 du 13 juillet 1991 portant diverses mesures destinées à favoriser l'accessibilité aux personnes handicapées des locaux d'habitation, des lieux de travail et des installations recevant du public ;  
VU le décret n° 78-1167 du 9 décembre 1978 fixant les mesures destinées à rendre accessibles aux personnes handicapées les installations ouvertes au public ;  
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;  
VU le décret n° 88-623 du 6 mai 1988 modifié relatif à l'organisation générale des services d'incendie et de secours ;  
VU le décret n° 93-711 du 27 mars 1993 pris pour l'application de l'article 42-1 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives ;  
VU le décret n° 94-86 du 26 janvier 1994 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des locaux d'habitation, des établissements et installations recevant du public, modifiant et complétant le code de la construction et de l'habitation et le code de l'urbanisme ;  
VU le décret n° 94-614 du 13 juillet 1994 relatif aux prescriptions permettant d'assurer la sécurité des occupants des terrains de camping et de stationnement des caravanes soumis à un risque naturel ou technologique prévisible,

VU le décret n° 95.260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;  
VU l'arrêté du 27 septembre 2010 et ses modificatifs portant constitution de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (C.C.D.S.A.) ;  
SUR proposition du sous-préfet, directeur de cabinet,

#### ARRETE

**Article 1er** - Il est institué dans le département de Meurthe-et-Moselle, une commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (C.C.D.S.A.).

**Article 2** - La commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité est l'organisme compétent, à l'échelon du département, pour donner des avis à l'autorité investie du pouvoir de police.

Ces avis ne lient pas l'autorité de police sauf dans le cas où des dispositions réglementaires prévoient un avis conforme.

La commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité exerce sa mission dans les domaines suivants et dans les conditions où sa consultation est imposée par les lois et règlements en vigueur, à savoir :

1 La sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, conformément aux dispositions des articles R. 122-19 à R. 122-29 et R. 123-1 à R. 123-55 du code de la construction et de l'habitation.

La commission examine la conformité à la réglementation des dossiers techniques amiante prévus aux articles R. 1334-25 et R. 1334-26 du code de la santé publique pour les immeubles de grande hauteur mentionnés à l'article R. 122-2 du code de la construction et de l'habitation et pour les établissements recevant du public définis à l'article R. 123-2 de ce même code classés en 1re et 2e catégorie

2 L'accessibilité aux personnes handicapées :

Les dérogations aux dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des logements, conformément aux dispositions des articles R. 111-18-3, R. 111-18-7 et R. 111-18-10 du code de la construction et de l'habitation ;

Les dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et les dérogations à ces dispositions dans les établissements et installations recevant du public, conformément aux dispositions des articles R. 111-19-6, R. 111-19-10, R. 111-19-16, R. 111-19-19 et R. 111-19-20 du code de la construction et de l'habitation ;

Les dérogations aux dispositions relatives à l'accessibilité des personnes handicapées dans les lieux de travail, conformément aux dispositions de l'article R. 235-3 du code du travail.

Les dérogations aux dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées ou à mobilité réduite de la voirie et des espaces publics, conformément aux dispositions du décret n° 2006-1658 du 21 décembre 2006 relatif aux prescriptions techniques pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics.

La commission consultative départementale pour la sécurité et l'accessibilité transmet annuellement un rapport de ses activités au conseil départemental consultatif des personnes handicapées.

3. Les dérogations aux règles de prévention d'incendie et d'évacuation des lieux de travail visées à l'article R. 235-4-17 du code du travail.

4. La protection des forêts contre les risques d'incendie visées à l'article R. 321-6 du code forestier.

5. L'homologation des enceintes destinées à recevoir des manifestations sportives prévue à l'article 42-1 de la loi du 16 juillet 1984 modifiée susvisée.

6. Les prescriptions d'information, d'alerte et d'évacuation permettant d'assurer la sécurité des occupants des terrains de camping et de stationnement de caravanes, conformément aux dispositions de l'article R. 125-15 du code de l'environnement.

7. La sécurité des infrastructures et systèmes de transport conformément aux dispositions des articles L. 118-1 et L. 118-2 du code de la voirie routière, 13-1 et 13-2 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982, L. 445-1 et L. 445-4 du code de l'urbanisme, L. 155-1 du code des ports maritimes et 30 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure.

8. Les études de sécurité publique, conformément aux articles R. 111-48, R. 111-49, R. 311-5-1, R. 311-6 et R. 424-5-1 du code de l'urbanisme, et à l'article R. 123-45 du code de la construction et de l'habitation.

**Article 3** - Le préfet peut consulter la commission :

a) Sur les mesures prévues pour la sécurité du public et l'organisation des secours lors des grands rassemblements ;

b) Sur les aménagements destinés à rendre accessibles aux personnes handicapées les installations ouvertes au public et la voirie.

**Article 4** - La commission de sécurité n'a pas compétence en matière de solidité. Elle ne peut rendre un avis dans les domaines mentionnés à l'article 2 que lorsque les contrôles techniques obligatoires selon les lois et règlements en vigueur ont été effectués et que les conclusions de ceux-ci lui ont été communiquées.

**Article 5** - Le préfet préside la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité. Il peut se faire représenter par un autre membre du corps préfectoral ou par le directeur des services du cabinet.

**Article 6** - Sont membres de la commission avec voix délibérative :

1) pour toutes les attributions de la commission :

a) sept représentants des services de l'Etat :

- le chef du service interministériel de la défense et de la protection civile ;
- le chef du bureau de la prévention et de la sécurité ;
- le directeur départemental de la sécurité publique ;
- le commandant du groupement de gendarmerie ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- le directeur départemental des territoires ;
- le directeur départemental de la cohésion sociale ;

b) le directeur du service départemental d'incendie et de secours ou son représentant ;

c) le directeur régional de l'agence régionale de santé de Lorraine ou son représentant ;

d) Trois conseillers généraux :

Titulaires :

- Mme Michèle PILOT, conseillère générale du canton de Toul Nord ;
- M. Noël GUERARD, conseiller général du canton de Pont-à-Mousson ;
- Mme Rose-Marie FALQUE, conseillère générale du canton de Baccarat ;

Suppléants :

- Mme Dominique OLIVIER, conseiller général du canton de Nancy-Est ;
- M. Jean-Marie UHLRICH, conseiller général du canton de Pompey ;
- M. Christophe SONREL, conseiller général du canton de Bayon ;

e) Trois maires présentés par l'association des maires :

Titulaires :

- M. Jean-Pierre HURPEAU, maire de Jarville-la-Malgrange ;
- Mme Gisèle FROMAGET, maire de Cerville ;
- M. Jean-François GRANDBASTIEN, maire de Frouard ;

Suppléants :

- M. René JACQUEMIN, maire de Villecey-sur-Mad ;

- M. Daniel CERUTTI, maire de la Pagny derrière Barine ;
- M. Jean-Paul MONIN, maire de Essey-les-Nancy.

2) En fonction des affaires traitées :

- le maire de la commune concernée ou son représentant ;
- le président de l'établissement public de coopération intercommunale qui est compétent pour le dossier inscrit à l'ordre du jour ou son représentant.

3) En ce qui concerne les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur :

- M. Denis GUILLERMIN, représentant de la profession d'architecte,
- M. Alain CONRADT, suppléant, représentant de la profession d'architecte ;

4) En ce qui concerne l'accessibilité des personnes handicapées :

- quatre représentants des associations de personnes handicapées du département :
  - \* A.L.A.G.H.,
  - \* A.P.F.,
  - \* G.I.P.H.,
  - \* VALENTIN HAUY,

à titre consultatif : CODERPA,

et, en fonction des affaires traitées :

- trois représentants des propriétaires et gestionnaires de logements :

- \* U.E.S. (2 représentants),
- \* U.N.P.I.,

- trois représentants des propriétaires et exploitants d'établissements recevant du public :

- \* C.C.I.,
- \* VITRINES DE NANCY,
- \* CC ST-SEBASTIEN,

- trois représentants des maîtres d'ouvrages et gestionnaires de voirie ou d'espaces publics :

- \* CONSEIL GENERAL,
- \* ASSOCIATION DES MAIRES DE FRANCE,
- \* C.U.G.N.

5) En ce qui concerne l'homologation des enceintes sportives destinées à recevoir des manifestations ouvertes au public :

- le président du comité départemental olympique et sportif, ou son représentant,
- un représentant de chaque fédération sportive concernée,
- un représentant de l'organisme professionnel de qualification en matière de réalisations de sports et de loisirs ;

6) En ce qui concerne la protection des forêts contre les risques d'incendie :

- un représentant de l'office national des forêts ;

7) En ce qui concerne la sécurité des occupants des terrains de camping et de stationnement des caravanes :

- un représentant des exploitants.

**Article 7** - La commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ne délibère valablement que si les trois conditions suivantes sont réunies :

- présence des membres concernés par l'ordre du jour, mentionnés à l'article 6 (1°, a et b) ;
- présence de la moitié au moins des membres prévus à l'article 6 (1°, a et b) ;
- présence du maire de la commune concernée ou de l'adjoint désigné par lui.

**Article 8** - Les représentants des services de l'Etat ou les fonctionnaires territoriaux titulaires ou leurs suppléants doivent être de catégorie A ou du grade d'officier.

**Article 9** - Le secrétariat de la commission est assuré par le service interministériel de défense et de protection civile.

**Article 10** - La durée du mandat des membres non fonctionnaires est de trois ans. En cas de décès ou de démission d'un membre de la commission en cours de mandat, son premier suppléant siège pour la durée du mandat restant à courir.

**Article 11** - La convocation écrite comportant l'ordre du jour est adressée aux membres de la commission, dix jours au moins avant la date de chaque réunion.

Ce délai ne s'applique pas lorsque la commission souhaite tenir une seconde réunion ayant le même objet.

**Article 12** - Le président peut appeler à siéger à titre consultatif les administrations intéressées non membres de ces commissions ainsi que toute personne qualifiée.

**Article 13** - Sans préjudice des dispositions du deuxième alinéa de l'article 4 du décret du 27 mars 1993 susvisé, les commissions émettent un avis favorable ou un avis défavorable.

**Article 14** - L'avis est obtenu par le résultat du vote à la majorité des membres présents ayant voix délibérative. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

**Article 15** - Les attributions relatives à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, l'accessibilité des personnes handicapées, l'homologation des enceintes sportives, la sécurité des terrains de camping et de stationnement de caravanes, la protection des forêts contre les risques d'incendie sont exercées en séance plénière ou en sous-commissions spécialisées, créées au choix par le préfet après avis de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.

**Article 16** - Dans le cadre de leur mission d'étude, de contrôle et d'information prévue à l'article R. 123-35 du code de la construction et de l'habitation, les commissions peuvent proposer à l'autorité de police la réalisation de prescriptions.

**Article 17** - Un compte rendu est établi au cours des réunions de la commission ou, à défaut, dans les huit jours suivant la réunion. Il est signé par le président de séance et approuvé par tous les membres présents.

**Article 18** - Le président de séance signe le procès-verbal portant avis de la commission pour les attributions prévues à l'article 2. Ce procès-verbal est transmis à l'autorité investie du pouvoir de police.

**Article 19** - Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 9 septembre 2013. Toutefois, les sous-commissions spécialisées chargées de la sécurité dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, de l'accessibilité aux personnes handicapées et de l'homologation des enceintes sportives, les commissions de sécurité d'arrondissement, et leurs groupes de visite sont maintenus à titre provisoire et de transition jusqu'à la mise en place des nouvelles commissions issues de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.

**Article 20** - Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 27 septembre 2010 et de ses modificatifs sont abrogées.

**Article 21** - Le directeur de cabinet du préfet est chargé de l'application du présent arrêté qui sera notifié aux membres de la commission départementale et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

**Arrêté N° 50/2013/SIDPC du 9 septembre 2013 relatif à la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (E.R.P.) et les immeubles de grande hauteur (I.G.H.)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;  
VU l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2010 relatif à la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur ;  
VU l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2013 portant constitution de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;  
SUR proposition du sous-préfet directeur de cabinet ;

**ARRETE**

**Article 1er** - La sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur créée, au sein de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, est présidée par un membre du corps préfectoral ou par le directeur des services du cabinet. Elle peut être présidée également par l'un des membres titulaires prévus au 1 du présent article ou l'adjoint en titre de l'un de ces membres, sous réserve que cet adjoint soit un fonctionnaire de catégorie A, ou un militaire du grade d'officier ou de major.

1. Sont membres avec voix délibérative pour tous les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur les personnes énumérées ci-après ou leurs suppléants :

- le chef de service interministériel de défense et de protection civile ;
- le directeur départemental de la sécurité publique ou le commandant du groupement de gendarmerie départemental selon les zones de compétence ;
- le directeur départemental des territoires ;
- le directeur départemental des services d'incendie et de secours. Son suppléant doit être titulaire du brevet de prévention.

2. Sont membres avec voix délibérative en fonction des affaires traitées :

- le maire de la commune concernée ou l'adjoint désigné par lui ;
- les autres représentants des services de l'Etat, membres de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, non mentionnés au 1, mais dont la présence s'avère nécessaire pour l'examen des dossiers inscrits à l'ordre du jour.

Si le président appartient à un service, il peut simultanément représenter celui-ci.

**Article 2** - La sous-commission départementale pour la sécurité dans les E.R.P. et les I.G.H. exerce, par délégation du préfet et au nom de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, les attributions suivantes :

- examen des projets de construction, d'extension, d'aménagement et de transformation, subordonnés ou non à délivrance de permis de construire, pour les E.R.P. de toutes catégories et les I.G.H.
- visites de réception (article R 123-45 du code de la construction et de l'habitation) desdits établissements - limités aux E.R.P. de 1ère catégorie et aux I.G.H. -, et avis sur la délivrance du certificat de conformité (article L 460-2 du code de l'urbanisme) et de l'autorisation d'ouverture au public de ces établissements (R 123-45 et R 123-46 du C.C.H.)
- délibération, en séance plénière, une fois toutes les trois semaines, sur les avis du groupe de visite de la sous-commission départementale, qui est chargé des contrôles périodiques ou inopinés sur l'observation des dispositions réglementaires et de la réception de travaux ne conditionnant pas une autorisation d'ouverture ou de réouverture dans les E.R.P. de 1ère catégorie et les I.G.H.
- avis sur les demandes de dérogation au règlement de sécurité
- avis, en vue de leur agrément, sur la conformité des E.R.P. flottants et stationnaires (E.F.) et des chapiteaux, tentes et structures itinérants (C.T.S.).

**Article 3** - Les avis de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P. et les I.G.H. ont valeur d'avis de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.

**Article 4** - Ne peuvent siéger à la sous-commission les membres qui fournissent une prestation à l'exploitant ou au maître d'ouvrage.

Par ailleurs, dans le cas où un service de l'Etat exercerait une mission de maîtrise d'œuvre, de conduite d'opération ou de mandat de maîtrise d'ouvrage sur une opération soumise à l'avis de la sous-commission, le représentant du service concerné à la sous-commission ne devra pas appartenir à l'unité ayant participé à cette mission d'ingénierie pour le compte du maître d'ouvrage.

**Article 5** - En cas d'absence des représentants des services de l'Etat ou des fonctionnaires territoriaux membres de la sous-commission ou de leurs suppléants, du maire de la commune concernée ou de l'adjoint désigné par lui, ou faute de leur avis écrit motivé, la sous-commission ne peut délibérer.

**Article 6** - Le président de la sous-commission départementale peut appeler à siéger, à titre consultatif, les administrations intéressées non membres de la sous-commission ainsi que toute personne qualifiée.

**Article 7** - Le secrétariat de la sous-commission est assuré par le directeur départemental des services d'incendie et de secours.

**Article 8** - La convocation écrite comportant l'ordre du jour est adressée aux membres de la sous-commission dix jours au moins avant la date de chaque réunion.

Ce délai ne s'applique pas lorsque la sous-commission souhaite tenir une seconde réunion ayant le même objet.

**Article 9** - Le maître d'ouvrage, l'exploitant, l'organisateur, le fonctionnaire ou l'agent spécialement désigné conformément à l'article R 123-16 du code de la construction et de l'habitation, est tenu d'assister aux visites de sécurité.

Il est entendu à la demande de la sous-commission ou sur sa demande. Il n'assiste pas aux délibérations de la sous-commission.

**Article 10** - Sans préjudice des dispositions du 2ème alinéa de l'article 4 du décret du 27 mars 1993 susvisé, la sous-commission départementale émet un avis favorable ou un avis défavorable.

L'avis défavorable sera motivé par la référence aux principaux articles du règlement non respectés.

**Article 11** - L'avis est obtenu par le résultat du vote à la majorité des membres présents ayant voix délibérative. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante. Les avis écrits motivés, favorables ou défavorables, prévus à l'article 6, sont pris en compte lors de ce vote.

**Article 12** - Dans le cadre de sa mission d'étude, de contrôle et d'information prévue à l'article R 123-35 du code de la construction et de l'habitation, la sous-commission peut proposer à l'autorité de police la réalisation de prescriptions.

**Article 13** - Un compte rendu est établi au cours des réunions de la sous-commission ou, à défaut, dans les huit jours suivant la réunion. Il est signé par le président de séance et approuvé par tous les membres présents.

Ce compte rendu est versé au dossier conservé par le secrétariat de la sous-commission. Il n'est pas destiné à être communiqué à l'exploitant, sauf demande expresse écrite de celui-ci, selon les règles relatives à la communication des documents administratifs.

**Article 14** - Le président de séance signe le procès-verbal portant avis de la sous-commission pour les attributions prévues à l'article 2. Ce procès-verbal est transmis à l'autorité investie du pouvoir de police.

**Article 15** - La sous-commission n'a pas compétence en matière de solidarité.

**Article 16** - Lors de l'examen de la demande de permis de construire prévu à l'article L 421-1 du code de l'urbanisme ou d'autorisation de travaux prévue à l'article R 123-23 du code de la construction et de l'habitation, la sous-commission prend acte de l'engagement, versé au dossier, du maître d'ouvrage de respecter les règles générales de construction, notamment celles relatives à la solidité.

En l'absence de ce document, la sous-commission ne peut examiner le dossier.

Le délai d'instruction recommence à courir à partir du moment où le dossier complet parvient au secrétariat de la sous-commission.

**Article 17** - Lors de la demande d'autorisation d'ouverture, la sous-commission constate que les documents suivants figurent au dossier :

- l'attestation par laquelle le maître de l'ouvrage certifie avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatifs à la solidité conformément aux textes en vigueur ;
- l'attestation du bureau de contrôle, lorsque son intervention est obligatoire, précisant que la mission solidité a bien été exécutée. Cette attestation est complétée par les relevés de conclusions des rapports de contrôle, attestant de la solidité de l'ouvrage. Ces documents sont fournis par le maître d'ouvrage.

**Article 18** - La saisine par le maire de la sous-commission départementale en vue de l'ouverture d'un E.R.P. ou d'un I.G.H. doit être effectuée au minimum un mois avant la date d'ouverture prévue.

A défaut du respect de ce délai, le dossier est irrecevable et le secrétaire de la sous-commission en informe immédiatement le maire.

**Article 19** - Avant toute visite d'ouverture, les rapports relatifs à la sécurité des personnes contre les risques d'incendie et de panique établis par les personnes ou organismes agréés lorsque leur intervention est prescrite doivent être fournis 48 heures avant la visite d'ouverture à la sous-commission.

**Article 20** - La sous-commission ne peut rendre un avis que lorsque les contrôles techniques obligatoires ont été réalisés et les conclusions de ceux-ci lui ont été communiquées.

**Article 21** - En l'absence des documents visés aux articles 19 et 20, qui doivent être remis avant la visite, la sous-commission ne peut se prononcer.

**Article 22** - Dans le cadre des visites de réception après travaux ou des contrôles périodiques, il appartient au maire de la commune concernée de notifier à l'exploitant l'obligation pour lui d'assister à la visite de son établissement ou de s'y faire représenter par une personne qualifiée.

Dans le cas d'une direction unique de plusieurs exploitations de types divers ou similaires dans un même bâtiment, l'exploitant désigné comme directeur informe chaque exploitant concerné de la visite de la sous-commission.

**Article 23** - Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 9 septembre 2013. A cette même date, les dispositions de l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2010 relatif à la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, sont abrogées.

**Article 24** - Le directeur de cabinet, les sous-préfets des arrondissements de Briey, Lunéville et Toul, le chef du service interministériel de défense et de protection civile, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie départemental, le directeur départemental des territoires, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, les maires des communes du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

#### **Arrêté N° 51/2013/SIDPC du 9 septembre 2013 relatif à la sous-commission départementale pour l'accessibilité aux personnes handicapées**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 95.260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2010 portant constitution de la sous commission pour l'accessibilité aux personnes handicapées ;

VU l'arrêté préfectoral 9 septembre 2013 portant constitution de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

SUR proposition du sous-préfet, directeur de cabinet ;

#### **ARRETE**

**Article 1er** - La sous-commission départementale pour l'accessibilité des personnes handicapées est composée :

1. D'un membre du corps préfectoral ou du directeur des services du cabinet, président de la sous-commission, avec voix délibérative et prépondérante pour toutes les affaires ; il peut se faire représenter par un membre désigné au 2 du présent article qui dispose alors de sa voix ;
2. Du directeur départemental de la cohésion sociale ou son représentant et du directeur départemental des territoires, avec voix délibérative sur toutes les affaires ;
3. De quatre représentants des associations de personnes handicapées du département, avec voix délibérative sur toutes les affaires ;
4. Pour les dossiers de bâtiments d'habitation et avec voix délibérative, de trois représentants des propriétaires et gestionnaires de logements ;
5. Pour les dossiers d'établissements recevant du public et d'installations ouvertes au public et avec voix délibérative, de trois représentants des propriétaires et exploitants d'établissements recevant du public ;
6. Pour les dossiers de voirie et d'aménagements des espaces publics et avec voix délibérative, de trois représentants des maîtres d'ouvrages et gestionnaires de voirie ou d'espaces publics ;
7. Du maire de la commune concernée ou de l'un de ses représentants, avec voix délibérative ;
8. Avec voix consultative, du chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine ou des autres représentants des services de l'État, membres de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, non mentionnés au 2, mais dont la présence s'avère nécessaire pour l'examen des dossiers inscrits à l'ordre du jour.

Chaque membre peut se faire représenter par un suppléant appartenant à la même catégorie de représentant.

**Article 2** - La sous-commission départementale exerce, par délégation du préfet et au nom de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, les attributions suivantes :

- examen des dérogations aux dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des logements, conformément aux dispositions des articles R. 111-18-3, R. 111-18-7 et R. 111-18-10 du code de la construction et de l'habitation ;
- examen des dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et les dérogations à ces dispositions dans les établissements et installations recevant du public, conformément aux dispositions des articles R. 111-19-6, R. 111-19-10, R. 111-19-16, R. 111-19-19 et R. 111-19-20 du code de la construction et de l'habitation ;
- examen des dérogations aux dispositions relatives à l'accessibilité des personnes handicapées dans les lieux de travail, conformément aux dispositions de l'article R. 235-3 du code du travail ;
- examen des dérogations aux dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées ou à mobilité réduite de la voirie et des espaces publics, conformément aux dispositions du décret n° 99-756 du 31 août 1999 relatif aux prescriptions techniques concernant l'accessibilité aux personnes handicapées de la voirie publique ou privée ouverte à la circulation publique ;
- visites de réception (article R 111.19.10 du code de la construction et de l'habitation) des établissements recevant du public de 1ère catégorie et avis sur la conformité à l'autorisation de travaux et sur l'autorisation d'ouverture (articles L 111.8.1 et L 111.8.3 dudit code) ;
- avis sur toutes questions dont le préfet la saisit, notamment en matière de circulation des personnes handicapées et de l'accessibilité à ces personnes des bâtiments de toute nature ;

- examen de la conformité à la réglementation des dossiers techniques amiante prévus aux articles R. 1334-25 et R. 1334-26 du code de la santé publique pour les immeubles de grande hauteur mentionnés à l'article R. 122-2 du code de la construction et de l'habitation et pour les établissements recevant du public définis à l'article R. 123-2 de ce même code classés en 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> catégorie.

**Article 3** - Les avis de la sous-commission départementale pour l'accessibilité aux personnes handicapées ont valeur d'avis de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.

**Article 4** - Ne peuvent siéger à la sous-commission les membres qui fournissent une prestation à l'exploitant ou au maître d'ouvrage.

Par ailleurs, dans le cas où un service de l'État exercerait une mission de maîtrise d'œuvre, de conduite d'opération ou de mandat de maîtrise d'ouvrage sur une opération soumise à l'avis de la sous-commission, le représentant du service concerné à la sous-commission ne devra pas appartenir à l'unité ayant participé à cette mission d'ingénierie pour le compte du maître d'ouvrage.

**Article 5** - Conformément aux règles générales de quorum qui s'appliquent aux commissions administratives, la présence effective de la moitié des membres ayant voix délibérative à la sous-commission doit être assurée.

**Article 6** - Le président peut appeler à siéger, à titre consultatif, les administrations intéressées non membres de la sous-commission, ainsi que toute personne qualifiée.

**Article 7** - Le secrétariat de la sous-commission est assuré par le directeur départemental des territoires.

**Article 8** - La convocation écrite comportant l'ordre du jour est adressée aux membres de la sous-commission dix jours au moins avant la date de chaque réunion.

Ce délai ne s'applique pas lorsque la sous-commission souhaite tenir une seconde réunion ayant le même objet.

**Article 9** - Le maître d'ouvrage, l'exploitant, l'organisateur, le fonctionnaire ou l'agent spécialement désigné conformément à l'article R 123.16 du code de la construction et de l'habitation, est entendu à la demande de la sous-commission ou sur sa demande. Il n'assiste pas aux délibérations de la sous-commission.

**Article 10** - Sans préjudice des dispositions du deuxième alinéa de l'article 4 du décret du 27 mars 1993 relatif à l'homologation des enceintes sportives, la sous-commission départementale pour l'accessibilité aux personnes handicapées émet un avis favorable ou un avis défavorable.

L'avis défavorable sera motivé par la référence aux principaux articles du règlement non respectés.

**Article 11** - L'avis est obtenu par le résultat du vote à la majorité des membres présents ayant voix délibérative. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante. Les avis écrits motivés, favorables ou défavorables, prévus à l'article 12 du décret n°95-260 du 8 mars 1995 sont pris en compte lors de ce vote.

**Article 12** - Dans le cadre de sa mission d'étude, de contrôle et d'information prévue à l'article R 123.35 du code de la construction et de l'habitation, la sous-commission départementale peut proposer à l'autorité de police la réalisation de prescriptions.

**Article 13** - Un compte-rendu est établi au cours des réunions de la sous-commission, ou à défaut, dans les huit jours suivant la réunion. Il est signé par le président de séance et approuvé par tous les membres présents.

Ce compte-rendu est versé au dossier conservé par le secrétariat de la sous-commission. Il n'est pas communicable à l'exploitant, sauf sur demande expresse écrite de celui-ci, selon les règles relatives à la communication de documents administratifs.

**Article 14** - Le président de séance signe le procès-verbal portant avis de la sous-commission pour les attributions prévues à l'article 2 du décret sus-visé. Ce procès-verbal est transmis à l'autorité investie du pouvoir de police.

**Article 15** - La saisine par le maire de la sous-commission départementale en vue de l'ouverture d'un E.R.P. de 1<sup>ère</sup> catégorie doit être effectuée au minimum un mois avant la date d'ouverture prévue.

A défaut du respect de ce délai, le dossier est irrecevable et le secrétaire de la sous-commission en informe immédiatement le maire.

**Article 16** - La durée du mandat des membres non fonctionnaires de la sous-commission est de trois ans. En cas de décès ou de démission d'un membre de la commission en cours de mandat, son premier suppléant siège pour la durée du mandat restant à courir.

**Article 17** - Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 9 septembre 2013.

A cette même date, les dispositions de l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2010 portant constitution de la sous-commission départementale pour l'accessibilité aux personnes handicapées sont abrogées.

**Article 18** - Le directeur de cabinet du préfet, les sous-préfets de Briey, Lunéville et Toul, le directeur départemental des territoires, le directeur départemental de la cohésion sociale ou son représentant, les maires des communes du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

## Arrêté N° 52/2013/SIDPC du 9 septembre 2013 relatif à la sous-commission départementale pour la sécurité publique

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 2007-1177 du 3 août 2007 pris pour l'application de l'article L. 111-3-1 du code de l'urbanisme et relatif aux études de sécurité publique ;

VU le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2013 portant constitution de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité et son modificatif;

SUR proposition du sous-préfet, directeur de cabinet,

### ARRETE

**Article 1er** - Une sous-commission départementale pour la sécurité publique, créée au sein de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, est présidée par le préfet ou son représentant.

1. Sont en outre membres avec voix délibérative pour toutes les attributions les personnes désignées ci-dessous ou leurs suppléants :

- le chef du bureau de la prévention et de la sécurité,
- le directeur départemental de la sécurité publique,
- le commandant de groupement de gendarmerie,
- le directeur du service départemental d'incendie et de secours,
- le directeur départemental des territoires,
- trois personnes qualifiées, représentant les constructeurs et les aménageurs ;

2. Est également membre avec voix délibérative en fonction des affaires traitées :

- le maire de la commune ou son représentant.

**Article 2** - La sous-commission départementale pour la sécurité publique exerce, par délégation du préfet et au nom de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, les attributions suivantes :

- Avis sur les études de sécurité publique, conformément aux articles R. 111-48, R. 111-49, R. 311-5-1, R. 311-6 et R. 424-5-1 du code de l'urbanisme, et à l'article R. 123-45 du code de la construction et de l'habitation.

**Article 3** - Les avis de la sous-commission départementale pour la sécurité publique ont valeur d'avis de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.

**Article 4** - Ne peuvent siéger à la sous-commission les membres qui fournissent une prestation à l'exploitant ou au maître d'ouvrage.

Par ailleurs, dans le cas où un service de l'État exercerait une mission de maîtrise d'œuvre, de conduite d'opération ou de mandat de maîtrise d'ouvrage sur une opération soumise à l'avis de la sous-commission, le représentant du service concerné à la sous-commission ne devra pas appartenir à l'unité ayant participé à cette mission d'ingénierie pour le compte du maître d'ouvrage.

**Article 5** - En cas d'absence des représentants des services de l'État ou des fonctionnaires territoriaux membres de la sous-commission départementale ou de leur suppléants, du maire de la commune concernée ou de l'adjoint ou conseiller municipal désigné par lui, ou faute de leur avis écrit motivé, la sous-commission départementale ne peut délibérer.

Cette disposition ne fait pas obstacle aux règles générales de quorum selon lesquelles la présence effective de la moitié des membres ayant voix délibérative doit être assurée.

**Article 6** - Le président de la sous-commission départementale peut appeler à siéger, à titre consultatif, les administrations intéressées non membres de la sous-commission ainsi que toute personne qualifiée, pouvant éclairer les travaux de la sous-commission.

**Article 7** - Le secrétariat de la sous-commission est assuré par le bureau de la prévention et de la sécurité.

**Article 8** - La convocation écrite comportant l'ordre du jour est adressée aux membres de la sous-commission dix jours au moins avant la date de chaque réunion.

Ce délai ne s'applique pas lorsque la sous-commission souhaite tenir une seconde réunion ayant le même objet.

**Article 9** - La sous-commission départementale émet un avis favorable ou un avis défavorable.

L'avis défavorable sera motivé par la référence aux principaux articles du règlement non respectés.

**Article 10** - L'avis est obtenu par le résultat du vote à la majorité des membres présents ayant voix délibérative. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante. Les avis écrits motivés, favorables ou défavorables, prévus à l'article 6 sont pris en compte lors de ce vote.

**Article 11** - Un compte rendu est établi au cours des réunions de la sous-commission ou, à défaut, dans les huit jours suivant la réunion. Il est signé par le président de séance et approuvé par tous les membres présents.

Ce compte rendu est versé au dossier conservé par le secrétariat de la sous-commission. Il n'est pas destiné à être communiqué à l'exploitant, sauf demande expresse écrite de celui-ci, selon les règles relatives à la communication des documents administratifs.

**Article 12** - Le président de séance signe le procès-verbal portant avis de la sous-commission pour les attributions prévues à l'article 2. Ce procès-verbal est transmis à l'autorité investie du pouvoir de police.

**Article 13** - Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 9 septembre 2013 et abrogent les dispositions de l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2010 relatif à la sous-commission départementale pour la sécurité publique.

**Article 14** - Le directeur de cabinet du préfet, les sous-préfets des arrondissements de Briey, Lunéville et Toul, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie départemental, le directeur départemental des territoires, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, les maires des communes du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

#### **Arrêté N° 53/2013/SIDPC du 9 septembre 2013 relatif à la sous-commission départementale pour l'homologation des enceintes sportives**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 95.260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2013 portant création de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2010 portant constitution de la sous-commission départementale pour l'homologation des enceintes sportives ;

SUR proposition du directeur de cabinet;

#### **ARRETE**

**Article 1er** - Il est constitué, au sein de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, une sous-commission départementale pour l'homologation des enceintes sportives, dont la capacité d'accueil en spectateurs assis est comprise entre 500 et 8 000 en milieu couvert, et entre 3 000 et 30 000 en plein air.

**Article 2** - Sans préjudice des dispositions du code de l'urbanisme et du code de la construction et de l'habitation applicables aux établissements recevant du public, la sous-commission départementale pour l'homologation des enceintes sportives exerce, par délégation du préfet et au nom de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, les attributions suivantes :

- donner son avis sur les demandes d'homologation des enceintes sportives existantes ou à construire, ou des parties d'enceintes existantes à agrandir ou à modifier, notamment quant à la conformité de l'enceinte et des ouvrages qui la composent aux dispositions et normes techniques relatives à la construction, à la desserte et à l'accès des bâtiments qui leur sont applicables, ainsi qu'au respect de toute prescription particulière rendue nécessaire par la configuration de l'enceinte, son environnement ou l'usage auquel elle est destinée,
- proposer l'effectif maximal des spectateurs qui peuvent être admis simultanément dans l'enceinte, et la répartition de cet effectif par tribune, fixe ou provisoire, et hors tribune,
- déterminer, en fonction de cet effectif et de la configuration de l'enceinte, les conditions d'aménagement d'installations provisoires destinées à l'accueil du public,
- éventuellement, proposer l'aménagement d'un poste de surveillance dans l'enceinte.

**Article 3** - La sous-commission départementale est présidée par un membre du corps préfectoral ou par un membre titulaire de la sous-commission désigné au 1 du présent article.

1. Sont membres avec voix délibérative pour toutes les attributions les personnes désignées ci-après ou leurs suppléants :

- le directeur départemental de la cohésion sociale ;
- le chef du service interministériel de défense et de protection civile ;
- le directeur départemental de la sécurité publique ou le commandant du groupement de gendarmerie départemental, selon les zones de compétence ;
- le directeur départemental des territoires ;
- le directeur régional de l'agence régionale de santé de Lorraine ou son représentant ;
- le directeur départemental des services d'incendie et de secours.

2. Est membre avec voix délibérative en fonction des affaires traitées :

- le maire de la commune concernée ou l'adjoint désigné par lui. Le maire peut aussi, à défaut, être représenté par un conseiller municipal qu'il aura désigné.

3. Sont membres à titre consultatif en fonction des affaires traitées :

- le représentant du comité départemental olympique et sportif ;

- les représentants des fédérations sportives concernées ;
- le représentant de l'organisme professionnel de qualification en matière de réalisation de sports et de loisirs et le propriétaire de l'enceinte sportive ;
- les représentants des associations des personnes handicapées siégeant à la sous commission départementale pour l'accessibilité, dans la limite de trois membres.

**Article 4** - Ne peuvent siéger à la sous-commission les membres qui fournissent une prestation à l'exploitant ou au maître d'ouvrage.

Par ailleurs, dans le cas où un service de l'État exercerait une mission de maîtrise d'œuvre, de conduite d'opération ou de mandat de maîtrise d'ouvrage sur une opération soumise à l'avis de la sous-commission, le représentant du service concerné à la sous-commission ne devra pas appartenir à l'unité ayant participé à cette mission d'ingénierie pour le compte du maître d'ouvrage.

**Article 5** - En cas d'absence des représentants des services de l'État ou des fonctionnaires territoriaux membres de la sous-commission départementale ou de leurs suppléants, du maire de la commune concernée ou de l'adjoint ou conseiller municipal désigné par lui, ou faute de leur avis écrit motivé, la sous-commission ne peut délibérer.

Cette disposition ne fait pas obstacle aux règles générales de quorum selon lesquelles la présence effective de la moitié des membres ayant voix délibérative doit être assurée.

**Article 6** - Le président de la sous-commission départementale peut appeler à siéger, à titre consultatif, les administrations intéressées ou membres de la sous-commission ainsi que toute personne qualifiée, pouvant éclairer les travaux de la sous-commission.

Le maître d'ouvrage, l'exploitant, l'organisateur, est entendu à la demande de la sous-commission ou sur sa demande. Il n'assiste pas aux délibérations de la sous-commission.

**Article 7** - Les avis de la sous-commission départementale pour l'homologation des enceintes sportives ont valeur d'avis de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.

**Article 8** - Le secrétariat de la sous-commission est assuré par le directeur départemental de la cohésion sociale.

**Article 9** - La convocation écrite comportant l'ordre du jour est adressée aux membres de la sous-commission dix jours au moins avant la date de chaque réunion.

Ce délai ne s'applique pas lorsque la sous-commission souhaite tenir une seconde réunion ayant le même objet.

**Article 10** - La sous-commission départementale pour l'homologation des enceintes sportives émet un avis favorable ou un avis défavorable.

**Article 11** - L'avis est obtenu par le résultat du vote à la majorité des membres présents ayant voix délibérative. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante. Les avis écrits motivés, favorables ou défavorables, prévus à l'article 5, sont pris en compte lors de ce vote.

**Article 12** - Un compte-rendu est établi au cours des réunions de la sous-commission ou, à défaut, dans les huit jours suivant la réunion. Il est signé par le président de séance et approuvé par tous les membres présents.

Ce compte-rendu est versé au dossier conservé par le secrétariat de la sous-commission. Il n'est pas destiné à être communiqué à l'exploitant, sauf sur demande expresse écrite de celui-ci, selon les règles relatives à la communication des documents administratifs.

**Article 13** - Le président de séance signe le procès-verbal portant avis de la sous-commission pour les attributions prévues à l'article 2. Ce procès-verbal est transmis à l'autorité investie du pouvoir de police.

**Article 14** - La sous-commission départementale ne peut délibérer valablement, que si le dossier de la demande d'homologation est constitué en conformité des dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 mai 1994 relatif à la procédure d'homologation des enceintes sportives ouvertes au public pour les enceintes sportives à construire ou parties d'enceintes existantes à agrandir ou à modifier, ou des dispositions de l'article 3 du même arrêté ministériel pour les enceintes sportives existantes à la date du 11 juin 1994.

**Article 15** - Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 9 septembre 2013.

A cette même date, les dispositions de l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2010 portant constitution de la sous-commission départementale pour l'homologation des enceintes sportives sont abrogées.

**Article 16** - Le directeur de cabinet, les sous-préfets des arrondissements de Briey, Lunéville et Toul, le directeur régional de l'agence régionale de santé de Lorraine ou son représentant, le chef du service interministériel de défense et de protection civile, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie départemental, le directeur départemental des territoires, le directeur départemental de la cohésion sociale, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, les maires des communes du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

#### **Arrêté N° 54/2013/SIDPC du 9 septembre 2013 relatif à la sous-commission départementale pour la sécurité des terrains de camping et de stationnement de caravanes**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2010 portant constitution de la sous-commission départementale pour la sécurité des terrains de camping et de stationnement de caravanes

VU l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2013 portant constitution de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

SUR proposition du directeur de cabinet ;

#### **ARRETE**

**Article 1er** - Une sous-commission départementale pour la sécurité des terrains de camping et de stationnement de caravanes, créée au sein de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, est présidée par un membre du corps préfectoral ou l'un des membres titulaires prévus à l'article 4 - alinéa 1 du présent arrêté.

Si le président appartient à un service, il peut simultanément représenter celui-ci.

**Article 2** - La sous-commission départementale pour la sécurité des terrains de camping et de stationnement de caravanes exerce, par délégation du préfet et au nom de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, les attributions suivantes :

- avis sur les prescriptions d'information, d'alerte et d'évacuation permettant d'assurer la sécurité des occupants des terrains de camping et de stationnement de caravanes soumis à un risque naturel ou technologique prévisible.

**Article 3** - Les avis de la sous-commission départementale pour la sécurité des terrains de camping et de stationnement de caravanes ont valeur d'avis de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.

**Article 4** - Sont membres avec voix délibérative les personnes énumérées ci-après ou leurs suppléants :

1 / pour toutes les attributions :

- le chef du service interministériel de défense et de protection civile ;
- le directeur départemental de la sécurité publique ou le commandant du groupement de gendarmerie départemental, selon les zones de compétence ;

- le directeur départemental des territoires ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- le directeur départemental de la cohésion sociale ;
- le directeur départemental des services d'incendie et de secours.

2 / en fonction des affaires traitées :

- le maire de la commune concernée ou l'adjoint désigné par lui. Le maire peut aussi, à défaut, être représenté par un conseiller municipal qu'il aura désigné ;
- les autres fonctionnaires de l'État, membres de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, non mentionnés au 1/ ci-dessus, mais dont la présence s'avère nécessaire pour l'examen des dossiers inscrits à l'ordre du jour ;
- le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'autorisation d'aménagement de terrain de camping et de caravanage lorsqu'il existe un tel établissement. Le président peut être représenté par un vice-président ou à défaut par un membre du comité ou du conseil de l'établissement public qu'il aura désigné.

3 / est membre avec voix consultative :

- un représentant des exploitants.

**Article 5** - Ne peuvent siéger à la sous-commission les membres qui fournissent une prestation à l'exploitant ou au maître d'ouvrage.

Par ailleurs, dans le cas où un service de l'État exercerait une mission de maîtrise d'œuvre, de conduite d'opération ou de mandat de maîtrise d'ouvrage sur une opération soumise à l'avis de la sous-commission, le représentant du service concerné à la sous-commission ne devra pas appartenir à l'unité ayant participé à cette mission d'ingénierie pour le compte du maître d'ouvrage.

**Article 6** - En cas d'absence des représentants des services de l'État ou des fonctionnaires territoriaux membres de la sous-commission départementale ou de leur suppléants, du maire de la commune concernée ou de l'adjoint ou conseiller municipal désigné par lui, ou faute de leur avis écrit motivé, la sous-commission départementale ne peut délibérer.

Cette disposition ne fait pas obstacle aux règles générales de quorum selon lesquelles la présence effective de la moitié des membres ayant voix délibérative doit être assurée.

**Article 7** - Le président de la sous-commission départementale peut appeler à siéger, à titre consultatif, les administrations intéressées non membres de la sous-commission ainsi que toute personne qualifiée, pouvant éclairer les travaux de la sous-commission.

**Article 8** - Le secrétariat de la sous-commission est assuré par le chef du service interministériel de défense et de protection civile.

**Article 9** - La convocation écrite comportant l'ordre du jour est adressée aux membres de la sous-commission dix jours au moins avant la date de chaque réunion.

Ce délai ne s'applique pas lorsque la sous-commission souhaite tenir une seconde réunion ayant le même objet.

**Article 10** - La sous-commission départementale émet un avis favorable ou un avis défavorable.

L'avis défavorable sera motivé par la référence aux principaux articles du règlement non respectés.

**Article 11** - L'avis est obtenu par le résultat du vote à la majorité des membres présents ayant voix délibérative. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante. Les avis écrits motivés, favorables ou défavorables, prévus à l'article 6 sont pris en compte lors de ce vote.

**Article 12** - Un compte rendu est établi au cours des réunions de la sous-commission ou, à défaut, dans les huit jours suivant la réunion. Il est signé par le président de séance et approuvé par tous les membres présents.

Ce compte rendu est versé au dossier conservé par le secrétariat de la sous-commission. Il n'est pas destiné à être communiqué à l'exploitant, sauf demande expresse écrite de celui-ci, selon les règles relatives à la communication des documents administratifs.

**Article 13** - Le président de séance signe le procès-verbal portant avis de la sous-commission pour les attributions prévues à l'article 2. Ce procès-verbal est transmis à l'autorité investie du pouvoir de police.

**Article 14** - Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 9 septembre 2013.

A cette même date, les dispositions de l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2010 portant constitution de la sous commission départementale pour la sécurité des terrains de camping et de stationnement de caravanes sont abrogées.

**Article 15** - Le directeur de cabinet, les sous-préfets des arrondissements de Briey, Lunéville et Toul, le chef du service interministériel de défense et de protection civile, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie départementale, le directeur départemental des territoires, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur départemental de la cohésion sociale, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, les maires des communes du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

## **Arrêté N° 55/2013/SIDPC du 9 septembre 2013 relatif aux commissions d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (E.R.P.)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;  
VU l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2010 portant constitution des commissions d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;  
VU l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2013 portant constitution de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;  
VU l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2013 portant constitution de la sous-commission départementale de sécurité ;  
SUR proposition du directeur de cabinet ;

### **ARRETE**

**Article 1er** - Il est constitué, dans chacun des arrondissements du département de Meurthe-et-Moselle, une commission d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (E.R.P.) autres que ceux de la 1ère catégorie.

**Article 2** - La commission d'arrondissement pour la sécurité exerce, par délégation du préfet et au nom de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, les attributions suivantes :

- visites de réception (article R 123-45 du code de la construction et de l'habitation) des E.R.P. autres que ceux de 1ère catégorie, et avis sur la délivrance du certificat de conformité (article L 460-2 du code de l'urbanisme) et de l'autorisation d'ouverture au public de ces établissements (R 123-45 et R 123-46 du code de la construction et de l'habitation) ;
- examen de toutes questions soumises par le maire de la commune concernée, qui relèvent de sa compétence ;
- délibération en séance plénière sur les avis du groupe de visite de la commission d'arrondissement pour la sécurité, qui est chargé des contrôles périodiques ou inopinés sur l'observation des dispositions réglementaires et de la réception de travaux ne conditionnant pas une autorisation d'ouverture ou de réouverture dans les E.R.P. autres que ceux de la 1ère catégorie (R 123-48 du C.C.H.).

La fréquence des séances plénières de la commission d'arrondissement pour la sécurité est fixée comme suit pour chaque arrondissement :

Arrondissements de

TOUL 1er jeudi de chaque mois, à la sous-préfecture  
LUNEVILLE 2e jeudi de chaque mois, à la sous-préfecture  
BRIEY 3e jeudi de chaque mois, à la sous-préfecture  
NANCY 4e jeudi de chaque mois au SDIS

**Article 3** - La commission d'arrondissement pour la sécurité est présidée par le sous-préfet. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, la présidence est assurée par un autre membre du corps préfectoral, le directeur de cabinet, le secrétaire général de la sous-préfecture ou par un fonctionnaire du cadre national des préfetures de catégorie A ou B désigné par arrêté préfectoral.

**Article 4** - Sont membres de la commission d'arrondissement pour la sécurité avec voix délibérative les personnes désignées ci-après ou leurs suppléants :

- le chef de la circonscription de sécurité publique ou le commandant de compagnie de gendarmerie territorialement compétent ;
- un agent de la direction départementale des territoires ;
- un sapeur-pompier titulaire du brevet de prévention ;
- le maire de la commune concernée ou l'adjoint désigné par lui. Le maire peut aussi, à défaut, être représenté par un conseiller municipal qu'il aura désigné ;
- un représentant de l'inspection générale de sécurité incendie de la SNCF en ce qui concerne les locaux accessibles au public situés sur le domaine public du chemin de fer (ERP type GA).

**Article 5** - En cas d'absence d'un des membres désignés à l'article 4, la commission d'arrondissement pour la sécurité ne peut émettre d'avis.

**Article 6** - Le président peut appeler à siéger, à titre consultatif, les administrations intéressées non membres de la commission, ainsi que toute personne qualifiée.

**Article 7** - Le secrétariat de la commission d'arrondissement pour la sécurité est assuré par la sous-préfecture de l'arrondissement siège de la commission ; à défaut par la direction départementale des services d'incendie et de secours.

**Article 8** - La convocation écrite comportant l'ordre du jour est adressée aux membres de la commission dix jours au moins avant la date de chaque réunion.

Ce délai ne s'applique pas lorsque la commission souhaite tenir une seconde réunion ayant le même objet.

**Article 9** - Le maître d'ouvrage, l'exploitant, l'organisateur, le fonctionnaire ou l'agent spécialement désigné conformément aux dispositions de l'article R 123-16 du code de la construction et de l'habitation, est tenu d'assister aux visites de sécurité.

Il est entendu à la demande de la commission ou sur sa demande. Il n'assiste pas aux délibérations de la commission.

**Article 10** - La commission d'arrondissement pour la sécurité émet un avis favorable ou un avis défavorable.

L'avis défavorable sera motivé par la référence aux principaux articles du règlement non respectés.

**Article 11** - L'avis est obtenu par le résultat du vote à la majorité des membres présents ayant voix délibérative. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

**Article 12** - Dans le cadre de sa mission d'étude, de contrôle et d'information prévue à l'article R 123-35 du code de la construction et de l'habitation, la commission peut proposer à l'autorité de police la réalisation de prescriptions.

**Article 13** - Un compte rendu est établi au cours de la réunion de la commission ou, à défaut, dans les huit jours suivant la réunion. Il est signé par le président de séance et approuvé par tous les membres présents.

Ce compte rendu est versé au dossier conservé par le secrétariat de la commission. Il n'est pas destiné à être communiqué à l'exploitant, sauf demande expresse écrite de celui-ci, selon les règles relatives à la communication des documents administratifs.

**Article 14** - Le président de séance signe le procès-verbal portant avis de la commission. Ce procès-verbal est transmis à l'autorité investie du pouvoir de police.

**Article 15** - La saisine par le maire de la commission d'arrondissement pour la sécurité en vue de l'ouverture d'un E.R.P., y compris les établissements itinérants, doit être effectuée au minimum un mois avant la date d'ouverture prévue.

A défaut du respect de ce délai, le dossier est irrecevable et le secrétaire de la commission en informe immédiatement le maire.

**Article 16** - La commission d'arrondissement pour la sécurité n'a pas compétence en matière de solidité.

**Article 17** - Lors de la demande d'autorisation d'ouverture, la commission constate que les documents suivants figurent au dossier :

- l'attestation par laquelle le maître de l'ouvrage certifie avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatifs à la solidité ;
- l'attestation du bureau de contrôle lorsque son intervention est obligatoire, précisant que la mission solidité a bien été exécutée. Cette attestation est complétée par les relevés de conclusions des rapports de contrôle, attestant de la solidité de l'ouvrage. Ces documents sont fournis par le maître d'ouvrage.

**Article 18** - Avant toute visite d'ouverture, les rapports relatifs à la sécurité des personnes contre les risques d'incendie et de panique établis par les personnes ou organismes agréés lorsque leur intervention est prescrite doivent être fournis à la commission.

**Article 19** - En l'absence des documents visés aux articles 17 et 18, qui doivent être remis avant la visite, la commission ne peut se prononcer.

**Article 20** - La commission ne peut rendre un avis que lorsque les contrôles techniques obligatoires ont été réalisés et les conclusions de ceux-ci lui ont été communiquées.

**Article 21** - Dans le cadre des visites de réception après travaux ou des contrôles périodiques, il appartient au maire de la commune concernée de notifier à l'exploitant l'obligation pour lui d'assister à la visite de son établissement ou de s'y faire représenter par une personne qualifiée.

Dans le cas d'une direction unique de plusieurs exploitations de types divers ou similaires dans un même bâtiment, l'exploitant désigné comme directeur informe chaque exploitant concerné de la visite de la commission.

**Article 22** - Le président de la commission tient informée la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P. et les I.G.H. de la liste des établissements et des visites effectuées.

Le président de la commission d'arrondissement présente un rapport d'activité à la sous-commission départementale au moins une fois par an.

**Article 23** - Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 9 septembre 2013. A cette même date, les dispositions des arrêtés préfectoraux des 7 septembre 2010, relatives aux commissions de sécurité d'arrondissement, sont abrogées.

**Article 24** - Le directeur de cabinet, les sous-préfets des arrondissements de BRIEY, LUNEVILLE et TOUL, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie départemental, le directeur départemental des territoires, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, les maires des communes du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

**Arrêté N° 56/2013/SIDPC du 9 septembre 2013 relatif aux commissions d'arrondissement pour l'accessibilité aux personnes handicapées**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 95.260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2010 portant constitution des commissions d'arrondissement pour l'accessibilité aux personnes handicapées  
VU l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2013 portant constitution de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;  
VU l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2013 portant constitution de la sous-commission départementale pour l'accessibilité aux personnes handicapées ;  
SUR proposition du directeur de cabinet ;

#### AR R E T E

**Article 1er** - Il est constitué, dans chacun des arrondissements du département de Meurthe-et-Moselle, une commission d'arrondissement pour l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public autres que ceux de la 1ère catégorie, et à l'exception des établissements de 5ème catégorie au sens de l'article R. 123.19 du code de la construction et de l'habitation.

**Article 2** - La commission d'arrondissement pour l'accessibilité exerce, par délégation du préfet et au nom de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, les attributions suivantes :

- visites de réception, (article R 111.19.10 du code de la construction et de l'habitation) des établissements recevant du public autres que ceux de 1ère catégorie, et avis sur la conformité à l'autorisation de travaux et sur l'autorisation d'ouverture respectivement prévues aux articles L 111.8.1 et L 111.8.3 dudit code.

**Article 3** - La commission d'arrondissement pour l'accessibilité est présidée par le sous-préfet territorial. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, la présidence est assurée par un autre membre du corps préfectoral, le directeur de cabinet, le secrétaire général de la sous-préfecture ou par un fonctionnaire du cadre national des préfetures de catégorie A ou B désigné par arrêté préfectoral.

**Article 4** - Sont membres de la commission avec voix délibérative les personnes désignées ci-après ou leurs suppléants :

- un agent de la direction départementale des territoires ;
- un agent de la direction départementale de la cohésion sociale ;
- un représentant des associations de personnes handicapées ;

pour les arrondissements de BRIEY LUNEVILLE et TOUL, parmi ceux désignés à l'article 1.3 de l'arrêté susvisé portant constitution de la sous-commission départementale pour l'accessibilité aux personnes handicapées ;

le maire de la commune concernée ou l'adjoint désigné par lui. Le maire peut aussi, à défaut, être représenté par un conseiller municipal qu'il aura désigné.

**Article 5** - Conformément aux règles générales de quorum qui s'appliquent aux commissions administratives, la présence effective de la moitié des membres ayant voix délibérative à la commission doit être assurée.

**Article 6** - Le président peut appeler à siéger, à titre consultatif, les administrations intéressées non membres de la commission, ainsi que toute personne qualifiée.

**Article 7** - Le secrétariat de la commission d'arrondissement pour l'accessibilité est assuré par la direction départementale des territoires.

**Article 8** - La convocation écrite comportant l'ordre du jour est adressée aux membres de la commission dix jours au moins avant la date de chaque réunion.

Ce délai ne s'applique pas lorsque la commission souhaite tenir une seconde réunion ayant le même objet.

**Article 9** - La commission d'arrondissement pour l'accessibilité émet un avis favorable ou un avis défavorable. L'avis défavorable sera motivé par la référence aux principaux articles du règlement non respectés.

**Article 10** - L'avis est obtenu par le résultat du vote à la majorité des membres présents ayant voix délibérative. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

**Article 11** - Dans le cadre de sa mission d'étude, de contrôle et d'information prévue à l'article R 123.35 du code de la construction et de l'habitation, la commission peut proposer à l'autorité de police la réalisation de prescriptions.

**Article 12** - Un compte-rendu reflétant la position de chaque membre est établi au cours de la réunion de la commission ou, à défaut, dans les huit jours suivant la réunion. Il est signé par le président de séance et approuvé par tous les membres présents.

Ce compte-rendu est versé au dossier conservé par le secrétaire de la commission.

Il n'est pas communicable à l'exploitant, sauf sur demande expresse écrite de celui-ci, selon les règles relatives à la communication des documents administratifs.

**Article 13** - Le président de séance signe le procès-verbal portant avis de la commission. Ce procès-verbal est transmis à l'autorité investie du pouvoir de police.

**Article 14** - La saisine par le maire de la commission d'arrondissement pour l'accessibilité en vue de l'ouverture d'un établissement recevant du public doit être effectuée au minimum un mois avant la date d'ouverture prévue.

A défaut du respect de ce délai, le dossier est irrecevable et le secrétaire de la commission en informe immédiatement le maire.

**Article 15** - Le président de la commission tient informé la sous-commission départementale d'accessibilité de la liste des établissements et des visites effectuées et, une fois par an au moins, présente un rapport d'activité.

**Article 16** - Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 9 septembre 2013. A cette même date, les dispositions des arrêtés préfectoraux des 7 septembre 2010, relatives aux commissions d'arrondissement pour l'accessibilité aux personnes handicapées sont et demeurent rapportées.

**Article 17** - Le directeur de cabinet du préfet, les sous-préfets de Briey, Lunéville et Toul, le directeur départemental de la cohésion sociale, le directeur départemental des territoires, les maires des communes du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

#### **Arrêté N° 57/2013/SIDPC du 9 septembre 2013 relatif au groupe de visite de la commissions d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (E.R.P.)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2010 portant constitution du groupe de visite de la commission d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (E.R.P.) ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2013 portant constitution de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2013 portant constitution de la commission d'arrondissement pour la sécurité ;

SUR proposition du directeur de cabinet ;

#### AR R E T E

**Article 1er** - Un groupe de visite, créé, au sein de chaque commission d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P., est chargé des attributions suivantes :

- contrôles périodiques ou inopinés (article R 123-48 du code de la construction et de l'habitation) sur l'observation des dispositions

réglementaires et réception de travaux ne conditionnant pas une autorisation d'ouverture ou de réouverture dans les E.R.P. du 1er groupe, autres que ceux de la 1ère catégorie ;  
- éventuellement, visites des E.R.P. de 5ème catégorie sur demande des maires (R 123-14 du C.C.H.), en priorité ceux comportant des locaux à sommeil.

**Article 2** - Le groupe de visite comprend obligatoirement :

- un sapeur-pompier titulaire du brevet de prévention, membre de la commission d'arrondissement pour la sécurité ou un de ses suppléants ;
- un agent de la direction départementale des territoires, membre de la commission d'arrondissement pour la sécurité ou l'un de ses suppléants ;
- le commandant de la compagnie de gendarmerie ou le chef de la circonscription locale de sécurité publique ou l'un de leurs suppléants ;
- le maire ou l'adjoint désigné par lui ou, à défaut, un conseiller municipal qu'il aura désigné.

**Article 3** - En l'absence de l'un des membres désignés à l'article 2, le groupe de visite de la commission d'arrondissement pour la sécurité ne procède pas à la visite.

**Article 4** - Le groupe de visite constate sur place l'application de la réglementation, puis présente en séance plénière de la commission d'arrondissement pour la sécurité sa conclusion sous forme de rapport de visite, assorti d'une proposition d'avis formelle, favorable ou défavorable, signé de tous les membres présents en faisant apparaître la position de chacun.

Le rapport de visite est versé au dossier conservé par le secrétariat de la commission d'arrondissement pour la sécurité. Il n'est pas destiné à être communiqué à l'exploitant, sauf sur demande expresse écrite de celui-ci, selon les règles relatives à la communication des documents administratifs.

**Article 5** - Un sapeur-pompier préventionniste, membre de la commission d'arrondissement ou l'un de ses suppléants mentionnés à l'article 2, est rapporteur du groupe de visite devant la commission d'arrondissement, lors de sa séance plénière.

**Article 6** - Le secrétariat est assuré par la sous-préfecture de l'arrondissement siège de la commission ou, à défaut, par la direction départementale des services d'incendie et de secours.

**Article 7** - Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 9 septembre 2013. A cette même date les dispositions de l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2010 portant constitution du groupe de visite de la commission d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (E.R.P.) sont abrogées.

**Article 8** - Le directeur de cabinet, les sous-préfets des arrondissements de BRIEY, LUNEVILLE et TOUL, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le directeur départemental des territoires, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie, les maires des communes du département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

**Arrêté N° 58/2013/SIDPC du 9 septembre 2013 relatif au groupe de visite de la sous-commissions départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (E.R.P.) et les immeubles de grande hauteur (I.G.H.)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2010 portant constitution du groupe de visite de la sous-commission départementale de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P. et les I.G.H. ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2013 portant constitution de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2013 portant constitution de la sous-commission départementale de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P. et les I.G.H. ;

SUR proposition du directeur de cabinet;

**ARRETE**

**Article 1er** - Un groupe de visite, créé, au sein de la sous-commission départementale de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P. et les I.G.H., est chargé des contrôles périodiques ou inopinés (article R 123-48 du code de la construction et de l'habitation) sur l'observation des dispositions réglementaires et de la réception de travaux ne conditionnant pas une autorisation d'ouverture ou de réouverture dans les E.R.P. de 1ère catégorie et les I.G.H.

**Article 2** - Le groupe de visite comprend obligatoirement :

- le directeur départemental des services d'incendie et de secours ou l'un de ses suppléants, titulaire du brevet prévention,
- le directeur départemental des territoires ou l'un de ses suppléants,
- le commandant du groupement de gendarmerie départemental ou le directeur départemental de la sécurité publique ou l'un de leurs suppléants,
- le maire ou l'adjoint désigné ou, à défaut, un conseiller municipal qu'il aura désigné.

**Article 3** - En l'absence de l'un des membres désignés à l'article 2, le groupe de visite de la sous-commission départementale ne procède pas à la visite.

**Article 4** - Le groupe de visite constate sur place l'application de la réglementation, puis présente en séance plénière de la sous-commission départementale sa conclusion sous forme de rapport de visite, assorti d'une proposition d'avis formelle, favorable ou défavorable, signé de tous les membres présents en faisant apparaître la position de chacun.

Le rapport de visite est versé au dossier conservé par le secrétariat de la sous-commission départementale. Il n'est pas destiné à être communiqué à l'exploitant, sauf sur demande expresse écrite de celui-ci, selon les règles relatives à la communication des documents administratifs.

**Article 5** - Le directeur départemental des services d'incendie et de secours ou l'un de ses suppléants mentionnés à l'article 2 est rapporteur du groupe de visite devant la sous-commission départementale de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P. et les I.G.H., en séance plénière.

**Article 6** - Le secrétariat est assuré par la direction départementale des services d'incendie et de secours.

**Article 7** - Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 9 septembre 2013. A cette même date les dispositions de l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2010 portant constitution du groupe de visite de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (E.R.P.) et les immeubles de grande hauteur (I.G.H.) sont abrogées.

**Article 8** - Le directeur de cabinet, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le directeur départemental des territoires, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie, les maires des communes du département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

## DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES

## Bureau de la citoyenneté

**Arrêté du 28 août 2013 portant habilitation dans le domaine funéraire à BRIEY (« POMPES FUNEBRES DU PAYS DE BRIEY »)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2223-19 à L. 2223-46, R. 2213-1 à R. 2213-60 et R. 2223-1 à D. 2223-137 ;

VU la loi N° 2008-1350 du 19 décembre 2008, relative à la législation funéraire ;

CONSIDÉRANT la demande d'habilitation dans le domaine funéraire formulée par Mme Sylvie THIRIET née GIORGINI gérante de l'entreprise « POMPES FUNEBRES DU PAYS DE BRIEY », qu'elle exploite au 5, rue Raymond Mondon à BRIEY (54150) ;

**ARRETE**

**Article 1er** : L'entreprise précitée est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes :

- Le transport de corps avant mise en bière ;
- Le transport de corps après mise en bière ;
- L'organisation des obsèques ;
- La fourniture des housses, cercueils, de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes funéraires par sous-traitance ;
- La fourniture des corbillards et des voitures de deuil par sous-traitance ;
- La fourniture du personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations par sous-traitance à l'exception des plaques funéraires, emblèmes religieux, fleurs, travaux divers d'imprimerie et de la marbrerie funéraire.

**Article 2** : Le numéro d'habilitation est le 2013-54-190.

**Article 3** : La durée de la présente habilitation est d'un an.

**Article 4** : En application de l'article R 2223-63 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire, tout changement dans les indications fournies lors de la demande de délivrance de la présente habilitation devra être déclaré à la préfecture dans le délai de deux mois.

**Article 5** : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Sylvie THIRIET, gérante.

Copie du présent arrêté sera adressée au sous-préfet de Briey, au maire de BRIEY et au Directeur de l'Agence Régionale de Santé (Délégation Territoriale de Meurthe-et-Moselle).

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture.

Nancy, le 28 août 2013

Pour le préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

**VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

*La présente décision administrative peut être contestée dans les conditions suivantes :*

- *recours gracieux adressé dans les 2 mois de sa notification au Préfet de Meurthe-et-Moselle – 1 rue Préfet Claude Érignac – CO 60031 – 54038 NANCY CEDEX.*
- *recours hiérarchique adressé dans les 2 mois de sa notification au Ministre de l'Intérieur – Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux – Bureau du contentieux des polices administratives – Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08.*

*NB: En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.*

- *recours contentieux adressé à la Présidente du Tribunal administratif de Nancy – 5 place de la Carrière – 54036 NANCY CEDEX dans les mêmes délais ou dans les deux mois de la décision implicite ou explicite de rejet de l'éventuel recours gracieux ou hiérarchique.*

**Arrêté du 3 septembre 2013 portant habilitation dans le domaine funéraire à MESSEIN (« LORRAINE FUNERAIRE »)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2223-19 à L. 2223-46, D. 2223-34 à R 2223-65 et D. 2223-55-1 à D 2223-55-17 ;

VU la loi N° 2008-1350 du 19 décembre 2008, relative à la législation funéraire ;

VU la demande d'habilitation formulée par M. Jean CRESPO né le 23 septembre 1953 à BELLEFONTAINE (88) et de M. Régis MELINE né le 13 octobre 1966 à LUNEVILLE (54), co-gérants de l'entreprise de pompes funèbres « LORRAINE FUNERAIRE », qu'ils exploitent au N°19, rue Robert Schuman à MESSEIN (54850) ;

CONSIDÉRANT que M. Jean CRESPO, dispose d'un délai d'un an pour produire le diplôme funéraire de gérant d'entreprise de pompes funèbres ;

CONSIDÉRANT que le dossier présenté est complet ;

**ARRETE**

**Article 1er** : L'entreprise précitée est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes :

- Le transport de corps avant mise en bière ;
- Le transport de corps après mise en bière.

**Article 2** : Le numéro d'habilitation est le 2013-54-189.

**Article 3** : La durée de la présente habilitation est d'un an.

**Article 4** : En application de l'article R 2223-63 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire, tout changement dans les indications fournies lors de la demande de délivrance de la présente habilitation devra être déclaré à la préfecture dans le délai de deux mois.

**Article 5** : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Jean CRESPO et à M. Régis MELINE.

Copie du présent arrêté sera adressée au maire de MESSEIN et au Directeur de l'Agence Régionale de Santé (Délégation Territoriale de Meurthe-et-Moselle).

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture.

Nancy, le 3 septembre 2013

Pour le préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

## VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

La présente décision administrative peut être contestée dans les conditions suivantes :

- recours gracieux adressé dans les 2 mois de sa notification au Préfet de Meurthe-et-Moselle – 1 rue Préfet Claude Érignac – CO 60031 – 54038 NANCY CEDEX.

- recours hiérarchique adressé dans les 2 mois de sa notification au Ministre de l'Intérieur – Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux – Bureau du contentieux des polices administratives – Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08.

NB: En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- recours contentieux adressé à la Présidente du Tribunal administratif de Nancy – 5 place de la Carrière – 54036 NANCY CEDEX dans les mêmes délais ou dans les deux mois de la décision implicite ou explicite de rejet de l'éventuel recours gracieux ou hiérarchique.

---

**Arrêté du 3 septembre 2013 portant retrait d'une habilitation dans le domaine funéraire à VANDOEUVRE-LES-NANCY (« AMBULANCES VANDOPERIENNES »)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2223-1 à L. 2223-46, R. 2213-1 à R. 2213-60 et R. 2223-1 à D. 2223-137 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 14 juin 2010 portant habilitation dans le domaine funéraire, pour une durée de six ans, de l'entreprise « AMBULANCES VANDOPERIENNES » représentée par M. Régis MELINE, située route de Mirecourt à VANDOEUVRE-LES-NANCY (54500) ;

CONSIDÉRANT le courrier en date du 20 juin 2013 par lequel M. Régis MELINE indique qu'il a cessé son activité dans le domaine funéraire ;

**ARRETE**

**Article 1er :** L'habilitation dans le domaine funéraire délivrée sous le N° 97-54-120 à l'entreprise « AMBULANCES VANDOPERIENNES » est retirée pour cessation d'exercice des activités au titre desquelles elle a été délivrée.

**Article 2 :** L'arrêté préfectoral susvisé est abrogé.

**Article 3 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Régis MELINE et dont copie sera adressée au maire de VANDOEUVRE-LES-NANCY et au Directeur de l'Agence Régionale de Santé (Délégation Territoriale de Meurthe-et-Moselle).

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture.

Nancy, le 3 septembre 2013

Pour le préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa réception.*

---

*Bureau Plate-forme régionale de naturalisation de Lorraine*

**Arrêté n° 2013/01 du 31 août 2013 portant constitution de la commission d'assimilation**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Civil, notamment le titre 1er bis de son livre 1er ;

VU le décret n°93-1362 du 30 décembre 1993 modifié relatif aux déclarations de nationalité, aux décisions de naturalisation, de réintégration, de perte, de déchéance et de retrait de la nationalité française ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 22 juillet 2011 nommant Raphaël BARTOLT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret en date du 30 août 2013 modifiant l'article 26 du Code Civil et tendant à expérimenter de nouvelles modalités d'instruction des demandes de naturalisation et de réintégration ainsi que des déclarations de nationalité souscrites à raison du mariage ;

VU la décision d'expérimenter une commission d'assimilation en Lorraine dans le cadre des nouvelles modalités d'instruction des déclarations de nationalité par mariage et des demandes de naturalisation et de réintégration précitées ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Une commission d'assimilation est instituée. Elle est présidée par le Préfet ou son représentant :

- Monsieur Jean-François RAFFY, Secrétaire général de la préfecture ;
- Madame Antoinette AUDIA, directrice des libertés publiques ;
- Madame Sabine CHOIGNOT, chef du service de l'immigration et de l'intégration ;
- Madame Nésiri BORA, responsable de la plate-forme régionale de naturalisation ;
- Madame Emilie ORY, adjointe à la responsable de la plate-forme régionale de naturalisation ;
- Monsieur Abdelghani KETLAS, agent affecté à la plate-forme régionale de naturalisation ;
- Madame Catherine ZOUÏ, agent affecté à la plate-forme régionale de naturalisation ;
- Madame Christine HOLLARD, agent affecté à la plate-forme régionale de naturalisation ;
- Madame Martine VAUQUOIS-ROQUIER, agent affecté à la plate-forme régionale de naturalisation.

En application des termes de l'article 41 du décret n° 93-1362 du 30 décembre 1993 précité, les personnes désignées ci-dessus sont habilitées à conduire l'entretien d'assimilation.

**Article 2 :** La commission d'assimilation comprend en outre deux personnalités désignées par le préfet en raison de leurs connaissances dans le domaine de l'histoire, de la culture et de la société française. En cette qualité, siègent :

- Monsieur Alex BAILLY ;
- Madame Frédérique BELLO-LAPANNE ;
- Monsieur Jean-François BENJAMOILE ;
- Madame Michelle BARTHELEMY ;
- Monsieur Alain BLANCHARD ;
- Monsieur Jorge BOCANEGRA ;
- Monsieur Alexandre BONARDEL ;

- Madame Marie-Line BOULANGER ;  
- Madame Martine BRAYER ;  
- Monsieur Jean-Pierre CARPENTIER ;  
- Madame Edith CHARRIAU-CORON ;  
- Monsieur Christian CHERY ;  
- Madame Marie-Agnès CREDOZ ;  
- Madame Brigitte DEDISSE ;  
- Madame Christiane DEFAUX ;  
- Monsieur Jean-Pierre DEVIDET ;  
- Monsieur Denis DOUTÉ ;  
- Madame Hélène DURAND ;  
- Monsieur Lucien DUREN ;  
- Madame Nicole FEIDT ;  
- Madame Anne-Lyse FUCHS ;  
- Madame Yvette GAERTNER ;  
- Madame Amélie GALLEGRO ;  
- Monsieur Robert GIOVANARDI ;  
- Monsieur Francis GIROUX ;  
- Monsieur Jean-Louis GUILLEMOT ;  
- Monsieur Léon HERSZBERG ;  
- Madame Elise IOCHUM ;  
- Monsieur Jean-Marie IOCHUM ;  
- Monsieur Jean-Claude KADDOUR ;  
- Madame Isabelle KEBAILI ;  
- Madame Hélène KNEUSS ;  
- Monsieur Mallory KOENIG ;  
- Monsieur Jean-Philippe LEMOINE ;  
- Monsieur Patrice LEONARD ;  
- Monsieur Hervé LE PAN ;  
- Madame Jeanine LHOMMEE ;  
- Monsieur Jean-Paul MONIN ;  
- Monsieur Alban OLMEDO ;  
- Monsieur Pierre PATERIA ;  
- Madame Mireille PICHEREAU ;  
- Madame Anne PIERRE ;  
- Madame Elisabeth PIERRON ;  
- Monsieur Daniel PUCELLE ;  
- Madame Véronique RAVON ;  
- Madame Sophie ROUSSAUX ;  
- Monsieur Jacques SABLAYROLLES ;  
- Madame Marie-Jeanne SERY-LOUP ;  
- Monsieur Denis SIMMERMANN ;  
- Monsieur Jean-Paul SIMON ;  
- Monsieur Jocelyn TROUSSARD ;  
- Madame Marie-Josée VALIANI ;  
- Madame Caroline VASSON ;  
- Monsieur Claude VAUTHIER ;  
- Madame Pierrette VERDON.

**Article 3 :** La commission d'assimilation a pour mission de vérifier les connaissances du postulant à la nationalité française en matière de langue française, d'histoire, de culture et de société française, de droits et devoirs conférés par la nationalité française ainsi que son adhésion aux principes et aux valeurs essentiels de la République.

Elle procède aux entretiens d'assimilation et établit le compte rendu dudit entretien qui sera signé par le préfet ou son représentant et qui sera versé au dossier du postulant.

**Article 4 :** Les membres de la commission sont soumis à une obligation de confidentialité à l'égard des informations auxquelles elles ont accès dans le cadre de leurs travaux.

**Article 5 :** Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des membres de la commission et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 31 août 2013

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

*Voies et délais de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de 2 mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs.*

## DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

*Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités*

**Arrêté du 5 septembre 2013 approuvant la mise en conformité de la convention constitutive du groupement d'intérêt public « Enfance – Village - Accueil »**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles 98 à 122 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public ;

VU le décret n° 2013-292 du 5 avril 2013 relatif au régime de droit public applicable aux personnels des groupements d'intérêt public ;

VU l'arrêté du 23 mars 2012 pris en application de l'article 3 du décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public ;  
VU l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2003 adoptant la convention constitutive du « Enfance – Village - Accueil » (EVA) ;  
VU la délibération du GIP «EVA» en date du 6 mai 2013 décidant de mettre la convention en conformité avec les dispositions du chapitre II de la loi précitée ;  
VU les délibérations concordantes des membres :  
- Allain en date du 12 avril 2013,  
- Ochey en date du 10 avril 2013,  
- Moutrot en date du 12 avril 2013,  
- Syndicat intercommunal scolaire Allain/Ochey/Moutrot en date du 11 avril 2013,  
- Association des familles « La passerelle A.M.O. » en date du 9 avril 2013,  
- Association Communale de Loisirs de Allain en date du 19 avril 2013,  
- Association Foyer Rural de Ochey en date du 18 février 2013,  
- Association Foyer Rural de Moutrot en date du 5 avril 2013,  
approuvant la modification de la convention constitutive du groupement d'intérêt public « Enfance – Village - Accueil » ;  
VU l'avis du directeur départemental des finances publiques du 23 avril 2013 ;  
VU l'avis du sous-préfet de Toul en date du 29 juillet 2013 ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La mise en conformité de la convention constitutive du groupement d'intérêt public « Enfance – Village - Accueil » est approuvée.

**Article 2 :** La convention constitutive modifiée et les annexes approuvées resteront annexées au présent arrêté.

**Article 3 :** La durée de fonctionnement de cet établissement est prévue pour une période indéterminée. Il a son siège à la mairie de Ochey (54170).

**Article 4 :** L'aire géographique prévue pour l'action du groupement s'étend aux communes suivantes : Allain, Ochey, Moutrot.

**Article 5 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le président du groupement d'intérêt public « Enfance-Village-Accueil, les maires des communes de Allain, Ochey et Moutrot, le président de l'association des Familles « La Passerelle A.M.O. », le président de l'association Communale de Loisirs de Allain, la présidente de l'association Foyer Rural de Ochey, le président de l'association Foyer Rural de Moutrot et le sous-préfet de Toul sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera, avec la convention constitutive, publié au bulletin officiel du ministère des affaires sociales et de la santé et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 5 septembre 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

#### Convention Constitutive - Renouvellement Groupement d'Intérêt Public « Enfance – Village – Accueil » «Pour l'accueil de nos enfants sur notre lieu de vie»

#### Préambule :

Le Groupement d'Intérêt Public « Enfance-Village-Accueil », désigné sur le terme de GIP « EVA », a été créé le 05 septembre 2003 par arrêté de M. le Préfet de Meurthe et Moselle pour une durée de 10 ans.

Les collectivités territoriales et les structures ayant des représentants au sein du GIP « EVA » doivent décider de participer au renouvellement de la convention constitutive et éventuellement désigner de nouveaux délégués.

De plus, les conventions constitutives régissant les GIP doivent être mises en conformité avant le 18 mai 2013, en application du nouveau cadre juridique

- VU la convention constitutive initiale du Groupement d'Intérêt Public « Enfance Village Accueil » en date du 24 juin 2003

- VU la Loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de Simplification et d'Amélioration de la Qualité du Droit.

- VU les délibérations concordantes des membres, qui approuvent le renouvellement de la convention constitutive du groupement d'intérêt public « EVA » :

Il est convenu entre les parties de renouveler la Convention Constitutive du GIP « EVA » comme suit :

#### **Article 1er : Dénomination du Groupement**

La dénomination du groupement est : Groupement d'Intérêt Public « Enfance – Village – Accueil » ou GIP «EVA» La forme juridique est un Groupement d'Intérêt Public.

#### **Article 2 : Nom, raison sociale et dénomination des membres du GIP**

La présente convention constitutive a été établie entre les membres suivants :

- La commune de Allain, mairie de et à 54170 Allain
- La commune de Ochey, mairie de et à 54170 Ochey
- La commune de Moutrot, mairie de et à 54113 Moutrot
- Le Syndicat Intercommunal Scolaire de Allain, Ochey, Moutrot,
- L'Association des Parents d'Elèves « Passerelle A.M.O. » à mairie de Ochey, 11 rue Lucien Colson, 54170 OCHEY
- L'Association Communale de Loisirs de Allain
- L'Association Foyer Rural de Ochey
- L'association Foyer Rural de Moutrot.

#### **Article 3 : La durée**

Les membres réunis en assemblée générale, décident de renouveler la convention constitutive du GIP « EVA » pour une durée indéterminée.

#### **Article 4 : L'objet du GIP**

Le Groupement d'Intérêt Public a pour objet d'exercer des activités d'intérêt général à but non lucratif, de gérer des services et des équipements dans le domaine social, notamment :

- L'accueil à l'année des enfants de 3 à 11 ans en périscolaire et durant l'aménagement des rythmes scolaires
- L'organisation de centre de loisirs et de sorties
- Mise en place d'actions de Soutien à la Parentalité

Le GIP « EVA » exerce principalement son activité sur les communes de : Allain, Ochey et Moutrot.

#### **Article 5 : L'adresse du siège du GIP**

Le siège du Groupement est fixé à la Mairie de OCHEY, 11 rue Lucien Colson, 54 170 OCHEY

Il peut être transféré en tout autre lieu par décision de l'Assemblée Générale.

#### **Article 6 : Les règles de détermination des droits statutaires et la contribution des membres aux charges du GIP**

6.1) – L'Assemblée Générale

L'Assemblée Générale est convoquée par le Président au moins une fois par an, sur convocation écrite à chaque membre au moins huit jours avant, en précisant le lieu, date, heure et ordre du jour.

L'Assemblée Générale :

- adopte le programme annuel d'activité et le budget correspondant,
- approuve les comptes de chaque exercice,
- nomme et révoque les administrateurs,
- a la compétence de modifier l'acte constitutif,
- peut décider de la prorogation ou de la dissolution anticipée du groupement ainsi que des mesures nécessaires à sa liquidation,
- approuve l'admission de nouveaux membres et décide de l'exclusion et du retrait d'un membre.

Chaque membre dispose d'une voix. Les décisions sont prises :

- à l'unanimité des membres pour l'adhésion, l'exclusion et le retrait d'un membre du Groupement d'Intérêt Public,
- à l'unanimité des membres par délibérations concordantes pour la dissolution du Groupement d'Intérêt Public,
- à la majorité absolue pour la création de services et toutes décisions s'y afférant, acceptation des budgets, des subventions dons et legs et toutes autres décisions.

Les décisions sont constatées par procès verbal porté sur un registre Ce registre peut être communiqué à tout membre du Groupement d'Intérêt Public au siège social par le Président.

Une assemblée générale extraordinaire pourra, si besoin est, être convoquée à la demande du Président ou du quart au moins des membres du Groupement d'Intérêt Public, sur un ordre du jour précis. (Article 105 de la loi n° 2011-525)

La majorité des voix au sein de l'Assemblée générale est détenue par les collectivités territoriales membres du GIP.

L'Assemblée Générale est constituée :

- 1) de 15 membres du GIP « EVA » avec voix délibérantes :
  - 2 Elus Municipaux par Communes adhérentes (Allain, Ochey et Moutrot)
  - 3 Elus du Syndicat Intercommunal Scolaire de Allain, Ochey, Moutrot
  - 3 Membres du Conseil d'Administration de l'Association des Parents d'Elèves « Passerelle A.M.O. »
  - 1 Membre du Conseil d'Administration de l'Association Communale de Loisirs de Allain
  - 1 Membre du Conseil d'Administration de l'Association Foyer Rural de Ochey
  - 1 Membre du Conseil d'Administration de l'association Foyer Rural de Moutrot
- 2) de 8 partenaires invités avec voix consultatives :
  - 1 Représentant de la Communauté de Communes du Pays de Colombey et du Sud Toulinois
  - 1 Représentant du Conseil Général (Territoire d'Actions Médico Sociales de Toul)
  - 1 Représentant de la Caisse d'Allocations Familiales de Meurthe et Moselle
  - 1 Représentant de la MSA
  - 1 Représentant du Service Social des Armées
  - 1 Représentant du personnel du GIP (le Responsable du Service Péri et Extrascolaire)
  - 1 Représentant des Enseignants du Regroupement Pédagogique Allain-Ochey-Moutrot
  - 1 Membre du Conseil d'Administration de l'Association Familiale Rurale Intercommunale « Ciel » .

6.2) - La contribution des membres

Le Groupement est constitué sans capital. Les communes apportent le financement nécessaire pour le fonctionnement du GIP. Les participations des collectivités adhérentes se font :

- Sous forme de participations financières au budget annuel (Les communes apportent le financement nécessaire pour le fonctionnement du GIP. Le montant de la participation au titre de la subvention de fonctionnement se calcule au prorata du nombre d'habitant de chaque commune (dernier recensement INSEE connu). (voir annexe 1)
- Sous forme de mise à disposition de personnels
- Sous forme de mise à disposition de locaux, de matériel et/ou d'équipements qui reste la propriété de la collectivité adhérente (détail en annexe 3).
- Sous toute autre forme de contribution au fonctionnement du groupement, la valeur étant appréciée d'un commun accord.

#### **Article 7 : Les règles concernant l'administration, l'organisation et la représentation du GIP**

7.1) – Le Conseil d'Administration

Le Groupement d'Intérêt Public est géré par un Conseil d'Administration, qui est investi des pouvoirs les plus étendus pour autoriser tous actes qui ne sont pas réservés à l'Assemblée Générale. Le Conseil d'Administration est composé 7 membres. Chaque commune doit avoir au minimum un représentant au sein du Conseil d'Administration. Il se réunit chaque fois que nécessaire sur convocation de son Président, au moins 5 jours avant la réunion.

Il peut en outre se réunir sur un ordre du jour précis sur demande de la moitié des membres plus un.

Les décisions sont constatées par procès verbal et portées sur un registre. Ce registre peut être communiqué à tout membre du Groupement d'Intérêt Public au siège social par le Président.

Le Conseil d'Administration peut s'adjoindre des conseillers techniques avec l'accord unanime des membres du Conseil d'Administration. Ceux-ci participent au débat sans droit de vote.

Les membres du Conseil d'Administration ne peuvent recevoir aucune rétribution en raison de leurs fonctions.

Le Conseil d'Administration délibère valablement en présence d'au moins de la moitié de ces membres plus un.

Tout membre du Conseil d'Administration absent peut donner pouvoir à un autre membre du Conseil. Le pouvoir est nominatif et il n'est valable que pour une seule séance.

La durée du mandat des administrateurs est de 3 ans. Les administrateurs sortants sont rééligibles.

La majorité des voix au sein du Conseil d'Administration doit être détenue par les collectivités territoriales membres du groupement.

Le Conseil d'Administration élit en son sein et pour 3 ans, un Président, un Vice Président, un Trésorier, un Secrétaire.

Les membres du Conseil d'Administration :

- préparent les nouveaux projets pour les soumettre à l'Assemblée Générale
- nomment et révoquent le Président, le Vice Président, le Trésorier et le Secrétaire.
- font des propositions relatives aux programmes d'activités et au budget
- décident de la création des postes de personnels propre au GIP
- fixent les ordres du jour des assemblées générales et les projets de résolutions
- proposent un budget primitif en début d'exercice et un compte d'exploitation en fin d'exercice. Ces documents comptables sont ratifiés par l'Assemblée Générale.
- décident de toutes les affaires courantes afférentes à la gestion normale du Groupement d'Intérêt Public.

7.2) - Le Président :

Conformément à l'article 106 de la loi n° 2011-525, le GIP « EVA » n'ayant pas de Directeur, le Président assume les fonctions suivantes, sous l'autorité du Conseil d'Administration,

- exécute et met en œuvre les délibérations de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration
- dirige le GIP et dispose de tous les pouvoirs nécessaires à la gestion du groupement
- recrute le personnel suivant les postes qui ont été définis par le Conseil d'Administration, et en assure l'encadrement hiérarchique.
- engage le GIP « EVA » pour tout acte entrant dans l'objet social du groupement.

- prépare les délibérations, le budget, le programme annuel d'activités et le bilan de l'année N-1
- convoque les assemblées générales et les réunions du Conseil d'Administration
- est garant du respect des statuts et assume la responsabilité du fonctionnement général du GIP
- a qualité pour ester en justice au nom du Groupement d'Intérêt Public tant en demande qu'en défense
- peut déléguer une partie de ses pouvoirs au Responsable du Service Péri et Extrascolaire
- a signature sur les comptes bancaires du Groupement d'Intérêt Public.
- est « le représentant légal » du GIP au sens du droit des personnes morales, et « le chef d'entreprise » du GIP, au sens du droit du travail.

#### 7.3) - Le Vice-président :

- supplée au Président en cas d'empêchement de ce dernier

#### 7.4) - Le Trésorier

- est chargé de tout ce qui concerne la gestion du patrimoine du Groupement d'Intérêt Public
- réalise toute opération de vente ou d'achat de valeur mobilière, constituant le fond du Groupement d'Intérêt Public après autorisation du Conseil d'Administration
- tient une comptabilité régulière de toutes les opérations financières et rend compte au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale qui statuent sur la gestion.
- peut déléguer une partie de ses pouvoirs au Responsable du Service Péri et Extrascolaire
- a signature sur les comptes bancaires du Groupement d'Intérêt Public

#### 7.5) - Le Secrétaire

- est chargé de tout ce qui concerne le secrétariat du GIP
- assure la tenue des registres des décisions prises par l'Assemblée Générale et le Conseil d'Administration.
- peut déléguer une partie de ses pouvoirs au Responsable du Service Péri et Extrascolaire

### **Article 8 : Les conditions dans lesquelles le groupement peut prendre des participations, s'associer avec d'autres personnes et transiger**

Le GIP « EVA » peut prendre des participations, s'associer avec d'autres personnes et transiger après délibération à la majorité du Conseil d'Administration.

### **Article 9 : Le régime comptable du GIP**

Le régime comptable du GIP « EVA » est le régime comptable de droit privé

#### 9.1) - le Budget

Le budget, approuvé chaque année par l'Assemblée Générale, inclut l'ensemble des opérations de recettes et de dépenses prévues pour l'exercice. Il fixe le montant des crédits destinés à la réalisation des objectifs spécifiques du groupement en distinguant :

- Les dépenses de fonctionnement :
  - Les dépenses de personnels
  - Les frais de fonctionnement divers
- Les dépenses d'investissement (entre autres l'acquisition de mobilier, matériels pour les activités, équipements bureautique et d'entretien,...)
- Les recettes
  - Les participations des membres du GIP
  - Les subventions publiques ou privées
  - Les ventes de prestations de services
  - Toutes autres ressources autorisées par la loi

#### 9.2) – La gestion

Le Groupement ne donnant lieu ni à la réalisation, ni au partage de bénéfices, l'excédent éventuel des recettes d'un exercice sur les charges correspondantes est reporté sur l'exercice suivant, ou mis en réserve. (Article 107 de la loi n° 2011-525)

Au cas où les charges dépassent les recettes de l'exercice, le Conseil d'Administration statue sur le report du déficit sur l'exercice suivant. En cas de déficit, les trois communes assurent l'équilibre des comptes du GIP par une subvention exceptionnelle calculée au prorata du nombre d'habitants par rapport au dernier recensement INSEE connu.

#### 9.3) – Tenue des Comptes

La tenue des comptes du groupement est assurée par le Trésorier du GIP « EVA » en partenariat avec le Directeur du GIP. L'Assemblée Générale désigne une personne faisant office de commissaire aux comptes. Elle a pour mission permanente, à l'exclusion de toute ingérence dans la gestion, de vérifier les valeurs, les livres et les documents comptables du GIP ainsi que la conformité de sa comptabilité aux règles en vigueur. Elle vérifie également la sincérité et la concordance de la situation financière et des résultats.

L'exercice social commence le 1er janvier pour se terminer le 31 décembre

#### 9.4) – Contrôle de l'Etat

Le GIP est soumis au contrôle de la Chambre Régionale des comptes dans les conditions prévues par l'article 115 de la loi n° 2011-525.

Le bilan des activités et le compte d'exploitation de l'année N-1 ainsi que le budget prévisionnel de l'année N sont transmis chaque année au service de la Sous-préfecture de Toul.

### **Article 10 : Les conditions d'emploi des personnels du GIP et le régime des relations du travail qui leur sont applicables - (article 109 de la loi n° 2011-525)**

Le Groupement d'Intérêt Public recrute du personnel sous statut privé et dans le cadre de la Convention Collective de l'Animation.

L'effectif actuel du GIP « EVA » est détaillé à l'annexe 2.

Le Responsable du service Péri et Extrascolaire du GIP « EVA » :

- assure l'encadrement fonctionnel du Service Péri et Extrascolaire
- participe, à titre consultatif, aux réunions de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration
- veille à la réalisation des décisions prises par l'organe délibérant
- assure par délégation une partie de la gestion administrative et budgétaire du GIP
- collabore avec le Président, au recrutement et la gestion des personnels
- participe à la préparation du programme annuel d'activités et rédige les bilans.

Une fiche de poste précise les missions et les éventuelles délégations assumées par le responsable du service Péri et Extrascolaire.

Les collectivités peuvent également mettre à disposition du GIP « EVA » du personnel, dans le cadre d'une convention.

### **Article 11 : Les conditions d'adhésion des nouveaux membres et de retrait des membres (article 99 de la loi n° 2011-525)**

#### 11.1) Adhésion

Peut faire partie du Groupement d'Intérêt Public, toute personne morale publique ou privée dont la candidature aura été demandée par écrit auprès du Président et acceptée à l'unanimité par l'Assemblée Générale du Groupement d'Intérêt Public. Elle devient membre du Groupement d'Intérêt Public.

#### 11.2) Retrait

Tout membre peut se retirer du groupement à l'expiration d'un exercice budgétaire, sous réserve qu'il ait motivé son attention par écrit trois mois avant la fin de l'exercice et que les modalités financières et autres de ce retrait aient reçu l'accord de l'Assemblée Générale. Le retrait sera effectif dès que le demandeur se sera acquitté de ses obligations.

#### 11.3) Exclusion

L'exclusion d'un membre peut être prononcée par l'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, et ceci en cas

d'inexécution de ses obligations contractuelles ou pour faute grave (ex : le non-respect de la présente convention, tout acte causant au GIP un préjudice grave, ...).

Les dispositions financières et autres prévues en cas de retrait s'appliquent également en cas d'exclusion.

**Article 12 : Dissolution du Groupement d'Intérêt Public (article 116 et 117 de la loi n° 2011-525)**

Le groupement est dissous par décision de l'assemblée générale extraordinaire à l'unanimité

La dissolution du groupement entraîne sa liquidation, mais la personnalité morale du groupement subsiste pour les besoins de celle-ci.

L'assemblée générale fixe les modalités de sa liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs.

En cas de dissolution volontaire, statutaire ou prononcée par l'autorité administrative, les biens du groupement sont dévolus suivant les règles du retour au prorata des investissements des Collectivités Territoriales.

**Article 13 : Condition suspensive**

La présente convention est conclue sous réserve de son approbation par M. le Préfet de Meurthe et Moselle.

Ochey, le 6 mai 2013

Le Président du GIP « EVA »,  
Philippe PARMENTIER

Signatures des membres du GIP « EVA »

NOM	PRENOM	FONCTION	STRUCTURE REPRESENTEE	SIGNATURE
CARETTI	Gilles		Mairie de ALLAIN	
GILLES	Virginie		Mairie de ALLAIN	
LEBAS	Annick		Mairie de OCHEY	
PARMENTIER	Philippe		Mairie de OCHEY	
MELAT	Evelyne		Mairie de MOUTROT	
DITSCH	Olivier		Mairie de MOUTROT	
CHAMPOUGNY	Guy		Synd. Intercommunal Scolaire de Allain-Ochey-Moutrot	
GEOFFROY	Marc		Synd. Intercommunal Scolaire de Allain-Ochey-Moutrot	
PISON	Véronique		Synd. Intercommunal Scolaire de Allain-Ochey-Moutrot	
DIDIER	Magalie		Association « La Passerelle AMO »	
MANGENOT	Cédric		Association « La Passerelle AMO »	
GRADOS	Emilie		Association « La Passerelle AMO »	
LURASCHI	Didier		Association communale de loisirs de Allain	
DELDYCKE	Anne		Association Foyer Rural de Ochey	
CHAMPOUGNY	Stéphane		Association Foyer Rural de Moutrot	

**A N N E X E - 1 - LES RESSOURCES DU GIP**

Les communes apportent le financement nécessaire pour le fonctionnement du GIP. Le montant de la participation au titre de la subvention de fonctionnement se calcule au prorata du nombre d'habitants de chaque commune (dernier recensement INSEE connu).

La subvention est versée au GIP de la manière suivante :

- un premier versement fin janvier pour l'année N représentant 50 % de la subvention versée l'année précédente ;
- un deuxième versement avant le 01 juin pour l'année N représentant le solde de la participation au vu de la présentation du budget prévisionnel du GIP de l'année en cours.

**A N N E X E - 2 - LE PERSONNEL**

Au 1er janvier 2013, le GIP « EVA » emploie 5 personnes sous statut privé :

- 1 responsable du Service Péri et Extrascolaire à temps complet, titulaire d'un Diplôme d'Etat d'Educatrice de Jeunes Enfants;
- 3 animatrices employées à temps incomplet titulaire du BAFA ou en cours.
- 1 apprentie BAC Professionnel « Services aux Personnes et aux Territoires », BAFA en cours.

**A N N E X E - 3 – LOCAUX- MATERIEL**

Pour le fonctionnement du GIP :

- la commune de Ochey met à disposition les locaux de l'ancienne école primaire situé 6 rue Lucien Colson (une salle d'activités, la bibliothèque et un bloc sanitaire). Les charges sont prises en compte par le Syndicat Intercommunal Scolaire Allain-Ochey-Moutrot
- Le GIP loue à la commune de Ochey, la salle polyvalente «Espace Culturel» située 50 rue André David notamment :
  - A l'année pour usage exclusif du GIP
    - un bureau (pour la direction du GIP)
    - une petite salle de repos
    - des locaux de rangement
  - De manière temporaire (durant la période périscolaire de 10h30 à 14h30, les mercredis de 6h45 à 19h00, les vacances de 6h45 à 19h00, une semaine pour chaque petites vacances et un mois en été) les locaux concernés sont :
    - la salle d'activités (accueil périscolaire et salle de spectacle et d'activités extra scolaires avec une cloison mobile afin d'organiser l'espace en fonction des besoins)
    - la cuisine et ses équipements (lave-vaisselle, four, chauffe-plats, réfrigérateur, congélateur, plaques chauffantes, hotte aspirante, vaisselles)
    - les WC
    - le mobilier : des tables, des chaises, des armoires et étagères.

Nancy, le 5 septembre 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

Préfecture de Meurthe-et-Moselle  
VU pour être annexé à notre arrêté de ce jour

**Arrêté du 9 septembre 2013 approuvant la mise en conformité de la convention constitutive du groupement d'intérêt public « Bien vieillir en pays de Colombey et du Sud Toulinois »**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles 98 à 122 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU le décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public ;  
VU le décret n° 2013-292 du 5 avril 2013 relatif au régime de droit public applicable aux personnels des groupements d'intérêt public ;  
VU l'arrêté du 23 mars 2012 pris en application de l'article 3 du décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public ;  
VU l'arrêté préfectoral du 4 octobre 1990 adoptant la convention constitutive du G.I.P. « Bien vieillir en pays de Colombey et du Sud Toulinois » ;  
VU la délibération du G.I.P. « Bien vieillir en pays de Colombey et du Sud Toulinois » en date du 10 juin 2013 décidant de mettre la convention en conformité avec les dispositions du chapitre II de la loi précitée ;  
VU l'avis du directeur départemental des finances publiques du 15 juillet 2013 ;  
VU l'avis du sous-préfet de Toul en date du 3 septembre 2013 ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1er** : La mise en conformité de la convention constitutive du groupement d'intérêt public « Bien vieillir en pays de Colombey et du Sud Toulinois » est approuvée.

**Article 2** : La convention constitutive modifiée approuvée restera annexée au présent arrêté.

**Article 3** : La durée de fonctionnement de cet établissement est prévue pour une période de 50 ans à compter de l'approbation de la convention constitutive le 4 octobre 2010. Il a son siège 6, Impasse de la Colombe à Colombey-les-Belles.

**Article 4** : L'aire géographique prévue pour l'action du groupement est celui de l'ensemble des communes de la communauté de communes du pays de Colombey et du Sud Toulinois qui ont délibéré pour le transfert à la communauté de communes de la compétence d'action sociale.

**Article 5** : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, la présidente du G.I.P. « Bien vieillir en pays de Colombey et du Sud Toulinois », le président du conseil d'administration du centre intercommunal d'action sociale du pays de Colombey et du Sud Toulinois, la présidente de l'association « Avenir et Défense du Canton de Colombey-les-Belles » et le sous-préfet de Toul sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera, avec la convention constitutive, publié au bulletin officiel du ministère des affaires sociales et de la santé et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 9 septembre 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

**CONVENTION MODIFICATIVE DU GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC  
" BIEN VIEILLIR EN PAYS DE COLOMBEY ET DU SUD-TOULOIS "**

Le Centre Intercommunal d'Action Sociale du Pays de Colombey et du Sud-Toulinois, créé le 18 juillet 1990, représenté par son président en exercice, pour ce habilité de première part et

L'Association Avenir et Défense du Canton de Colombey-les-Belles dont les statuts modifiés ont été déposés à la préfecture le 30 juillet 2008, représenté par sa Présidente en exercice,

VU les dispositions de la loi n° 2011-525 duc 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit tendant à harmoniser le cadre juridique des groupements d'intérêt public

VU les dispositions du Décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public,

VU le Décret n° 2013-292 du 5 avril 2013 relatif au régime de droit public applicable aux personnels des groupements d'intérêt public,

VU la précédente convention du 3 septembre 1990 constitutive du Groupement d'Intérêt Public BIEN VIEILLIR EN PAYS DE COLOMBEY

**IL A ETE DECIDE PAR LA PRESENTE CONVENTION :**

- de résilier la convention précédemment signée entre ces mêmes parties le 3 septembre 1990 et intitulée «convention constitutive de groupement d'intérêt public dans le domaine de l'action sanitaire et sociale », la présente résiliation étant soumise à la condition suspensive de l'approbation par le représentant de l'Etat des nouveaux statuts adoptés par les présentes et prenant date à compter de cette approbation.

- d'adopter la nouvelle convention, conforme aux textes législatifs et réglementaires précités :

- d'adapter, le cas échéant, les présents statuts aux dispositions du Décret n° 2013-292 du 5 Avril 2013 relatif au régime de droit public applicable aux personnels des groupements d'intérêt public.

**LES NOUVEAUX STATUTS DE GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC " BIEN VIEILLIR EN PAYS DE COLOMBEY ET DU SUD TOULOIS"**

**PREAMBULE**

A la date de la présente convention, il dépend du Groupement d'intérêt public un établissement et deux services œuvrant dans le secteur médico-social :

- un E.H.P.A.D. sis à COLOMBEY LES BELLES, dont l'autorisation de fonctionnement porte sur 45 places et un accueil de jour de 7 places, à la date de la signature de la présente convention,

- un service de soins infirmiers à domicile de 26 places à la date de signature de la convention

Les choix ayant présidé à la création de ces établissements et services sont d'offrir un service de proximité avec un ancrage fort dans le territoire du Sud Toulinois.

Le territoire sur lequel le G.I.P. déploie ses activités est le territoire géré par la communauté de communes de Colombey-les-Belles et du Sud Toulinois.

**Article 1er : Création du Groupement d'Intérêt Public**

Il est constitué entre la personne morale de droit public intitulée : Centre Intercommunal d'Action Sociale du Pays de Colombey et du Sud-Toulinois, dont le siège est 6 rue de la Colombe à 54170 COLOMBEY LES BELLES, représenté par son président élu dans ces fonctions par une délibération du 17/04/2008

et

l'Association Avenir et Défense du Canton de Colombey-les-Belles, association régie par la loi du 1er juillet 1901, inscrite à la sous-préfecture de TOUL le 30 juillet 2008, représentée par son président en exercice désigné dans ses fonctions par une délibération du 9 octobre 2012, dont le siège est 4 rue de la Gare à 54170 COLOMBEY LES BELLES

un Groupement d'Intérêt Public dans le secteur médico-social pour exercer ensemble des activités d'intérêt général à but non lucratif, conformément aux dispositions de l'article 98 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011. .

Ce groupement est constitué sans capital.

**Article 2 : Dénomination du Groupement**

Ce groupement d'intérêt public est dénommé BIEN VIEILLIR EN PAYS DE COLOMBEY et du SUD TOULOIS.

**Article 3 : Durée du Groupement**

Ce groupement, initialement créé par la précédente convention du 3 septembre 1990 pour une durée de 50 années, aura une même durée à compter de la date d'approbation de la précédente convention signée en date du 4 octobre 1990.

**Article 4 : Siège du Groupement**

Le siège du groupement est fixé 6, Impasse de la Colombe à 54170 COLOMBEY LES BELLES.

**Article 5 : Objet du Groupement**

L'objet du groupement est de concevoir et de mettre en œuvre toutes actions de nature à concourir au maintien de l'autonomie des personnes âgées et handicapées, en favorisant d'une part leur maintien à domicile par la mise en place de services appropriés ainsi que la création, d'autre part, dans l'aire géographique du territoire de la communauté de communes de Colombey-les-Belles et du Sud Toulinois de structures d'accueil appropriées. Les activités du groupement pourront à titre occasionnel concerner des communes limitrophes, dans l'intérêt de leur population et en l'absence d'autres réponses semblables que celles proposées par le G.I.P..

**Article 6 : Conditions dans lesquelles le groupement peut prendre des participations, s'associer avec d'autres personnes et transiger**

Le Groupement d'intérêt public peut prendre des participations, s'associer avec d'autres personnes poursuivant un objet social similaire ou complémentaire à celui du groupement. Il pourra également transiger avec ces tiers. Ces décisions seront mises en œuvre après délibération à la majorité des membres du conseil d'administration.

**Article 7 : Adhésion, exclusion, retrait et cession de droits**

Au cours de son existence, le Groupement pourra accueillir de nouveaux membres par délibération de l'Assemblée Générale, sur proposition du conseil d'administration. Cette adhésion d'un nouveau membre du Groupement d'intérêt public nécessite un vote préalable à l'unanimité des membres du conseil d'administration du groupement. En cas de nouvelle adhésion, un avenant aux présents statuts sera établi et publié dans les mêmes conditions de forme que les présentes.

Pendant la durée de la convention, tout membre pourra se retirer du groupement pour motif légitime à l'expiration d'un exercice budgétaire, sous réserve qu'il ait notifié son intention trois mois avant la fin de l'exercice au moyen d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président du Groupement.

L'exclusion d'un membre peut être prononcée par délibération de l'assemblée générale, sur proposition du conseil d'administration, en cas d'inexécution des obligations découlant de la présente convention ou en cas de commission d'une faute grave. L'adhérent dont l'exclusion est envisagée sera entendu au préalable par le conseil d'administration, devant lequel il pourra faire valoir ses explications.

L'ouverture d'une procédure collective à l'encontre d'une personne morale de droit privé adhérent du Groupement n'entraîne pas la dissolution du Groupement qui se poursuivra entre les autres adhérents.

**Article 8 : Droits statutaires des membres du Groupement**

Les membres du GIP se répartissent en plusieurs groupes :

Les deux membres fondateurs constituent un premier groupe qui disposera au sein de l'Assemblée Générale de 11 voix pour le Centre Intercommunal d'Action Sociale du Pays de Colombey-les-Belles. L'Association Avenir et Défense de Colombey-les-Belles disposera quant à elle de 4 voix.

Un deuxième groupe est constitué de membres associés, personnes morales ayant obligatoirement un lien avec la prise en charge de la personne âgée. Ces personnes morales désigneront chacune une personne pour les représenter qui disposeront d'une voix au sein du G.I.P.. Le nombre de personnes morales, membres associés, ne peut être supérieur à trois.

Dans les rapports avec les tiers, les membres du Groupement ne sont pas solidaires, sauf convention contraire.

Dans leurs rapports entre eux, les membres sont tenus des obligations du Groupement à proportion de leurs contributions respectives audit groupement.

**Article 9 : Contribution des membres**

La contribution des membres aux dettes propres du groupement est déterminée à raison de la contribution de chacun de ses membres aux charges du groupement.

Cette répartition des charges sera déterminée par le conseil d'administration du Groupement pour chaque action menée par le G.I.P. directement.

Les membres du groupement ne sont pas solidaires à l'égard des tiers qui auraient contracté avec un établissement ou service dépendant du groupement.

**Article 10 : Ressources du groupement**

Les ressources du groupement d'intérêt public comprennent :

- \*Les contributions financières de chacun de ses membres
- \*la mise à disposition sans contrepartie financière de personnels, de locaux ou d'équipements
- \*les subventions
- \*les produits des biens propres ou mis à leur disposition
- \*la rémunération des prestations fournies par le Groupement
- \*les emprunts
- \*les dons et legs.

**Article 11 : Comptabilité du groupement**

La comptabilité du groupement est tenue et sa gestion assurée selon les règles du droit privé.

**Article 12 : L'administration du groupement**

Article 12-1 : Assemblée générale du Groupement

L'assemblée générale des membres du groupement d'intérêt public est compétente pour prendre les décisions concernant :

- la modification de la présente convention
- la dissolution anticipée du Groupement ou la prorogation des présents statuts
- l'adhésion, le retrait, l'exclusion de tout nouveau membre ou la cession des droits d'un membre, par suite d'une modification de sa structure juridique
- l'approbation du rapport annuel d'activité
- l'approbation du programme annuel ou pluriannuel d'activités,
- la composition du Conseil d'Administration

L'assemblée générale du Groupement comprend au moins un représentant titulaire de chaque membre du GIP. Elle se réunit au moins une fois par an en session ordinaire et en session extraordinaire à la demande de la majorité simple des membres du conseil d'Administration. Les convocations seront envoyées par tout moyen au moins quinze jours à l'avance aux membres du groupement.

Peuvent être invitées aux séances de l'assemblée générale mais sans droit de vote, les représentants de l'autorité de tarification des établissements et services dépendant du groupement d'intérêt public, le représentant de l'Etat ou toute autre personne qualifiée. Peuvent être invités aussi des représentants élus des résidents ou membres du conseil de la vie sociale ou toute autre forme d'instance de représentation des usagers et des services gérés par le G.I.P..

**Article 12-2 : Conseil d'administration du GIP**

L'administration du Groupement s'effectue par un conseil d'administration composé des membres fondateurs ainsi que de membres associés, qui seront désignés dans les conditions suivantes :

Les membres fondateurs seront représentés au sein du conseil d'administration par 11 membres du Centre Intercommunal d'Action Sociale du Pays de Colombey-les-Belles. Ces 11 membres comprennent

- le président du Centre Intercommunal d'Action Sociale,
- ainsi que 10 membres répartis en nombre égal à raison de cinq membres élus par la communauté de communes et cinq membres nommés par le Président du Centre Intercommunal d'Action sociale.

De son côté, l'Association Avenir et Défense de Colombey-les-Belles désignera selon une procédure interne qu'elle déterminera quatre membres.

S'agissant des membres associés, chacun d'eux a droit à un représentant au sein du conseil d'administration. Lorsque le nombre de membres associés sera supérieur à trois, il sera constitué un collège des membres associés qui élira alors 3 membres du conseil d'administration. Chaque personne morale membre associé du Groupement d'Intérêt Public ne peut être représentée au sein du conseil d'administration que par une seule personne physique.

Le Conseil d'Administration se réunit chaque fois que cela s'avère nécessaire sur convocation du Président. Il peut en outre se réunir à la demande de la majorité des membres du conseil d'administration.

Sont adoptées à la majorité absolue des membres du conseil d'administration du groupement les décisions portant sur :

- La création d'établissements ou de services entrant dans l'objet social du groupement,
  - La création de postes au sein du groupement d'intérêt public,
  - L'acceptation de dons et legs
  - et toutes autres décisions relatives au fonctionnement du groupement.
- En outre, le conseil d'administration valide les budgets prévisionnels et les comptes administratifs. Il décide de l'affectation du résultat.

**Article 12-3 : Composition du Bureau**

Le conseil d'administration élit en son sein pour une durée de 6 années renouvelables un Président et cinq membres, tous constituant le Bureau du Groupement d'Intérêt Public. Ces membres pourront nommer un Trésorier et un Secrétaire. Les deux membres fondateurs sont nécessairement représentés au bureau par un membre au moins chacun.

**Article 12-4 : Attributions du Président**

Le président :

- prépare les délibérations du conseil d'administration,
- exécute et met en œuvre les délibérations de l'assemblée générale et du conseil d'administration du groupement,
- passe au nom du G.I.P. les contrats, conventions et marchés ainsi que les actes d'acquisition et de vente, dans le cadre des délibérations adoptées par le conseil d'administration,
- représente le G.I.P. vis-à-vis des tiers pour tout acte entrant dans l'objet de celui-ci,

Il pourra représenter en justice le G.I.P. et pourra ester en justice sur un mandat formel du conseil d'administration.

Le président confie au Directeur le cadre et les limites de ses responsabilités dans un Document Unique de Délégation concernant la définition, la mise en œuvre et la conduite du projet d'établissement, la gestion et l'animation des ressources humaines, la gestion administrative, financière et budgétaire des établissements et services dépendant du groupement, ainsi que la coordination avec les institutions et intervenants extérieurs.

**Article 13 : les conditions d'emploi des personnels du Groupement et le régime des relations du travail**

Les personnels du Groupement sont des salariés employés par ledit groupement de droit privé auxquels sont applicables les conventions collectives propres à la branche sanitaire et sociale.

Colombey Les Belles, le 10 juin 2013

Sous la présidence de Marie-Louise Haralambon

Pour le Centre Intercommunal d'Action Sociale du Pays de Colombey-les-Belles et du Sud-Toulois : Christian DAYNAC

Pour L'Association Avenir et Défense du Canton de Colombey-les-Belles : Corinne FLORENTIN

Membres associés :

Pour l'association des médecins généralistes du Toulois : Eric PIEROT

Pour la MSA : Colette PEULTIER

Nancy, le 9 septembre 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

Préfecture de Meurthe-et-Moselle  
Vu pour être annexé à notre arrêté de ce jour

---

**Bureau des procédures environnementales****Arrêté du 22 août 2013 portant renouvellement de l'agrément départemental au titre de la protection de l'environnement de la Fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L141-1 à L141-3 et R141-1 à R141-20 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n°2011-832 du 12 juillet 2011 relatif à la réforme de l'agrément au titre de la protection de l'environnement et à la désignation des associations agréées, organismes et fondations reconnues d'utilité publique au sein de certaines instances ;

VU l'arrêté du 12 juillet 2011 relatif à la composition du dossier de demande d'agrément au titre de la protection de l'environnement, du dossier de renouvellement de l'agrément et à la liste des documents à fournir ;

VU la demande du 17 juin 2013 de la Fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle en vue d'obtenir le renouvellement de son agrément départemental au titre de la protection de l'environnement ;

VU l'avis de madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 23 juillet 2013 ;

VU l'avis de monsieur le procureur général près la cour d'appel de Nancy en date du 22 juillet 2013 ;

VU l'avis de monsieur le directeur départemental des territoires en date du 12 juillet 2013 ;

CONSIDÉRANT que la Fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle justifie depuis plus de trois ans :

- d'un objet statutaire relevant de plusieurs domaines mentionnés à l'article L141-1 du code de l'environnement et de l'exercice dans les domaines de la protection de la nature et la gestion de la faune sauvage ainsi que la gestion et l'amélioration de ses habitats, en particulier forestiers et agricoles dont la nature et l'importance attestent qu'elle œuvre à titre principal pour la protection de l'environnement ;
- d'un nombre suffisant, eu égard au cadre départemental de son activité, de membres, personnes physiques, cotisant par l'intermédiaire d'associations fédérées ;
- d'une activité non lucrative et une gestion désintéressée ;
- d'un fonctionnement conforme à ses statuts et présente des garanties permettant l'information de ses membres et leur participation effective à sa gestion ;
- de garanties de régularité en matière financière et comptable ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

#### ARRETE

**Article 1er :** Il est accordé, pour une durée de cinq ans renouvelable, un agrément départemental au titre de la protection de l'environnement à la Fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle dont le siège social est à ATTON, Z.A Atton, rue Pierre Adt .

**Article 2 :** La Fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle adressera par voie postale ou électronique, chaque année au préfet de Meurthe-et-Moselle, les documents suivants :

1. Les statuts et le règlement intérieur, s'ils ont été modifiés depuis leur dernière transmission.
2. L'adresse du siège de l'association et son adresse postale si elles ont changé depuis leur dernière transmission.
3. Les nom, profession, domicile et nationalité des personnes qui, à un titre quelconque, sont chargées de l'administration de l'association.
4. Le rapport d'activité, les comptes de résultat et de bilan et leurs annexes approuvés par l'assemblée générale ainsi que le compte rendu de cette assemblée.
5. Le compte rendu de la dernière assemblée générale ordinaire et celui de toute assemblée générale extraordinaire éventuelle.
6. Le ou les montants des cotisations, le produit de ces cotisations ainsi que le nombre et la répartition géographique des membres à jour de leur cotisation décomptés lors de l'assemblée générale, en précisant le nombre de membres, personnes physiques.
7. Le nombre de membres, personnes physiques, cotisant par l'intermédiaire d'associations fédérées, s'il y a lieu.
8. Les dates des réunions du conseil d'administration.

**Article 3 :** L'arrêté préfectoral du 23 mai 1995 portant agrément de la Fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle au titre de la protection de l'environnement est abrogé.

**Article 4 :** L'agrément de la Fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle n'entraîne pas de droit l'agrément des associations qui la composent.

**Article 5 :** L'agrément peut être abrogé :

- 1° Lorsque l'association ne justifie plus du respect des conditions prévues par les articles L. 141-1 et R. 141-2 ;
- 2° Lorsque l'association exerce son activité statutaire dans un cadre territorial plus limité que celui pour lequel elle bénéficie de l'agrément, dans les conditions définies à l'article R. 141-3 ;
- 3° En cas de non-respect des obligations mentionnées à l'article 2 du présent arrêté.

L'association est préalablement informée des motifs susceptibles de fonder l'abrogation et mise en mesure de présenter ses observations.

**Article 6 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois à compter de sa publication.

**Article 7 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le président de la Fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine et le directeur départemental des territoires sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée au procureur général près la cour d'appel de Nancy, ainsi qu'aux greffes du tribunal d'instance et de grande instance de Nancy.

Nancy, le 22 août 2013

Pour le préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

## DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS

### Bureau de l'interministérialité

#### Arrêté modificatif du 2 septembre 2013 portant composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la consommation et notamment ses articles L331-1et R331-1et suivants,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU l'arrêté préfectoral du 22 septembre 2010 élargissant le champ de compétence de la commission de Nancy à l'ensemble du département de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 2 septembre 2011 modifié par l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2011 portant composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de Meurthe-et-Moselle,

SUR proposition du secrétaire général de Meurthe-et-Moselle,

#### ARRETE

**Article 1er :** l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé du 2 septembre 2011 est modifié ainsi qu'il suit :

La commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de Meurthe-et-Moselle, est composée ainsi qu'il suit :

**Président :** le préfet de Meurthe-et-Moselle.

**Vice-président :** le directeur départemental des finances publiques.

Le préfet peut se faire représenter par son délégué : M. Luc VILAIN, sous-préfet chargé de mission.

Le vice-président peut se faire représenter par son délégué : M. Arnaud HELSTROFFER, inspecteur, chargé de mission au pôle gestion publique.

En cas d'absence du préfet et du responsable départemental des finances publiques, la commission est présidée par le délégué du préfet, M. Luc VILAIN.

En cas d'absence de M. Luc VILAIN, la commission est présidée par le délégué du directeur départemental des finances publiques, M. Arnaud HELSTROFFER.

Le reste est sans changement.

**Article 2 :** L'arrêté préfectoral du 9 décembre 2011 portant modification de l'arrêté préfectoral du 2 septembre 2011 est abrogé.

**Article 3 :** Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des finances publiques sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 2 septembre 2013

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

## SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

### DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES EST-STRASBOURG

#### Centre de Détention de TOUL - Décision du 2 septembre 2013 portant délégations de signature pour des décisions administratives individuelles

La Directrice du Centre de Détention de TOUL,

VU le décret n°2006-337 du 21 mars 2006 modifiant le code de procédure pénale et relatif aux décisions prises par l'administration pénitentiaire.

VU le code de procédure pénale, notamment ses articles R57-8 et R57-8-1

#### D E C I D E

**Article 1er :** Délégation permanente est donnée à Messieurs Patrick COLLIGNON et Michel GARCIA, Directeurs adjoints, aux fins de signer au nom de la directrice du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 2 :** Délégation permanente est donnée à Monsieur François SCHMITT, Attaché de l'Administration de l'Etat, aux fins de signer au nom de la directrice du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint

**Article 3 :** Délégation permanente est donnée à Monsieur Patrick WERNER, Directeur technique, aux fins de signer au nom de la directrice du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 4 :** Délégation permanente est donnée à Monsieur Claude CHRISTOPH, Lieutenant assurant les fonctions de chef de détention, aux fins de signer au nom de la directrice du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 5 :** Délégation permanente est donnée à Mme et MM les officiers suivants :

- M. Christian ECKER, capitaine
- M. Philippe ROBOT, capitaine
- M. Lionel BARBIER, lieutenant
- M. Lionel GASCARD, lieutenant
- M. Jérémie JACQUART, lieutenant
- M. Jozef KALAVSKY, lieutenant
- Mme Asha SAINT NARCISSE, lieutenant

aux fins de signer au nom de la directrice du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 6 :** Délégation permanente est donnée à Mme et MM les personnels d'encadrement et d'application suivants :

- M. BERNARD Fabrice, major
- M. ANDRIS Fabien, 1er surveillant
- M. AUBRY Philippe, 1er surveillant
- M. CARBONI Jean-Raymond, 1<sup>er</sup> surveillant
- M. DEFAUSSE Arnaud, 1er surveillant
- M. DIDELOT Hervé, 1<sup>er</sup> surveillant
- M. FERINO Laurent, 1<sup>er</sup> surveillant
- M. FLORENTIN Laurent, 1<sup>er</sup> surveillant
- Mme MALARME Christelle, major
- M. MULLER Patrick, 1er surveillant

aux fins de signer au nom de la directrice du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Toul, le 2 septembre 2013

La Directrice,  
L. PERRIN

La Directrice du Centre de Détention de TOUL donne délégation de signature, en application du code de procédure pénale (articles R57-8 et R57-8-1) aux personnes désignées et pour les décisions administratives individuelles ci-dessous :

Décisions administratives individuelles visées dans la partie réglementaire du code de procédure pénale	Référence textuelle	Directeurs Adjoints	Attaché d'Administration.	Directeur Technique	Chef de détention	Officiers	Majors et 1ers surveillants
<b>1) Sécurité de l'établissement :</b>							
Usage des armes	D.267 CPP D.283-6 CPP	X			X		
Fouille des détenus	D.275 CPP	X			X	X	X
Utilisation des moyens de contraintes	D.283-3 CPP D.283-4 CPP	X	X		X	X	X
Détermination du niveau des escortes pénitentiaires	D.308 CPP	X			X	X	
<b>2) Procédure disciplinaire à destination des détenus :</b>							
Mise en prévention	D.250-3 CPP	X			X	X	X
Engagement des poursuites disciplinaires	R.57-7-15	X			X		
Désignation des membres assesseurs de la CDD	R.57-7-7	X			X		
Désignation d'un interprète lors de la commission de discipline pour les détenus qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française	R.57-7-25 et 64	X			X		

Présidence de la commission de discipline et prononcé des sanctions disciplinaires	R.57-7-6 et 7	X			X		
Dispense d'exécution, suspension ou fractionnement des sanctions disciplinaires	R.57-7-60	X			X		
Ordonner et révoquer le sursis à exécution des sanctions disciplinaires	R.57-7-54 à 59	X			X		
<b>3) Procédure d'isolement :</b> Placement provisoire à l'isolement des personnes détenues en cas d'urgence	R.57-7-65	X			X		
Placement initial des personnes détenues à l'isolement et premier renouvellement de la mesure	R.57-7-66 et 70	X					
Proposition de prolongation de la mesure d'isolement	R.57-7-64	X					
Levée de la mesure d'isolement	R.57-7-72 et 76	X					
Autorisation pour une personne détenue placée à l'isolement de participer à une activité commune aux personnes placées au QI	R.57-7-62	X			X		
<b>4) Autorisation d'accès :</b> Etablir les autorisations d'accès à l'établissement visées aux articles D.277, D.389, D.390 et D.390-1 du code de procédure pénale	D.277 CPP D.389 CPP D.390 CPP D.390-1 CPP	X	X	X	X		
Autoriser la visite de l'établissement pénitentiaire	R.57-6-24 D.277	X					
Suspension de l'habilitation d'un praticien hospitalier	D.388 CPP	X					
<b>5) Visites et correspondances :</b> Octroi, refus, retrait ou suspension des permis de visite pour les condamnés	D.403 CPP D.404 CPP D.409 CPP D.411 CPP R.57-8-10	X	X				
Décision relative à l'utilisation d'un parloir avec dispositif de séparation	D.405 CPP	X	X		X		
Suspension de l'agrément d'un visiteur de prison	D.473 CPP	X					
Interdiction pour les détenus de correspondre avec des personnes autres que le conjoint ou les membres de la famille	D.414 CPP	X					
Retenue de la correspondance d'un détenu	D.415 CPP D.416 CPP	X					
Autorisation, refus, suspension ou retrait de l'accès au téléphone pour les détenus	R.57-8-19	X					
Retenue d'un manuscrit d'un détenu	D.444-1 CPP	X					
<b>6) Affectations en cellule :</b> Toute décision relative à l'affectation en cellule	D.84 CPP D.85 CPP D.91 CPP D.93 CPP	X			X	X	X
Placement en cellule de protection d'urgence	IS n°06/12	X			X		
<b>7) Travail, activités à l'établissement :</b> Conclusion d'un contrat de concession de travail pour une durée égale ou inférieure à mois et pour un effectif égal ou inférieur à 5 détenus	D.104 CPP	X		X			
Autorisation pour les détenus de travailler à leur propre compte ou pour des associations	D.101 CPP	X					
Classement, déclassement ou suspension à titre préventif d'un détenu	D.99 CPP D.432-4 CPP R.57-7-22	X			X	X	
Autorisation d'organisation d'activités par des personnes extérieures	D.446 CPP	X	X		X		
Organisation des célébrations d'offices et de prêches	D.435 CPP	X	X				
Autorisation pour le détenu de recevoir des cours par correspondance	D.436-2 CPP	X					
Refus opposé à un détenu de se présenter à un examen	D.436-3 CPP	X					
Interdiction opposée à un détenu de participer aux activités sportives	D.459-3 CPP	X	X		X	X	
<b>8) Sommes, valeurs et biens des détenus :</b> Autorisation d'entrée ou de sortie d'argent, de correspondance ou d'objet en détention	D.274 CPP	X			X		
Remise de sommes d'argent pour les détenus placés en semi-liberté, en placement extérieur ou bénéficiant d'une permission de sortie	D.122 CPP	X	X		X		
Autorisation de versement sur des comptes spécifiques des sommes d'argent par les détenus	D.330 CPP D.331 CPP	X	X				
Refus de prise en charge d'objets ou de bijoux	D.336 CPP	X	X		X		
Autorisation de remise à un tiers désigné par le détenu d'objets lui appartenant	D.340 CPP	X	X		X		
Autorisation pour les détenus d'envoyer de l'argent à leur famille	D.421 CPP	X	X				
Autorisation pour les détenus de recevoir des subsides de personnes non titulaires d'un permis de visite	D.422 CPP	X	X				
Autorisation pour les détenus de recevoir des colis de linge, des livres brochés et des publications.	D.423 CPP D.431 CPP D.443-2 CPP	X	X		X		
Autorisation pour un détenu hospitalisé de détenir une somme d'argent	D.394 CPP	X			X		
Retenue au profit du Trésor Public	D.332 CPP	X	X		X		
<b>9) Divers :</b> Retrait à un détenu pour des raisons de sécurité de médicaments, matériel ou appareil médical lui appartenant	D.273 CPP	X	X		X	X	

Réintégration immédiate en cas d'urgence de condamnés se trouvant à l'extérieur de l'établissement	D.124 CPP	X	X		X	X	
Diffusion à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement de bulletins ou journaux rédigés avec l'accord ou sous le contrôle de l'administration pénitentiaire	D444-1 CPP	X					
Décision d'utilisation de la dotation de protection d'urgence		X	X		X	X	

Toul, le 2 septembre 2013

La Directrice,  
L. PERRIN**DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST****SECRETARIAT GENERAL***Cellule juridique / Cabinet*

**Arrêté n° 2013/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 1er septembre 2013 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ, Directeur Interdépartemental des Routes – Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives**

Le Directeur Interdépartemental des Routes - Est,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté portant délégation de signature n° 11.BI.95 du 22 août 2011, pris par Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle, au profit de Monsieur Georges TEMPEZ, en sa qualité de directeur interdépartemental des routes – Est ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la direction interdépartementale des routes – Est ;

**A R R E T E**

**Article 1er :** En ce qui concerne le département de Meurthe-et-Moselle, subdélégation de signature est accordée par Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes – Est, au profit des agents désignés sous les articles 2 à 6 du présent arrêté, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions, les décisions suivantes :

Code	Nature des délégations	Textes de référence
	<b><u>A - Police de la circulation</u></b>	
	<b>Mesures d'ordre général</b>	
A.1	Interdiction et réglementation de la circulation à l'occasion de travaux routiers.	Art. R 411-5 et R 411-9 du CDR
A.2	Police de la circulation (hors autoroute) (hors travaux).	
A.3	Délivrance des permis de stationnement hors agglomération. Avis sur les permis de stationnement délivrés par les maires en agglomération.	Art. L 113-2 du code de la voirie routière
	<b>Circulation sur les autoroutes</b>	
A.4	Police de la circulation sur les autoroutes (hors travaux).	Art. R 411-9 du CDR
A.5	Autorisation de circulation de matériels de travaux publics sur autoroute.	Art. R 421-2 du CDR
A.6	Dérogation temporaire ou permanente aux règles d'interdiction d'accès aux autoroutes non concédées (et voies express) à certains matériels et au personnel nécessaires à l'exécution de travaux et appartenant à la DIR-Est, à d'autres services publics ou à des entreprises privées.	Art. R 432-7 du CDR
	<b>Signalisation</b>	
A.7	Désignation des intersections dans lesquelles le passage des véhicules est organisé par des feux de signalisation lumineux ou par une signalisation spécifique.	Art. R 411-7 du CDR
A.8	Autorisation d'implantation de signaux d'indication pour les associations et organisme sans but lucratif.	Art. R 418-3 du CDR
A.9	Dérogation à l'interdiction de publicité sur aires de stationnement et de service.	Art. R 418-5 du CDR
	<b>Mesures portant sur les routes classées à grande circulation</b>	
A.10	Délimitation du périmètre des zones 30 sur les routes à grande circulation.	Art. R 411-4 du CDR
A.11	Avis sur arrêtés du maire pris en application de l'alinéa 2 de l'article R 411-8 du code de la route lorsqu'ils intéressent une route classée à grande circulation.	Art. R 411-8 du CDR
	<b>Barrière de dégel - Circulation sur les ponts - Pollution</b>	
A.12	Établissement et réglementation des barrières de dégel sur les routes nationales, et autorisation de circuler malgré une barrière de dégel.	Art. R 411-20 du CDR
A.13	Réglementation de la circulation sur les ponts.	Art. R 422-4 du CDR

	<b><u>B - Police de la conservation du domaine public et répression de la publicité</u></b>	
B.1	Commissionnement des agents de l'équipement habilités à dresser procès verbal pour relever certaines infractions à la police de conservation du domaine public routier et certaines contraventions au code de la route.	Art. L 116-1 et s. du code voirie routière, et L.130-4 code route. Arrêté du 15/02/1963
B.2	Répression de la publicité illégale.	Art. R 418-9 du CDR
	<b><u>C - Gestion du domaine public routier national</u></b>	
C.1	Permissions de voirie.	Code du domaine de l'État - Article R53
C.2	Permission de voirie : cas particuliers pour : - les ouvrages de transport et de distribution d'énergie électrique, - les ouvrages de transport et distribution de gaz, - les ouvrages de télécommunication, - la pose de canalisation d'eau, de gaz, d'assainissement.	Code de la voirie routière – Articles L113.2 à L113.7 et R113.2 à R113.11, Circ. N° 80 du 24/12/66, Circ. N° 69-11 du 21/01/69 Circ. N° 51 du 09/10/68
C.3	Pour les autorisations concernant l'implantation de distributeurs de carburants ou de pistes d'accès aux distributeurs sur le domaine public et sur terrain privé.	Circ. TP N° 46 du 05/06/56 - N° 45 du 27/03/58, Circ. interministérielle N° 71-79 du 26/07/71 et N° 71-85 du 26/08/71, Circ. TP N° 62 du 06/05/54 - N° 5 du 12/01/55 - N° 66 du 24/08/60 - N° 60 du 27/06/61, Circ. N° 69-113 du 06/11/69, Circ. N° 5 du 12/01/55, Circ. N° 86 du 12/12/60
C.4	Délivrance, renouvellement et retrait des autorisations d'emprunt ou de traversées à niveau des routes nationales par des voies ferrées industrielles.	Circ. N° 50 du 09/10/68
C.5	Dérogations interdisant la pose, à l'intérieur des emprises des autoroutes, de canalisations aériennes ou souterraines longitudinales.	Code de la voirie routière – Article R122.5
C.6	Approbation d'opérations domaniales.	Arrêté du 04/08/48 et Arrêté du 23/12/70
C.7	Délivrance des alignements et reconnaissance des limites des routes nationales.	Code de la voirie routière – Articles L112.1 à L 112.7 et R112.1 à R112.3
C.8	Conventions relatives à la traversée du domaine public autoroutier non concédé par une ligne électrique aérienne.	Décret N° 56.1425 du 27/12/56, Circ. N° 81-13 du 20/02/81
C.9	Convention de concession des aires de services.	Circ. N° 78-108 du 23/08/78, Circ. N° 91-01 du 21/01/91, Circ. N° 2001-17 du 05/03/01
C.10	Convention d'entretien et d'exploitation entre l'Etat et un tiers.	
C.11	Avis sur autorisation de circulation pour les transports exceptionnels et pour les ensembles de véhicules comportant plus d'une remorque.	Art.8 arr. 4 mai 2006
C.12	Signature des transactions : protocoles d'accord amiable pour le règlement des dégâts au domaine public routier, des dommages de travaux public, des défauts d'entretien et des accidents de la circulation.	Article 2044 et suivants du code civil
C.13	Autorisation d'entreprendre les travaux.	Arrêté préfectoral pris en application de la circulaire modifiée N° 79-99 du 16 octobre 1979 relative à l'occupation du domaine public routier national
	<b><u>D - Représentation devant les juridictions</u></b>	
D.1	Coordination et représentation de l'Etat dans les procédures d'expertise judiciaires sur les parties du réseau routier national de leur ressort.	Circulaire du 23 janvier 2007 du Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
D.2	Actes de plaidoirie et présentation des observations orales prononcées au nom de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives sous réserve des obligations de représentation obligatoire par avocat, y compris ceux liés aux mesures d'expertise.	Code de justice administrative, code de procédure civile et code de procédure pénale
D.3	Dépôt, en urgence devant le juge administratif, de documents techniques, cartographiques, photographiques, etc., nécessaires à la préservation des intérêts défendus par l'Etat et toutes productions avant clôture d'instruction.	Code de justice administrative, code de procédure civile et code de procédure pénale

**Article 2 :** Subdélégation pleine et entière est consentie pour tous les domaines référencés sous l'article 1 ci-dessus au profit de :

- **Monsieur Antoine VOGRIG**, Directeur adjoint Exploitation,

- **Monsieur Didier OHLMANN**, Directeur adjoint Ingénierie.

**Article 3 :** Subdélégation de signature est donnée partiellement, dans les domaines suivants référencés à l'article 1, aux personnes désignées ci-après :

1 - **Monsieur Alberto DOS SANTOS**, Chef du Service Politique Routière, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.2 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.1 – B.2 – C.1 – C.3 – C.5 – C.6 – C.10 – C.13.

2 - **Monsieur Philippe LEFRANC**, Chef de la Division d'exploitation de Metz, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12- C.13, sur le périmètre de la Division d'exploitation de Metz.

3 - **Monsieur Jean SCHLOSSER**, Chef de la Division d'exploitation de Besançon, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13, sur le périmètre de la Division d'exploitation de Besançon .

4 - **Monsieur Pierre VEILLERETTE**, chef du Secrétariat général, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : B.1 – C.12 – D.1 – D.2.

**Article 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés sous l'article 3 du présent arrêté, la subdélégation de signature qui leur est confiée sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, par décision de M. le directeur interdépartemental des routes- Est ou, à défaut de cette décision :

1 - en remplacement de Monsieur Alberto DOS SANTOS, Chef du Service Politique Routière :

\* par **Monsieur Simon HOUILLER**, adjoint au Chef du Service Politique Routière, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.2 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.1 – B.2 – C.1 – C.3 – C.5 – C.6 – C.10 – C.13.

2 - en remplacement de Monsieur Philippe LEFRANC, Chef de la Division d'exploitation de Metz :

\* par **Monsieur Stéphane HEBENSTREIT**, adjoint du chef de la Division d'exploitation de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les n° de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

\* par **Monsieur Philippe THIRION**, Chef de la Division d'exploitation de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

\* par **Monsieur Jean SCHLOSSER**, Chef de la Division d'exploitation de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

3 - en remplacement de Monsieur Jean SCHLOSSER, Chef de la Division d'exploitation de Besançon :

\* par **Monsieur Michel LAURENT**, adjoint du chef de la Division d'exploitation de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

\* par **Monsieur Philippe THIRION**, Chef de la Division d'exploitation de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

\* par **Monsieur Philippe LEFRANC**, chef de la Division d'exploitation de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

4 - en remplacement de Monsieur Pierre VEILLERETTE, chef du secrétariat général :

\* par **Monsieur Frédéric DAVRAINVILLE**, secrétaire général adjoint, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : B.1 – D.1 – D.2 – D.3.

\* par **Monsieur Alain WEHRUNG**, responsable de la cellule des ressources humaines, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : B.1.

\* par **Monsieur Philippe REMY**, assistant du responsable de la cellule juridique, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : D.1 – D.2 – D.3.

\* par **Madame Florence THOMAS**, assistante du responsable de la cellule juridique, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : D.1 – D.2 – D.3.

**Article 5 :** Subdélégation de signature est donnée partiellement, dans les domaines suivants référencés à l'article 1, et sur leur territoire de compétence, aux personnes désignées ci-après :

1 - **Monsieur Mohamed BELLAAMARI**, Chef du District de Nancy, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

2 - **Monsieur François HOFF**, Chef du District de Metz, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

3 - **Monsieur Sébastien JEANGEORGES**, Chef du District de Remiremont à compter du 1/10/11, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

**Article 6 :** En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés sous l'article 5 du présent arrêté, la subdélégation de signature qui leur est confiée sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, par décision de M. le directeur interdépartemental des routes Est ou, à défaut de cette décision :

1 - en remplacement de Monsieur Mohamed BELLAAMARI, Chef du District de Nancy :

\* par **Monsieur Alain MAHLE**, adjoint au chef de district de Nancy, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par **Monsieur Christophe HUOT-MARCHAND**, Chef du District de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par **Monsieur François HOFF**, Chef du District de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par **Monsieur Sébastien JEANGEORGES**, Chef du District de Remiremont à compter du 1/10/11, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par **Monsieur Jean-Luc NARDIN**, Chef du District de Mulhouse, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par **Monsieur Jean-François BERNAUER-BUSSIER**, Chef du District de Vitry-le-François, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par **Monsieur XXXX (poste vacant)**, Chef du District de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

2 - en remplacement de Monsieur François HOFF, Chef du District de Metz :

\* par **Monsieur Philip HAKRANYI**, adjoint au chef de district de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par **Monsieur Christophe HUOT-MARCHAND**, Chef du District de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par **Monsieur Sébastien JEANGEORGES**, Chef du District de Remiremont à compter du 1/10/11, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par **Monsieur Mohamed BELLAAMARI**, Chef du District de Nancy, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par **Monsieur Jean-Luc NARDIN**, Chef du District de Mulhouse, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par **Monsieur Jean-François BERNAUER-BUSSIER**, Chef du District de Vitry-le-François, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

\* par **Monsieur XXXX (poste vacant)**, Chef du District de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

3 - en remplacement de Monsieur Sébastien JEANGEORGES, Chef du District de Remiremont :

- \* par **Monsieur Reynald BELOT**, adjoint au chef de district de Remiremont, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
- \* par **Monsieur Christophe HUOT-MARCHAND**, Chef du District de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
- \* par **Monsieur François HOFF**, Chef du District de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
- \* par **Monsieur Mohamed BELLAAMARI**, Chef du District de Nancy, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
- \* par **Monsieur Jean-Luc NARDIN**, Chef du District de Mulhouse, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
- \* par **Monsieur Jean-François BERNAUER-BUSSIER**, Chef du District de Vitry-le-François, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
- \* par **Monsieur XXXX (poste vacant)**, Chef du District de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

**Article 7 :** Le présent arrêté emporte abrogation de l'arrêté N° 2013/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 13/05/2013 portant subdélégation de signature, pris par M. Georges TEMPEZ, Directeur de la direction interdépartementale des routes Est.

**Article 8 :** Il est rappelé la décision prise par le Préfet de Meurthe-et-Moselle de se réserver les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
- au président du Conseil Général,
- au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

**Article 9 :** Le Secrétaire Général de la direction interdépartementale des routes - Est sera chargé de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise au Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle, pour information.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 1er septembre 2013

Le Directeur Interdépartemental des Routes – Est,  
Georges TEMPEZ

## DIVISION EXPLOITATION DE METZ

**Arrêté N° 2013-DIR-Est -M-54-073 du 10 septembre 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux d'aménagement d'un carrefour giratoire à Chaufontaine, entre la RD914 et les bretelles entrée/sortie de la RN4 en provenance/direction de Strasbourg/Nancy**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;  
VU le code de la route ;  
VU le code de justice administrative ;  
VU le code pénal ;  
VU le code de procédure pénale ;  
VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;  
VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;  
VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;  
VU l'arrêté SGAR N° 2013-35 du 8 février 2013 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;  
VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.  
VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2013/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 01 septembre 2013 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.  
VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.  
VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;  
VU le dossier d'exploitation en date du 19/08/2013 présenté par le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'information des communes Lunéville, Vitrimont, Anthelupt, Hudiviller, Dombasle, Réhainviller et Hériménil en date du 07/08/2013 ;  
VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 27/08/2013 ;  
VU l'information du CRICR de Metz ;  
VU l'avis du district de Nancy en date du 21/08/2013 ;  
CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

### ARRETE

**Article 1er :** Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

**Article 2 :** Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	N 4	
POINTS REPERES (PR)	Échangeur PR 34+910 - Lunéville Rambervillers par RD914	
SENS	Sens 2 Strasbourg - Nancy	
SECTION	Bretelles d'entrée en direction de Nancy et de sortie en provenance de Strasbourg	
NATURE DES TRAVAUX	Aménagement d'un giratoire sur la RD914 à l'intersection avec les bretelles d'entrée et de sortie de la RN4	
PERIODE GLOBALE	Du 23 septembre au 25 octobre 2013	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Phase 1 : coupure de la bretelle d'accès à la RN4 en direction de Nancy et dévoiement de la bretelle de sortie de la RN4 en provenance de Strasbourg. Phase 2 : coupure de la bretelle accès à la RN4 en direction de Nancy. Phase 3 : coupure des bretelles entrée/sortie en direction de Nancy et en provenance de Strasbourg.	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - CEI de Lunéville (sur RN4)	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Lunéville (sur RN4)

**Article 3 :** Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Du 23 septembre 2013 au 4 octobre 2013	RN4, Échangeur RN4/RD914 sens Strasbourg-Nancy	Fermeture de la bretelle d'accès à la RN4 en direction de Nancy  Dévoiement de la bretelle de sortie de la RN4 en provenance de Strasbourg	Les usagers en provenance de Lunéville souhaitant emprunter la RN4 en direction de Nancy seront déviés par les RD31 et RD400 jusqu'à l'échangeur de Dombasle/Varangéville où ils pourront reprendre la RN4 en direction de Nancy.  Les usagers circulant sur la RD914 en provenance de Réhainviller souhaitant emprunter la RN4 en direction de Nancy emprunteront la RN4 en direction de Strasbourg puis la RN59 jusqu'à l'échangeur de Gerbéviller où ils feront demi-tour pour reprendre les RN59 et RN4 en direction de Nancy.  Limitation de la vitesse à 50 puis 30 km/h par paliers dégressifs.
2	Du 7 octobre 2013 au 18 octobre 2013	RN4, Échangeur RN4/RD914 sens Strasbourg-Nancy	Fermeture de la bretelle d'accès à la RN4 en direction de Nancy  Bretelle de sortie de la RN4 en provenance de Strasbourg	Les usagers en provenance de Lunéville souhaitant emprunter la RN4 en direction de Nancy seront déviés par les RD31 et RD400 jusqu'à l'échangeur de Dombasle/Varangéville où ils pourront reprendre la RN4 en direction de Nancy.  Les usagers circulant sur la RD914 en provenance de Réhainviller souhaitant emprunter la RN4 en direction de Nancy emprunteront la RN4 en direction de Strasbourg puis la RN59 jusqu'à l'échangeur de Gerbéviller où ils feront demi-tour pour reprendre les RN59 et RN4 en direction de Nancy.  Limitation de la vitesse à 50 puis 30 km/h par paliers dégressifs.
3	Du 21 octobre 2013 au 24 octobre 2013	RN4, Échangeur RN4/RD914 sens Strasbourg-Nancy	Fermeture de la bretelle d'accès à la RN4 en direction de Nancy	Les usagers en provenance de Lunéville souhaitant emprunter la RN4 en direction de Nancy seront déviés par les RD31 et RD400 jusqu'à l'échangeur de Dombasle/Varangéville où ils pourront reprendre la RN4 en direction de Nancy.  Les usagers circulant sur la RD914 en provenance de Réhainviller souhaitant emprunter la RN4 en direction de Nancy emprunteront la RN4 en direction de Strasbourg puis la RN59 jusqu'à l'échangeur de Gerbéviller où ils feront demi-tour pour reprendre les RN59 et RN4 en direction de Nancy.

			Fermeture de la bretelle de sortie de la RN4 en provenance de Strasbourg	Les usagers circulant sur la RN4 en provenance de Strasbourg et souhaitant se rendre en direction de Lunéville ou Ramberviller continueront sur la RN4 puis l'A33 en direction de Nancy jusqu'à l'échangeur n° 6 où ils feront demi-tour pour reprendre l'A33 puis la RN4 en direction de Strasbourg et retrouver les direction de Lunéville et Ramberviller.
4	Nuit du 24 au 25 octobre 2013 de 20h00 à 6h00	RN4, Échangeur RN4/RD914 sens Strasbourg-Nancy	Fermeture de la bretelle d'accès à la RN4 en direction de Nancy  Fermeture de la bretelle de sortie de la RN4 en provenance de Strasbourg	Les usagers en provenance de Lunéville souhaitant emprunter la RN4 en direction de Nancy seront déviés par les RD31 et RD400 jusqu'à l'échangeur de Dombasle/Varangéville où ils pourront reprendre la RN4 en direction de Nancy.  Les usagers circulant sur la RD914 en provenance de Réhainviller souhaitant emprunter la RN4 en direction de Nancy emprunteront la RN4 en direction de Strasbourg puis la RN59 jusqu'à l'échangeur de Gerbéviller où ils feront demi-tour pour reprendre les RN59 et RN4 en direction de Nancy.  Les usagers circulant sur la RN4 en provenance de Strasbourg et souhaitant se rendre en direction de Lunéville continueront sur la RN4 en direction de Nancy jusqu'à l'échangeur de Dombasle/Varangéville où ils emprunteront les RD400 et RD31 jusqu'à Lunéville.  Les usagers circulant sur la RN4 en provenance de Strasbourg et souhaitant se rendre en direction de Ramberviller continueront sur la RN4 puis l'A33 en direction de Nancy jusqu'à l'échangeur n° 6 où ils feront demi-tour pour reprendre l'A33 puis la RN4 en direction de Strasbourg et retrouver la direction de Ramberviller.

**Article 4 :** En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 5 :** Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :  
affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.

Mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté;  
diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

**Article 6 :** La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

**Article 7 :** Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

**Article 8 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 9 :** Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 10 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de la société THIRIET et Cie,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 10 septembre 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le chef de la division d'exploitation de Metz,  
Philippe LEFRANC

## AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

## DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

*Etablissements de santé*

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2013/0827 du 23 août 2013 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Jacques Parisot de BAINVILLE-SUR-MADON au 1er août 2013**

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 006 707 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 668

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.174-4, L.162-22-16, R.162-32 à R.162-32-2 ;  
VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants ;  
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;  
VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009, portant réforme de l'Hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;  
VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;  
VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;  
VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 modifié, relatif au budget des établissements de santé ;  
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005, relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;  
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005, relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;  
VU la loi n°2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;  
VU l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;  
VU l'arrêté du 3 mai 2013, fixant pour l'année 2013 le montant des dotations des régimes obligatoires de base d'assurance maladie au fonds d'intervention régional des agences régionales de santé ;  
VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/144 du 29 mars 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;  
VU l'arrêté ARS N° 2013/0509 du 29 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Jacques Parisot de Bainville-sur-Madon pour l'exercice 2013 ;

**ARRETE**

**Article 1er** : A partir du 1er août 2013 seront appliqués pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

**HOSPITALISATION COMPLETE**

35 : SSR non spécialisé 425.00 €  
36 : SSR avec mention(s) spécialisée(s) 425.00 €

**HOSPITALISATION DE JOUR**

58 : SSR avec mention(s) spécialisée (journée) 210.00 €  
59 : Soins externe de réadaptation (séance) 45.00 €  
70 : Hospitalisation à domicile 179.60 €

**Article 2** : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (6, rue du Haut Bourgeois-CO 50015 - 54035 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

**Article 3** : Le délégué territorial de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Jacques Parisot de Bainville-sur-Madon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Le Chef du département des établissements de santé,  
Stéphanie GEYER

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2013/0828 du 26 août 2013 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT au 1er août 2013**

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 114 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 312

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.174-4, L.162-22-16, R.162-32 à R.162-32-2 ;  
VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants ;  
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;  
VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009, portant réforme de l'Hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;  
VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;  
VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;  
VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 modifié, relatif au budget des établissements de santé ;  
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005, relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;  
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005, relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;  
VU la loi n°2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;  
VU l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;  
VU l'arrêté du 3 mai 2013, fixant pour l'année 2013 le montant des dotations des régimes obligatoires de base d'assurance maladie au fonds d'intervention régional des agences régionales de santé ;  
VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/144 du 29 mars 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;  
VU l'arrêté ARS N° 2013/0497 du 29 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port pour l'exercice 2013 ;

**ARRETE**

**Article 1er** : A partir du 1er août 2013 seront appliqués pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

## HOSPITALISATION COMPLETE

35 : Soins de suite et réadaptation (non spécialisé)	288.33 €
13 : Psychiatrie adulte (cas général)	429.09 €

## HOSPITALISATION DE JOUR

57 : Soins de suite et réadaptation (non spécialisé)	213.03 €
54 : Psychiatrie adulte (cas général)	115.83 €

## HOSPITALISATION DE NUIT

60 : Psychiatrie adulte (cas général)	259.52 €
---------------------------------------	----------

**Article 2 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (6, rue du Haut Bourgeois-CO 50015 - 54035 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

**Article 3 :** Le délégué territorial de Meurthe et Moselle et le directeur du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Le Chef du service des établissements de santé,  
Stéphanie GEYER

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2013/0833 du 30 août 2013 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY au 1er août 2013**

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 002 078 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 138

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.174-4, L.162-22-16, R.162-32 à R.162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009, portant réforme de l'Hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 modifié, relatif au budget des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005, relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005, relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU la loi n°2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;

VU l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU l'arrêté du 3 mai 2013, fixant pour l'année 2013 le montant des dotations des régimes obligatoires de base d'assurance maladie au fonds d'intervention régional des agences régionales de santé ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/144 du 29 mars 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;

VU l'arrêté ARS N° 2013/0513 du 29 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre hospitalier universitaire de Nancy pour l'exercice 2013 ;

## ARRETE

**Article 1er :** A partir du 1er août 2013 seront appliqués pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

## HOSPITALISATION COMPLETE

11 : Médecine	1 149.00 €
12 : Chirurgie	1 680.00 €
13 : Psychiatrie	725.00 €
20 : Spécialités coûteuses	3 182.00 €
30 : Service de suite et réadaptation	580.00 €

## HOSPITALISATION INCOMPLETE

51 : Hôpital de jour A	2 154.00 €
50 : Hôpital de jour B	683.00 €
52 : Dialyse	1 775.00 €
90 : Chirurgie ambulatoire	1 685.00 €
60 : Hôpital de nuit	458.00 €

## TRANSPORTS MEDICALISES TERRESTRES ET AERIENS, EFFECTUES PAR LE SMUR HELIPORTE EN REGION ET HORS REGION LORRAINE

SMUR terrestre (par demi-heure médicalisée)	475.45 €
SMUR aérien région lorraine (par minute de vol médicalisé)	0 €
SMUR aérien hors région lorraine (par minute de vol médicalisée)	124.25 €
Transports infirmiers inter-hospitaliers (par demi-heure)	301.70 €

**Article 2 :** Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 1112-18 du Code de la Santé Publique sont redevables envers le Centre hospitalier universitaire de Nancy d'une majoration tarifaire pour régime particulier fixée à 45 € par jour pour les disciplines suivantes :

11 : Médecine
12 : Chirurgie
20 : Spécialités coûteuses
30 : Soins de suite et réadaptation

**Article 3 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (6 rue du Haut Bourgeois CO 50015 - 54035 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

**Article 4 :** Le Délégué Territorial de Meurthe et Moselle et le Directeur du centre hospitalier universitaire de Nancy, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Le Chef du département des établissements de santé,  
Stéphanie GEYER

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2013/0844 du 30 août 2013 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l'Association Hospitalière de JOEUF au 1er août 2013**

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 882 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 104

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.174-4, L.162-22-16, R.162-32 à R.162-32-2 ;  
 VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants ;  
 VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;  
 VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009, portant réforme de l'Hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;  
 VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;  
 VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;  
 VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 modifié, relatif au budget des établissements de santé ;  
 VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005, relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;  
 VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005, relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;  
 VU la loi n°2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;  
 VU l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;  
 VU l'arrêté du 3 mai 2013, fixant pour l'année 2013 le montant des dotations des régimes obligatoires de base d'assurance maladie au fonds d'intervention régional des agences régionales de santé ;  
 VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/144 du 29 mars 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;  
 VU l'arrêté ARS N° 2013/0511 du 29 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière de Joeuf pour l'exercice 2013 ;

**ARRETE**

**Article 1er** : A partir du 1er août 2013 seront appliqués pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

**HOSPITALISATION COMPLETE**

11 : Médecine -gynécologie	430.00 €
35 : SSR non spécialisé	310.00 €
36 : SSR avec mention(s) spécialisée(s)	400.00 €
70 : Hospitalisation à domicile	308.00 €

**HOSPITALISATION DE JOUR**

50 : Médecine ou gynéco-obstétrique	414.00 €
-------------------------------------	----------

**Article 2** : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (6, rue du Haut Bourgeois- CO 50015 - 54035 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

**Article 3** : Le Délégué Territorial de Meurthe et Moselle et la Directrice de l'Association Hospitalière de Joeuf, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,  
 Lucien VICENZUTTI

**DIRECTION DE LA STRATEGIE****Arrêté n° 2013-0836 du 2 septembre 2013 portant modifications de la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;  
 VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L.1432-2 du code de la santé publique ;  
 VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;  
 VU le décret n°2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;  
 VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;  
 VU le décret n° 2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie ;  
 VU le décret en date du 13 décembre 2012, portant nomination de Monsieur Claude d'HARCOURT, en qualité de Directeur Général de l'ARS de Lorraine ;  
 VU l'arrêté n° 2013-0536 en date du 29 mai 2013, portant modifications de la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine ;

**ARRETE**

**Article 1er** : La conférence régionale de la santé et de l'autonomie de Lorraine dont les missions sont définies par le décret du 31 mars 2010 est ainsi composée :

**Collège n° 1 : Représentants des collectivités territoriales**

TITULAIRES	SUPPLEANTS
<b>Conseillers régionaux</b>	
Brigitte VAISSE (Conseillère Régionale)	Daouia BEZAZ (Conseillère Régionale)
Jacqueline FONTAINE (Vice Présidente au Conseil Régional)	Guy HARAU (Conseiller Régional)

Michèle GRUNER (Conseillère Régionale)	Maryvonne MUSSET (Conseillère Régionale)
<b>Conseils généraux</b>	
Dominique OLIVIER (Vice Présidente Conseil Général Meurthe et Moselle)	Marie-Annick HELFER (Directrice des Personnes âgées et personnes handicapées - CG 54)
Jean-Marie MISSLER (Vice Président Conseil général de la Meuse)	Jean-François LAMORLETTE (Vice Président Conseil Général de la Meuse)
Alex STAUB (Vice Président Conseil Général de la Moselle)	Jean KARMANN (Vice Président Conseil Général de la Moselle)
Yannick DARS (Vice Président Conseil Général des Vosges)	Dominique BEAUMONT (Directeur Direction Autonomie et Solidarité CG 88)
<b>Représentants des groupements de communes</b>	
Philippe TARILLON (Président Groupement de Communes du VAL de FENSCH)	Philippe DAVID (Vice président Communauté de Communes)
Jacques FLORENTIN (Président Communauté de Communes SEILLE et MAUCHERE)	Chantal CHERY (Vice présidente Communauté de Communes)
Arsène LUX (Président Communauté de Communes de VERDUN)	Michel VEDEL (Conseiller communautaire)
<b>Représentants des communes</b>	
Isabelle KAUCIC (Adjointe au maire de Metz)	Laurent KALINOWSKI (Maire de Forbach)
Valérie JURIN (Adjointe au maire de Nancy)	Guy VATTIER (Maire de Briey)
Michel HEINRICH (Maire d'Epinal)	Nelly JAQUET (Maire de Bar le Duc)

**Collège n° 2 : Représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux**

TITULAIRES	SUPPLEANTS
<b>Représentants des associations agréées</b>	
Marie-Claude BARROCHE (Présidente Espoir 54)	Marie-Thérèse PRECHEUR (Déléguee Régionale UNAFAM)
Marie-Lise DUBIEF (Consommation logement et cadre de vie)	Dominique PILLER (Président Union Régionale UFC Que Choisir Lorraine)
Nathalie BAUCHAT (Le Planning Familial)	Angélique VINOLAS (Directrice AFM Alsace-Lorraine)
Marianne RIVIERE (Déléguee Régionale Alliance maladies rares)	Valérie DOLLE (Déléguee Régionale Association Grandir)
Rosario RUSSO (Président FNATH)	Michel BRICK (Président UPPC)
Marcel DOSSMANN (Directeur Général UDAF)	Frédéric GRAFF (Président Les Amis de la Santé en Moselle)
Josette BURY (Présidente AFTC)	Jean Philippe JULO (Délégué Départemental 54 Aides)
Yves KESSLER (Ligue contre le Cancer 54)	Jean-Paul CLEMENT (Représentant France Parkinson)
<b>Représentants des associations de retraités et de personnes âgées</b>	
Marius HAMANN (Confédération Française de l'Encadrement/Moselle)	Yves FICI (Union Syndicale des Retraités CGT/Moselle)
Marie-Thérèse ANDREUX (Représentante Retraités CFDT/Meurthe & Moselle)	Georges GIRARD (Fédération Générale Retraités Fonction Publique/Meurthe & Moselle)
Alain DOLLE (Représentant retraités CFDT - Vosges)	Maurice GERARD (Les Aînés Ruraux - Fédération départementale des Vosges)
René MASSON (Fédération Nationale Association Retraités de l'Artisanat)	Françoise LAMY (Union Territoriale Retraités CFDT/Meuse)
<b>Représentants des associations des personnes handicapées</b>	
Jean-Pierre HARTEL (UDAPEIM)	Michèle FRANOZ (Association ENVOL Lorraine)
Bertrand HESSE (Président Association Turbulence - Vosges)	Philippe BOURGOGNE (Président de la FMS - Vosges)
Emmanuel HOCHSTRASSER (Délégué départemental APF Meuse)	Francine WEBER (Confédération Française pour la Promotion Sociale des Aveugles et Amblyopes)
Geneviève MAUGUIN (URAPEDA)	Chantal HAVEN (Association Trisomie 21)

**Collège n° 3 : Représentants des conférences de territoire**

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Jean-Marie SCHLERET (Conférence de Territoire de Meurthe et Moselle - Collège 11)	Renaud MICHEL (Conférence de Territoire Meurthe et Moselle - Collège 1)
Roger CHARLIER (Conférence de Territoire de la Meuse - Collège 8)	Philippe BLANCHIN (Conférence de Territoire de la Meuse - Collège 8)

Christiane PALLEZ (Conférence de Territoire de la Moselle - Collège 2)	Marie RIBLET (Conférence de Territoire de la Moselle - Collège 2)
Luc LIVET (Conférence de Territoire des Vosges - Collège 2) Le Val d'Ajol	Grégory AUBRY (Conférence de Territoire des Vosges - Collège 2) Les Saules

**Collège n° 4 : Partenaires sociaux**

TITULAIRES	SUPPLEANTS
<b>Représentants des organisations syndicales de salariés</b>	
Bernadette HILPERT (CGT)	Sylvio CICCOTELLI (CGT)
Dominique TOUSSAINT (CFDT)	Claude ROMBACH (CFDT)
Pascale LINCK (CFTC)	Pascal SPLITTGERBER (CFTC)
Brigitte FIDRY (FO)	Didier BIRIG (FO)
Philippe ZUNINO (CFE-CGC)	Elise CUVILLON (CFE-CGC)
<b>Représentants des organisations professionnelles d'employeurs</b>	
Philippe TOURRAND (MEDEF)	Jacky FRANCOIS (MEDEF)
M. Jean BIWER (CGPME)	Pierre MULLER (CGPME)
Catherine GIRAUD (SYNEAS-AVSEA)	Abdelali FAHIME (SYNEAS-CMSEA)
<b>Représentant des organisations syndicales représentatives des artisans, des commerçants et des professions libérales</b>	
Bernard NICOLLE (Président Régional UNPL)	Stéphane LEHNING (Président du groupe Lehning)
<b>Représentant des organisations syndicales représentatives des exploitants agricoles</b>	
Nathalie THOMAS (Organisation représentant les Exploitants agricoles)	Gérard RENOUD (Organisation représentant les Exploitants agricoles)

**Collège n° 5 : Acteurs de la cohésion et de la protection sociale**

TITULAIRES	SUPPLEANTS
<b>Représentants des associations œuvrant dans le champ de la lutte contre la précarité</b>	
Agnès COULAMA (Médecins du Monde)	Alain BUFFONI (administrateur FNARS)
Danièle SOMMELET (Présidente Départementale 54 Croix Rouge)	Chantal SIBUE-De CAIGNY (Représentante Délégation Régionale Lorraine ATD QUART MONDE)
<b>Représentants de l'assurance vieillesse et de la branche accidents du travail-maladies professionnelles</b>	
Hubert ATTENONT (Président du Conseil d'Administration CARSAT)	Jean-Louis OLAIZOLA (2 <sup>ème</sup> Vice-président CARSAT)
Anne Frédérique SIMS-LAGADEC (Directrice CARSAT)	Catherine VERONIQUE (Sous Directrice CARSAT)
<b>Représentant des caisses d'allocations familiales</b>	
Robert CANTISANI (Président du Conseil d'administration CAF 57)	Lucrezia BUVELL (Membre du Conseil d'administration CAF 57)
<b>Représentant de la mutualité française</b>	
Jean-Philippe MAMCARZ (Président Mutualité Française)	André LECOINTRE (Représentant UD 55)

**Collège n° 6 : Acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé**

TITULAIRES	SUPPLEANTS
<b>Représentants des services de santé scolaire</b>	
Rozenn de LAVENNE (Infirmière Conseillère technique Rectorat Nancy-Metz)	Martine ROSENBACHER-BERLEMONT (Directrice service santé interuniversitaire)
Sylvie VAILLANT (Médecin directeur du SUMPPS)	Sylvie WOLTRAGER (Conseillère technique Service social rectorat)
<b>Représentants des services de santé au travail</b>	
Martine LEONARD (Médecin Inspecteur du Travail en Lorraine)	Patrick CUIGNET (Médecin - Service de Santé au travail du BTP)
Denis LECLERC (Médecin du Travail AMETRA)	Catherine VOIRY (Médecin - Service de Santé au travail)
<b>Représentants des services départementaux de PMI</b>	
Philippe BADOIT (Médecin Chef PMI)	Fabienne SCHUTZ (Médecin Chef service PMI Metz Est)
Jean-Louis GERHARD (Médecin Adjoint Chef PMI)	Fati ALAOUI (Médecin Chef service PMI Saint-Avold)
<b>Représentants des organismes œuvrant dans le champ de la promotion de la santé, prévention ou éducation pour la santé</b>	
Jeanne MEYER (Présidente IREPS)	Marie PERSIANI (Directrice IREPS)
Muriel CONTE (Déléguee Régionale ANPAA)	Martine DEMANGEON (Déléguee Régionale ANITEA)

<b>Représentant des organismes œuvrant dans les domaines de l'observation de la santé</b>	
Michel BONNEFOY (Directeur ORSAS)	Pierre-Edouard BOLLAERT (Professeur d'Université)
<b>Représentant des associations de protection de l'environnement agréées</b>	
Norlhouda WERNAIN (Administratrice Conservatoire d'espaces naturels de Lorraine)	Michèle JOCHEM-CANTAUD (Administratrice Conservatoire d'espaces naturels de Lorraine)

**Collège n° 7 : Offreurs des services de santé**

<b>TITULAIRES</b>	<b>SUPPLEANTS</b>
<b>Représentants des établissements publics de santé</b>	
Bernard DUPONT (Directeur général du CHU Nancy)	Mathieu ROCHER (Directeur du CH de Saint-Dié)
Véronique ANATOLE-TOUZET (Directrice générale du CHR de Metz-Thionville)	Jean-Claude KNEIB (Directeur des hôpitaux de Sarreguemines)
Michel CLAUDON (Président de la CME du CHU de Nancy)	Gérard DELENA (Directeur CH de Sarrebourg)
Khalifé KHALIFE (Président de la CME du CHR Metz-Thionville)	Jean-Pierre MAZUR (Directeur du CH de Verdun)
Catherine PICHENE (Présidente de la CME du CPN de LAXOU)	Jean-Paul COLOTTE (Directeur du CH de Toul)
<b>Représentants des établissements de santé à but lucratif</b>	
Jean-Pierre TEYSSIER (Directeur d'établissement - FHP)	Jacques DELFOSSE (Directeur d'établissement - FHP)
Vincent MAUVADY (Président CME – FHP)	Christian BRETON (Président CME – FHP)
<b>Représentants des établissements privés à but non lucratif</b>	
Patrick LSTIBUREK (Directeur d'établissement FEHAP)	Francis MOREL (Directeur d'établissement FEHAP)
Noël BAILLE (Président CME – FEHAP)	William CANADA (Président CME – FEHAP)
<b>Représentant des établissements assurant des activités d'hospitalisation à domicile</b>	
Marie Dominique AUGUSTIN (Directrice Nancy et agglomération HAD)	Jacqueline DELEAU (Médecin Coordonnateur HAD)
<b>Représentants des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes handicapées</b>	
Denis BUREL (Délégué Interrégional GEPSO)	Laurent SPANNAGEL (Directeur d'EHPAD)
Etienne FABERT (Délégué Régional FEGAPEI)	Alain RIOU (Directeur Général APEI Vallée de L'orne)
Alexandre HÖRRACH (Directeur général AEIM)	Gatien BEAUMONT (Directeur Général Adjoint AEIM)
Sylvie MATHIEU (Directrice URIOPSS)	Michel ULRICH (APF)
<b>Représentants des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes âgées</b>	
François MORICE (Directeur Hôpital Saint Maurice Moyeuve Grande)	Frédéric GROSSE (Directeur Maison Hospitalière Saint-Charles)
Hamid IDIRI (Directeur de l'EHPAD de Vic sur Seille)	Christophe GASSER (Directeur de la Maison de Retraite de Gerbéviller)
Gilbert MONPERRUS Vice-Pt CCAS Bar le Duc / Président UDCCAS Meuse)	En attente de désignation
Vincent POIROT (Directeur Résidence Pierre Herment à BAN ST MARTIN)	Catherine CHAIX (Directrice Résidence l'Oseraie à LAXOU)
<b>Représentant des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes en difficulté sociale</b>	
Guy RENARD (Administrateur FNARS)	Serge BEE (UDAF 57)
<b>Représentant des centres de santé, des maisons et pôles de santé</b>	
Marie-France GERARD (Président FEMALOR)	Laetitia BERRAR (Directrice des Centres de Santé CARMi)
<b>Représentant des réseaux de santé</b>	
Michèle KESSLER (Présidente NEPHROLOR)	Marie-Yvonne GEORGE (Présidente Réseau Gérard Cuny)
<b>Représentant de des associations de permanence des soins</b>	
Jean-Baptiste GALLIOT (Président ASSUM 88)	Alain PROCHASSON (Président MEDIGARDE 57)
<b>Médecin d'un SAMU-SMUR</b>	
Lionel NACE (Directeur Médical SAMU 54)	Michel AUSSEDAT (Directeur Médical SAMU 57)
<b>Représentant des transporteurs sanitaires</b>	
Dominique HUNAUT (ambulancier)	Denis SIEBENSCHUH (ambulancier)
<b>Représentant des SDIS</b>	
Hugues DEREGNAUCOURT (SDIS des Vosges)	Hervé BERTHOUMIN (SDIS de la Meuse)

<b>Représentant des organisations syndicales des médecins en établissements publics de santé</b>	
Jean GARRIC (Délégué Général INPH)	Philippe SATTONNET (CPH)
<b>Représentants des professionnels de santé</b>	
Christophe WILCKE (Fédération des Syndicats Pharmaceutiques de France)	Guillaume PAQUIN (UNPF Lorraine)
Danièle ANTOINE (Fédération Nationale des Infirmiers)	Gilles CHESNEAU (Syndicat National des Infirmiers Libéraux)
Marc AYME (Président URCDL)	Jean-Luc MASSERANN (Trésorier URCDL)
Denise ZIMMERMANN (Membre du Syndicat Interdépartemental de l'ONSSF)	Marie BENAROUS (Membre du Syndicat Interdépartemental de l'ONSSF)
Corinne FRICHE (Fédération Nationale des Masseurs Kinésithérapeutes)	Arnaud SACHOT (Syndicat National des Masseurs Kinésithérapeutes)
Rémi UNVOIS (Président de l'URPS)	Michel VIRTE (Vice-président de l'URPS)
<b>Représentant de l'ordre des médecins</b>	
Vincent ROYAUX (Président de l'Ordre des Médecins)	Eliane ABRAHAM (Conseillère Ordinale Ordre des Médecins)
<b>Représentant des internes en médecine</b>	
Julien CAMPAGNE (APIHNS)	Véronique MIDY (RAOUL-IMG)

**Collège n° 8 : Personnalités qualifiées**

Pr Serge BRIANÇON – Directeur - Ecole de Santé Publique -
Thierry GODEFROY - Directeur Médical – UC-CMP

**Article 2 :** Sont appelés à siéger, avec voix consultative, aux travaux de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie :

- Le Préfet de Région,
- Le Président du Conseil Economique et Social Régional,
- Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
- Le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence et de la Consommation, du Travail et de l'Emploi,
- Le Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt,
- Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
- Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- Le Directeur Régional des Finances Publiques,
- Le Directeur Régional de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale,
- Le Recteur de l'Académie Nancy-Metz,
- Un membre des Conseils des organismes locaux d'assurance maladie du régime général,
- Un représentant du Régime Local d'Alsace Moselle,
- Un administrateur d'un organisme local d'assurance maladie relevant de la Mutualité Sociale Agricole,
- Le Président de la Caisse de base du Régime Social des Indépendants.

**Article 3 :** Le mandat des membres de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine est de quatre ans, renouvelable, une fois.

**Article 4 :** Le secrétariat de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie est assuré par l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.

**Article 5 :** Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent.

**Article 6 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 2 septembre 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Claude d'HARCOURT

### **Arrêté n° 2013-0837 du 2 septembre 2013 portant modification à la composition de la Commission Permanente de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L. 1432-2 du code de la santé publique;

VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU le décret n° 2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie ;

VU le décret en date du 13 décembre 2012, portant nomination de Monsieur Claude d'HARCOURT, en qualité de Directeur Général de l'ARS de Lorraine ;

VU les arrêtés portant modification de la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-1009 en date du 25 septembre 2012 modifiant la composition de la Commission Permanente de la CRSA de LORRAINE ;

#### **ARRETE**

**Article 1er :** La Commission Permanente constituée au sein de la Conférence Régionale de la santé et de l'Autonomie de Lorraine, est composée comme suit :

**Collège n° 1 : Représentants des collectivités territoriales**

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Michèle GRUNER (Conseillère Régionale)	Maryvonne MUSSET (Conseillère Régionale)
Jacqueline FONTAINE (Vice-présidente au Conseil Régional)	Guy HARAU (Conseiller Régional)
Brigitte VAISSE (Conseillère Régionale)	Daouia BEZAZ (Conseillère Régionale)

**Collège n° 2 : Représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux**

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Josette BURY (Présidente AFTC)	Jean-Philippe JULOT (Délégué Départemental AIDES 54)
Marie-Thérèse ANDREUX (Représentante Retraités CFDT Meurthe et Moselle)	Georges GIRARD (Fédération Générale Retraités Fonction Publique Meurthe et Moselle)
Emmanuel HOCHSTRASSER (Délégué départemental APF Meuse)	Francine WEBER (Confédération Française pour la Promotion Sociale des Aveugles et Amblyopes)

**Collège n° 4 : Partenaires sociaux**

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Philippe TOURRAND (MEDEF)	Jacky FRANCOIS (MEDEF)
Bernadette HILPERT (CGT)	Sylvio CICCOTELLI (CGT)

**Collège n° 5 : Acteurs de la cohésion et de la protection sociale**

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Hubert ATTENONT (Président du Conseil d'Administration CARSAT Nord Est)	Jean-Louis OLAIZOLA (2 <sup>ème</sup> Vice président CARSAT Nord Est)

**Collège n° 6 : Acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé**

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Rozenn de LAVENNE (Infirmière Conseillère technique Rectorat Nancy-Metz)	Martine ROSENBACHER-BERLEMONT (Directrice Service Santé interuniversitaire)
Muriel CONTE (Déléguee Régionale ANPAA)	Martine DEMANGEON (Déléguee Régionale ANITEA)

**Collège n° 7 : Offreurs des services de santé**

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Denis BUREL (Délégué Interrégional GEPSO)	Laurent SPANNAGEL (Directeur EHPAD)
François MORICE (Directeur Hôpital St-Maurice)	Frédéric GROSSE (Directeur Maison Hospitalière St-Charles)
Marie-France GERARD (Présidente FEMALOR)	Laetitia BERRAR (Directrice des Centres de santé CARMI)
Marie-Dominique AUGUSTIN (Directrice HAD Nancy et agglomération)	Jacqueline DELEAU (Médecin Coordonnateur HAD)
Poste vacant	Poste vacant
Sylvie MATHIEU (Directrice URIOPSS)	Michel ULRICH (APF)

**Collège n° 8 : Personnalités qualifiées**

Pr Serge BRIANÇON – Directeur – Ecole de Santé Publique
Thierry GODEFROY - Directeur Médical – UC-CMP

**Article 2 :** Le Président de la Commission Permanente est M. Hubert ATTENONT.

Les Vice-présidentes sont : Mme Jacqueline FONTAINE,  
Mme Brigitte VAISSE,  
Mme Sylvie MATHIEU,  
Mme Josette BURY.

**Article 3 :** Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy.

**Article 4 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 2 septembre 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Claude d'HARCOURT

**Arrêté n° 2013-0838 du 2 septembre 2013 modifiant la composition des membres de la Commission Spécialisée dans le domaine des droits des usagers de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique;

VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;  
 VU le décret n°2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;  
 VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;  
 VU le décret n° 2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie ;  
 VU le décret en date du 13 décembre 2012, portant nomination de Monsieur Claude d'HARCOURT, en qualité de Directeur Général de l'ARS de Lorraine ;  
 VU les arrêtés portant modification de la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine ;  
 VU l'arrêté n° 2012-145 du 14 février 2012, portant modification de la composition de la Commission Spécialisée dans le domaine des droits des usagers de la CRSA ;

**ARRETE**

**Article 1er :** La Commission spécialisée dans le domaine des droits des usagers constituée au sein de la Conférence Régionale de la santé et de l'Autonomie de Lorraine, est composée comme suit :

**Collège n° 1 : Représentants des collectivités territoriales**

Jacqueline FONTAINE (Vice-Présidente au Conseil Régional)	Guy HARAU (Conseiller Régional)
--	------------------------------------

**Collège n° 2 : Représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux**

Marie-Lise DUBIEF (Consommation, Logement et Cadre de Vie)	Dominique PILLER (Président Union Régionale UFC Que Choisir Lorraine)
Josette BURY (Présidente AFTC)	Jean Philippe JULO (Délégué Départemental AIDES 54)
Marie-Thérèse ANDREUX (Représentante Retraités CFDT Meurthe et Moselle)	Georges GIRARD (Fédération Générale Retraités Fonction Publique Meurthe et Moselle)
Poste vacant	Poste vacant
Jean-Pierre HARTEL (UDAPEIM)	Michèle FRANOZ (Association ENVOL Lorraine)
Emmanuel HOCHSTRASSER (Délégué départemental APF Meuse)	Francine WEBER (Confédération Française pour la Promotion Sociale des Aveugles et Amblyopes)

**Collège n° 3 : Représentant des Conférences de Territoire**

Roger CHARLIER (Conférence de Territoire de la Meuse - Président FNAIR LORRAINE)	Philippe BLANCHIN (Conférence de Territoire de la Meuse - AIR Meuse)
--	--

**Collège n° 4 : Partenaires sociaux**

Pascale LINCK (CFTC)	Pascal SPLITTGERBER (CFTC)
-------------------------	-------------------------------

**Collège n° 5 : Acteurs de la cohésion et de la protection sociale**

Poste vacant	Poste vacant
--------------	--------------

**Collège n° 6 : Acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé**

Norlhouda WERNAIN (Administratrice Conservatoire d'espaces naturels de Lorraine)	Michèle JOCHEM-CANTAUD (Administratrice Conservatoire d'espaces naturels de Lorraine)
---	--

**Collège n° 7 : Offreurs des services de santé**

Poste vacant	Poste vacant
--------------	--------------

**Article 2 :** La Présidente de la Commission spécialisée dans le domaine des droits des usagers est Mme Josette BURY ;  
 Le Vice-président est M. Emmanuel HOCHSTRASSER.

**Article 3 :** Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy.

**Article 4 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 2 septembre 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
 Claude d'HARCOURT

**Arrêté n° 2013-0839 du 2 septembre 2013 portant modification des membres de la Commission Spécialisée pour les prises en charge et accompagnements médico-sociaux de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;  
 VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;  
 VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;  
 VU le décret n°2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;  
 VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;  
 VU le décret n° 2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie ;

VU le décret en date du 13 décembre 2012, portant nomination de Monsieur Claude d'HARCOURT, en qualité de Directeur Général de l'ARS de Lorraine ;

VU les arrêtés portant modification de la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2013-0557 en date du 29 mai 2013, portant modification des membres de la Commission Spécialisée pour les prises en charge et accompagnement médico-sociaux de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine ;

# ARRETE

**Article 1er :** La Commission spécialisée pour les prises en charge et accompagnements médico-sociaux constituée au sein de la Conférence Régionale de la santé et de l'Autonomie de Lorraine, est composée comme suit :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
<b>Collège n° 1 : Représentants des collectivités territoriales</b>	
Michèle GRUNER (Conseillère Régionale)	Maryvonne MUSSET (Conseillère Régionale)
Dominique OLIVIER (Vice Présidente Conseil Général Meurthe-et-Moselle)	Marie-Annick HELFER (Directrice des Personnes âgées et personnes handicapées – CG 54)
Alex STAUB (Vice Président Conseil Général Moselle)	Jean KARMANN (Vice Président Conseil Général Moselle)
Philippe TARILLON (Président Communauté de Communes du Val de Fensch)	Philippe DAVID (Vice Président Communauté de Commune)
<b>Collège n° 2 : Représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux</b>	
Marie-Claude BARROCHE (Présidente Espoir 54)	Marie-Thérèse PRECHEUR (Déléguee Régionale UNAFAM)
Josette BURY (Présidente AFTC)	Jean Philippe JULO (Délégué Départementale 54 AIDES)
Marie-Thérèse ANDREUX (Représentante Retraités CFDT - M & M)	Georges GIRARD (Fédération Générale Retraités Fonction Publique – M & M)
Marius HAMANN (Confédération Française de l'Encadrement - Moselle)	Yves FICI (Union Syndicale des Retraités CGT – Moselle)
Jean-Pierre HARTEL (UDAPEIM)	Michèle FRANOZ (Association ENVOL lorraine)
Emmanuel HOCHSTRASSER (Délégué départemental APF Meuse)	Francine WEBER (Confédération Française pour la Promotion Sociale des Aveugles et Amblyopes)
<b>Collège n° 3 : Représentant des Conférences de Territoire</b>	
Luc LIVET (Conférence territoire Vosges) (EHPAD VAL D'AJOL)	Gregory AUBRY (Conférence territoire Vosges) (EHPAD SAULXURES SUR MOSELOTTE)
<b>Collège n° 4 : Partenaires sociaux</b>	
Pascale LINCK (CFTC)	Pascal SPLITTGERBER (CFTC)
Catherine GIRAUD (SYNEAS-AVSEA)	Abdelali FAHIME (SYNEAS-CMSEA)
Bernard NICOLLE (Président Régional UNPL)	Stéphane LEHNING (Président du groupe Lehnig)
Nathalie THOMAS (Organisation représentant les exploitants agricoles)	Gérard RENOARD (Organisation représentant les Exploitants Agricoles)
<b>Collège n° 5 : Acteurs de la cohésion et de la protection sociale</b>	
Danièle SOMMELET (Présidente départementale 54 de la Croix Rouge)	Chantal SIBUE De CAIGNY (Représentant délégation régionale Lorraine ATD QUART MONDE)
Jean-Philippe MAMCARZ (Président de la Mutualité Française)	André LECOINTRE (Représentant UD 55)
<b>Collège n° 7 : Offreurs des services de santé</b>	
Denis BUREL (Délégué interrégional du GEPSE)	Laurent SPANNAGEL (Directeur d'EHPAD)
Etienne FABERT (Délégué Régional FEGAPEI)	Alain RIOU (Directeur Général APEI Vallée de l'Orne)
Alexandre HORRACH (Directeur Général AEIM)	Gatien BEAUMONT (Directeur Général Adjoint AEIM)
Sylvie MATHIEU (Directrice URIOPSS)	Michel ULRICH (APF)
François MORICE (Directeur Hôpital Saint Maurice – Moyeuve Grande)	Frédéric GROSSE (Directeur Maison hospitalière Saint-Charles)
Hamid IDIRI (Directeur EHPAD de Vic sur Seille)	Christophe GASSER (Directeur Maison de Retraite Gerbéviller)
Gilbert MONPERRUS (Vice Pt CCAS Bar le Duc/Pt UDCCAS Meuse)	En attente de désignation
Vincent POIROT (Directeur résidence Pierre Herment à Ban Saint Martin)	Catherine CHAIX (Directrice l'Oseraie Laxou)
Guy RENARD (Administrateur FNARS)	Serge BEE
Rémi UNVOIS (Président de l'URPS)	Michel VIRTE (Vice président de l'URPS)

**Représentants de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins**

Muriel CONTE (Déléguee Régionale ANPAA)	Martine DEMANGEON (Déléguee Régionale ANITEA)
Patrick LSTIBUREK (Directeur d'établissement FEHAP)	Francis MOREL (Directeur d'établissement FEHAP)

**Article 2 :** La Présidente de la Commission spécialisée pour les prises en charge et accompagnements médico-sociaux est Mme Sylvie MATHIEU.

**Article 3 :** Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy.

**Article 4 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 2 septembre 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Claude d'HARCOURT

**Arrêté n° 2013-0840 du 2 septembre 2013 portant modification des membres de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;

VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU le décret n° 2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie ;

VU le décret en date du 13 décembre 2012 portant nomination de Monsieur Claude d'HARCOURT, en qualité de Directeur Général de l'ARS de Lorraine ;

VU les arrêtés portant modification de la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2013-0556 en date du 29 mai 2013, portant modification des membres de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine ;

**ARRETE**

**Article 1er :** La Commission spécialisée de l'organisation des soins constituée au sein de la Conférence Régionale de la santé et de l'Autonomie de Lorraine, est composée comme suit :

**Collège n° 1 : Représentants des collectivités territoriales**

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Brigitte VAISSE (Conseillère Régionale)	Daouia BEZAZ (Conseillère Régionale)
Dominique OLIVIER (Vice Présidente Conseil Général de Meurthe-et-Moselle)	Marie-Annick HELFER (Directrice des Personnes âgées et personnes handicapées – CG54)
Arsène LUX (Pt Communauté de Communes de Verdun)	Michel VEDEL (Conseiller Communautaire)
Valérie JURIN (Adjointe au Maire de Nancy)	Guy VATTIER (Maire de Briey)

**Collège n° 2 : Représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux**

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Marianne RIVIERE (Déléguee Régionale Alliance maladies rares)	Valérie DOLLE (Déléguee Régionale Association Grandir)
Poste vacant	Poste vacant
Marius HAMANN (Vice-président CODERPA Moselle)	Yves FICI (Union Syndicale des Retraités CGT/Moselle)
Geneviève MAUGUIN (URAPEDA)	Chantal HAVEN (Association Trisomie 21)

**Collège n° 3 : Représentant des Conférences de Territoire**

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Christiane PALLEZ (Conférence de Territoire de la Moselle - collège 2 - Vice présidente CCAS Metz)	Marie RIBLET (Conférence de Territoire de la Moselle - collège 2 - administrateur CMSEA)

**Collège n° 4 : Partenaires sociaux**

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Dominique TOUSSAINT (CFDT)	Claude ROMBACH (CFDT)
Bernadette HILPERT (CGT)	Sylvio CICCOTELLI (CGT)
Brigitte FIDRY (FO)	Didier BIRIG (F.O.)
Philippe TOURRAND (MEDEF)	Jacky FRANCOIS (MEDEF)
Bernard NICOLLE (Président Régional UNPL)	Stéphane LEHNING (Président du groupe Lehning)

Nathalie THOMAS (Organisation représentant les exploitants agricoles)	Gérard RENOARD (Organisation représentant les Exploitants Agricoles)
--	---

**Collège n° 5 : Acteurs de la cohésion et de la protection sociale**

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Anne-Frédérique SIMS-LAGADEC (Directrice CARSAT NORD EST)	Catherine VERONIQUE (Sous Directrice CARSAT)
Jean-Philippe MAMCARZ (Président de la Mutualité Française)	André LECOINTRE (Représentant UD 55)

**Collège n° 6 : Acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé**

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Muriel CONTE (Déléguée Régionale ANPAA)	Martine DEMANGEON (Déléguée Régionale ANITEA)
Michel BONNEFOY (Directeur ORSAS)	Pierre Edouard BOLLAERT (Professeur d'Université)

**Collège n° 7 : Offreurs des services de santé**

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Bernard DUPONT (Directeur général du CHU Nancy)	Mathieu ROCHER (Directeur du CH de Saint-Dié)
Véronique ANATOLE TOUZET (Directrice Générale CHR Metz Thionville)	Jean-Claude KNEIB (Directeur des Hôpitaux de Sarreguemines)
Michel CLAUDON (Président de la CME du CHU de Nancy)	Gérard DELENA (Directeur des CH de Sarrebourg)
Khalifé KHALIFE (Président de la CME CHR Metz-Thionville)	Jean Pierre MAZUR (Directeur CH Verdun)
Catherine PICHENE (Présidente de la CME du CPN de Laxou)	Jean-Paul COLOTTE (Directeur du CH de Toul)
Jean Pierre TEYSSIER (Directeur d'établissement - FHP)	Jacques DELFOSSE (Directeur Etablissement - FHP)
Vincent MAUVADY (Président CME - FHP)	Christian BRETON (Président CME – FHP)
Patrick LSTIBUREK (Directeur d'établissement FEHAP)	Francis MOREL (Directeur d'établissement FEHAP)
Noël BAILLE (Président CME - FEHAP)	William CANADA (Président CME – FEHAP)
Marie-Dominique AUGUSTIN (Directrice HAD Nancy et agglomération)	Jacqueline DELEAU (Médecin Coordonnateur HAD)
Marie-France GERARD (Présidente FEMALOR)	Laetitia BERRAR (Directrice des Centres de Santé CARMI)
Michèle KESSLER (Présidente NEPHROLOR)	Marie-Yvonne GEORGE (Présidente Réseau Gérard Cuny)
Jean-Baptiste GALLIOT (Président ASSUM 88)	Alain PROCHASSON (Président MEDIGARDE 57)
Lionel NACE (Directeur Médical SAMU 54)	Michel AUSSÉDAT (Directeur Médical SAMU 57)
Dominique HUNAUT (Ambulancier)	Denis SIEBENSCHUH (Ambulancier)
Hugues DEREGNAUCOURT (Directeur du SDIS des Vosges)	Hervé BERTHOVIN (Directeur du SDIS de la Meuse)
Jean GARRIC (Délégué Général INPH)	Philippe SATTONNET (CPH)
Denise ZIMMERMANN (syndicat interdépartemental ONSSF)	Marie BENAROUS (syndicat interdépartemental ONSSF)
Marc AYME (Président URCDL)	Jean Luc MASSERANN (Trésorier URCDL)
Corinne FRICHE (Fédération Nationale des Masseurs Kiné)	Arnaud SACHOT (Syndicat National des Masseurs Kiné)
Rémi UNVOIS (Président de l'URPS)	Michel VIRTE (Vice président de l'URPS)
Vincent ROYAUX (Président de l'Ordre des Médecins)	Eliane ABRAHAM (Conseillère Ordinale Ordre des Médecins)
Julien CAMPAGNE (APIHNS)	Véronique MIDY (RAOUL – IMG)

**Représentants de la Commission Spécialisée dans le domaine des prises en charge et accompagnements médico-sociaux**

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Sylvie MATHIEU (Directrice URIOPSS)	Michel ULRICH (APF)
Vincent POIROT (Directeur Résidence Pierre Herment à Ban Saint Martin)	Catherine CHAIX (Directrice Résidence l'Oseraie à LAXOU)

**Article 2 :** La Présidente de la Commission spécialisée de l'organisation des soins est Mme Brigitte VAISSE.  
Le Vice-président est M. Rémi UNVOIS.

**Article 3 :** Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy.

**Article 4 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région. Nancy, le 2 septembre 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Claude d'HARCOURT

**Arrêté n° 2013-0841 du 2 septembre 2013 portant modification de la composition de la Commission Spécialisée de Prévention de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique;

VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU le décret n° 2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie ;

VU le décret en date du 13 décembre 2013, portant nomination de Monsieur Claude d'HARCOURT, en qualité de Directeur Général de l'ARS de Lorraine ;

VU les arrêtés portant modification de la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2013-0549 en date du 29 mai 2013, modifiant la composition de la Commission Spécialisée de Prévention de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine ;

**ARRETE**

**Article 1er :** La Commission spécialisée de prévention constituée au sein de la Conférence Régionale de la santé et de l'Autonomie de Lorraine, est composée comme suit :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
<b>Collège n° 1 : Représentants des collectivités territoriales</b>	
Jacqueline FONTAINE (Vice-présidente Conseil Régional)	Guy HRAU (Conseiller Régional)
Poste vacant	Poste vacant
Poste vacant	Poste vacant
Jacques FLORENTIN (Président Communauté de Communes de Seille et Mauchère)	Chantal CHERY (Vice présidente Communauté de Communes)
Valérie JURIN (Adjointe au Maire de Nancy)	Guy VATTIER (Maire de Briey)
<b>Collège n° 2 : Représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux</b>	
Poste vacant	Poste vacant
Josette BURY (Présidente AFTC)	Jean Philippe JULO (Délégué départemental AIDES 54)
Nathalie BAUCHAT (Le Planning Familial)	Angélique VINOLAS (Directrice AFM Alsace Lorraine)
Marianne RIVIERE (Déléguée Régionale Alliance maladies rares)	Valérie DOLLE (Déléguée régionale Association Grandir)
René MASSON (Fédération Nationale Association des Retraités de l'Artisanat)	Françoise LAMY (Union Territoriale Retraités CFDT/Meuse)
Bertrand HESSE (Président Association Turbulence Vosges)	Philippe BOURGOGNE (Président de la FMS – Vosges)
<b>Collège n° 3 : Représentant des Conférences de Territoire</b>	
Jean-Marie SCHLERET (Conférence de Territoire de Meurthe et Moselle)	Renaud MICHEL (Conférence de Territoire de Meurthe et Moselle)
<b>Collège n° 4 : Partenaires sociaux</b>	
Philippe ZUNINO (CFE - CGC)	Elise CUVILLON (CFE – CGC)
Jean BIWER (CGPME)	Pierre MULLER (CGPME)
Bernard NICOLLE (Président Régional UNPL)	Stéphane LEHNING (Président du groupe Lehning)
Nathalie THOMAS (Organisation représentant les Exploitants Agricoles)	Gérard RENOARD (Organisation représentant les Exploitants Agricoles)
<b>Collège n° 5 : Acteurs de la cohésion et de la protection sociale</b>	
Agnès COULAMA (Médecins du Monde)	Alain BUFFONI (Administrateur FNARS)
Anne-Frédérique SIMS LAGADEC (Directrice CARSAT NORD EST)	Catherine VERONIQUE (Sous Directrice CARSAT NORD EST)
Robert CANTISANI (Président CA CAF Moselle)	Lucrezia BUVELL (Membre du Conseil d'Administration CAF 57)

Jean-Philippe MAMCARZ (Président de la Mutualité Française)	André LECOINTRE (Représentant UD 55)
--	---

**Collège n° 6 : Acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé**

Sylvie VAILLANT (Médecin Directeur du SUMPPS)	Sylvie WOLTRAGER (Conseillère Technique Service Social Rectorat)
Martine LEONARD (Médecin Inspecteur du Travail en Lorraine)	Patrick CUIGNET (Médecin – Service Santé Travail du BTP)
Philippe BADOIT (Médecin Chef de PMI)	Fabienne SCHUTZ (Médecin Chef de Service PMI Metz Est)
Muriel CONTE (Déléguée Régionale ANPAA)	Martine DEMANGEON (Déléguée Régionale ANITEA)
Michel BONNEFOY (Directeur ORSAS)	Pierre-Edouard BOLLAERT (Professeur d'Université)
Norihouda WERNAIN (Administratrice Conservatoire d'espaces naturels de Lorraine)	Michèle JOCHEM-CANTAUD (Administratrice Conservatoire d'espaces naturels de Lorraine)

**Collège n° 7 : Offreurs des services de santé**

Poste vacant	Poste vacant
Denis BUREL (Délégué Interrégional GEPPO)	Laurent SPANNAGEL (Directeur d'EHPAD)
Christophe WILCKE (Fédération des Syndicats Pharmaceutiques de France)	Guillaume PAQUIN (Union Nationale des Pharmaciens de France)
Poste vacant	Gilles CHESNEAU (Syndicat National des Infirmiers libéraux)

**Article 2 :** La Présidente de la Commission spécialisée de prévention est Mme Jacqueline FONTAINE.

La Vice-présidente est Mme Muriel CONTE.

**Article 3 :** Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy.

**Article 4 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.  
Nancy, le 2 septembre 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Claude d'HARCOURT

## DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE

### DIRECTION

#### Arrêté n° 29/2013 du 10 septembre 2013 portant délégation de signature de Madame Danièle GIUGANTI en matière d'actions d'inspection de la législation du travail

La Directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU le code du travail, notamment son article R. 8122-2 ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code de la défense ;

VU le code de l'éducation ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;

VU l'arrêté du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre du travail, de l'emploi et de la santé en date du 19 avril 2012 portant nomination de Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;

#### D E C I D E

**Article 1er :** Délégation permanente est donnée à M. Philippe SOLD, Responsable de l'Unité Territoriale chargée des politiques du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de développement des entreprises de la Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer, au nom de la directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, les décisions ci-dessous mentionnées et de le représenter au sein des commissions visées ci-dessous :

Dispositions légales	Décisions
<b>Code du travail, Partie 1</b>	
Article L 1143-3 Article D 1143-6	PLAN POUR L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE Décision d'opposition à un plan pour l'égalité professionnelle
Article D 1232-4	CONSEILLERS DU SALARIÉ Préparation de la liste des conseillers du salarié
Article D 1441-41	ELECTIONS PRUD'HOMALES Participation à la demande du maire aux commissions préélectorales
Article D 1441-78	ELECTIONS PRUD'HOMALES Avis au Préfet sur la liste des bureaux de vote

SECURISATION DE L'EMPLOI ET PROCEDURE DE LICENCIEMENT COLLECTIF POUR MOTIF ECONOMIQUE	
<p>Article L 1233-46 Article L 1233-57-5</p> <p>Articles L 1233-57 et L 1233-57-6</p> <p>Article L 4614-12-1 Article L 1233-57-1</p> <p>Article L 1233-58-6 (code du travail) et Article L 626-10 (code du commerce)</p> <p>Article L 1233-56</p>	<p><b><u>Pour les entreprises de 50 salariés ou plus, lorsqu'un projet de licenciement concerne 10 salariés ou plus dans une même période de 30 jours</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Accusé réception du projet de licenciement</li> <li>- Injonction à l'employeur de fournir les éléments d'information relatifs à la procédure en cours ou de se conformer à une règle de procédure prévue par les textes législatifs, les conventions collectives ou un accord collectif</li> <li>- Formulation de toute observation ou proposition à l'employeur concernant le déroulement de la procédure ou les mesures sociales</li> <li>- Décisions sur contestations relatives à l'expertise</li> <li>- Accusé réception du dossier complet de demande d'homologation du plan et/ou de validation de l'accord</li> <li>- En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire et en cas de plan de sauvegarde de l'entreprise, la décision favorable ou de refus de validation de l'accord collectif ou d'homologation du plan</li> </ul> <p><b><u>Dans les entreprises non soumises à un plan de sauvegarde de l'emploi</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Formulation d'observations sur les mesures sociales</li> </ul>
Articles L. 1237-14 et R. 1237-3	<p>RUPTURE CONVENTIONNELLE</p> <p>Décisions d'homologation et de refus d'homologation des conventions de rupture du contrat de travail</p>
Articles L. 1253-17 et D. 1253-7 à 11	<p>GROUPEMENT D'EMPLOYEURS</p> <p>Décision d'opposition à l'exercice de l'activité d'un groupement d'employeurs</p>
<b>Code du travail, Partie 2</b>	
<p>Articles D 2231-3 et 4 Article D 2231-8 Article L 2232-28 Article L 2241-11 Articles L 2242-4, R2242-1 et D 2231-2 Article L 2281-9</p>	<p>ACCORDS COLLECTIFS</p> <p>Dépôt des accords</p> <p>Délivrance du récépissé d'adhésion ou dénonciation</p> <p>Réception des accords conclus en l'absence de délégué syndical</p> <p>Réception des accords visant à supprimer les écarts de rémunération</p> <p>Réception du PV de désaccord dans le cadre de la négociation obligatoire</p> <p>Réception de l'accord sur le droit d'expression des salariés</p>
Article D 2135-8	<p>BUDGET DES ORGANISATIONS SYNDICALES</p> <p>Réception des comptes des syndicats professionnels d'employeurs et de salariés</p>
Article L. 2143-11	<p>DÉLÉGUÉ SYNDICAL</p> <p>Décision de suppression du mandat de délégué syndical</p>
Articles L. 2312-5 et R 2312-1	<p>DÉLÉGUÉS DE SITE</p> <p>Décision fixant le nombre et la composition des collèges électoraux</p> <p>Décision fixant le nombre des sièges et leur répartition entre les collèges</p>
<p>Article L 2314-11 Article R 2314-6 Articles L 2314-31 et R 2312-2</p> <p>Articles L 2322-5 et R 2322-1</p> <p>Article L 2323-15</p>	<p>DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL</p> <p>Décision fixant la répartition du personnel entre les collèges électoraux et fixant la répartition des sièges entre les différentes catégories</p> <p>Décision relative à la perte du caractère d'établissement distinct pour l'élection de délégués du personnel</p> <p>Décision relative à la perte du caractère d'établissement distinct pour l'élection du comité d'entreprise</p> <p>Réception de l'avis du CE sur les projets de restructuration et compression des effectifs</p>
Articles L. 2322-7 et R 2322-2	<p>COMITÉ D'ENTREPRISE</p> <p>Décision autorisant ou refusant la suppression du comité d'entreprise</p>
Articles L. 2324-13 et R 2321-3	<p>COMITÉ D'ENTREPRISE</p> <p>Décision fixant la répartition du personnel entre les collèges électoraux pour les élections au comité d'entreprise et décision fixant la répartition des sièges entre les différentes catégories</p>
Article L. 2327-7 et R 2327-3	<p>COMITÉ CENTRAL D'ENTREPRISE</p> <p>Décision fixant le nombre d'établissements distincts et la répartition des sièges entre les différents établissements pour les élections au comité central d'entreprise</p>
<p>Article L. 2333-4</p> <p>Articles L 2333-6 et R 2332-1</p> <p>Articles L 2345-1 et R 2345-1 Article L 2524-5</p>	<p>COMITÉ CENTRAL D'ENTREPRISE</p> <p>Décision répartissant les sièges au comité de groupe entre les élus du ou des collèges électoraux</p> <p>Décision désignant un remplaçant à un DP ayant cessé ses fonctions au comité de groupe</p> <p>Décision relative à la suppression du CE européen</p> <p>Réception du dépôt des sentences arbitrales</p>
Article R 2332-1	<p>COMITÉ DE GROUPE</p> <p>Répartition des sièges au comité de groupe</p>
Article R 2323-39	<p>CESSATION D'ENTREPRISE - DÉVOLUTION DES BIENS DU COMITÉ D'ENTREPRISE</p> <p>Surveillance de la dévolution des biens du CE</p>

Code du travail, Partie 3	
Articles L 3121-35 et L 3121-36 Articles R 3121-21, R 3121-23, R 3121-26 et R 3121-28 Article D 3122-7	DURÉE DU TRAVAIL Décisions relatives aux dérogations en matière de durée maximale hebdomadaire et durée maximale moyenne hebdomadaire Décision relative à la suspension de la récupération des heures perdues en cas de chômage extraordinaire et prolongé dans une profession et pour des établissements spécialement déterminés
Article D 3141-35	CAISSES DE CONGÉS DU BTP Désignation des membres de la commission chargée de statuer sur les litiges
Article R 3232-6 Article R 5122-16	CHÔMAGE PARTIEL – LIQUIDATION JUDICIAIRE, REDRESSEMENT JUDICIAIRE... Proposition au Préfet de faire payer directement l'allocation spécifique aux salariés
Articles L 3313-3, L 3323-4, L 3345-2, D 3345-5	ACCORD D'INTÉRESSEMENT, DE PARTICIPATION, PEE, PEI, PLANS DE RETRAITE COLLECTIF Accusé réception
Article R 3332-6	PLANS D'ÉPARGNE D'ENTREPRISES Accusé réception des PEE
Article D 3323-7	ACCORDS DE PARTICIPATION Accusé réception des accords de branche de participation
Code du travail, Partie 4	
Article L 4154-1 Article D 4154-3 Article D1242-5 Article D 1251-2	CDD-INTÉRIMAIRES – TRAVAUX DANGEREUX Décision dérogeant à l'interdiction d'employer des CDD et salariés temporaires à des travaux figurant à l'article D 4154-1
Article R 4524-7	COMITÉ INTERENTREPRISES DE SANTÉ ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL (ICPE – PPRT) Présidence du CISST
Articles R. 4533-6 et 4533-7	CHANTIERS VRD Décision accordant ou refusant d'accorder les dérogations aux dispositions des articles R. 4533-2 à R. 4533-4 du code du travail
Article L. 4721-1	MISE EN DEMEURE DU DIRECCTE Mise en demeure de prendre des mesures pour remédier à une situation dangereuse résultant d'une infraction aux dispositions des articles L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4522-1 et L. 4221-1 du code du travail
Article L 4741-11	ACCIDENT DU TRAVAIL – RELAXE – PLAN DE RÉALISATION DE MESURES DE SÉCURITÉ Avis sur le plan
Article 8 du Décret n° 2005-1325 du 26 octobre 2005 modifié relatif aux règles de sécurité applicables lors des travaux réalisés dans le cadre d'un chantier de dépollution pyrotechnique	CHANTIERS DE DÉPOLLUTION PYROTECHNIQUE Approbation de l'étude de sécurité
Code du travail, Partie 5	
Articles R 5112-16 et R 5112-17	COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION Participation à la formation spécialisée de la commission départementale de l'emploi et de l'insertion (CDEI)
Article D 5424-45	CAISSE INTEMPÉRIES – BTP Présidence de la commission chargée de statuer sur les litiges
Article D 5424-8	CAISSE INTEMPÉRIES – BTP Détermination des périodes d'arrêt saisonnier
Article L5332-4, Article R 5332-1	OFFRES D'EMPLOIS Levée de l'anonymat
Article R 5422-3	DEMANDEURS D'EMPLOIS – ASSURANCE CHÔMAGE-TRAVAILLEURS MIGRANTS Détermination du salaire de référence
Articles L5121-13 et 15 Article R5121-29 et 30 Article R5121-32	ACCORD OU PLAN D' ACTIONS SUR LE CONTRAT DE GÉNÉRATION RÉCEPTION DES ACCORDS ET PLANS D' ACTIONS. CONTRÔLE ET DÉCISION DE CONFORMITÉ DES ACCORDS ET PLANS D' ACTIONS
Code du travail, Partie 6	
Article L. 6225-4 et 5	CONTRAT D'APPRENTISSAGE- PROCÉDURE D'URGENCE Décision de suspension et de reprise ou non de l'exécution du contrat d'apprentissage
L 6225-6, R 6225-11	CONTRAT D'APPRENTISSAGE Décision relative au recrutement de nouveaux apprentis et de jeunes sous contrat en alternance
Article R 6325-20	CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION Décision de retrait du bénéfice des exonérations de cotisations sociales
Code du travail, Partie 7	
Article R 7124-4	EMPLOI DES ENFANTS DANS LE SPECTACLE, LES PROFESSIONS AMBULANTES, LA PUBLICITÉ ET LA MODE Décisions individuelles d'autorisation d'emploi
Article R 7413-2	TRAVAILLEURS À DOMICILE Demande de contrôle des registres de comptabilité matières et fournitures

Code du travail, Partie 8	
Article R 8253-11	MAIN D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE – CONTRIBUTION SPÉCIALE TRAVAILLEUR ÉTRANGER SANS TITRE Proposition de réduire le montant de la contribution spéciale
Code rural	
Article R 713-26	DURÉE DU TRAVAIL Dérogation à la <u>durée maximale hebdomadaire moyenne</u> concernant un type d'activités sur le plan départemental ou local adressée par une organisation patronale (« demande collective »)
Article R 713-28	DURÉE DU TRAVAIL Dérogation à la <u>durée maximale hebdomadaire moyenne</u> (par une entreprise)
Article R 713-32	DURÉE DU TRAVAIL Décision de dérogation à la <u>durée maximale hebdomadaire absolue</u> du travail et à la durée maximale hebdomadaire moyenne du travail pour les professions agricoles
Articles R 713-26 et 28	ACCORD D'INTÉRESSEMENT, DE PARTICIPATION, PEE, PEI, PLANS DE RETRAITE COLLECTIF Contrôle en matière d'intéressement, de participation ou PEE. Demande de retrait ou de modification de dispositions contraires aux dispositions légales
Transports	
Art. 5 Décret n°2000-118 du 14 février 2000 (modifié D. 2009-1377) relatif à la durée du travail dans les entreprises de transport public urbain de voyageurs	DURÉE DU TRAVAIL En cas de circonstances exceptionnelles, dérogation à la <u>durée maximale hebdomadaire moyenne</u>
Code de l'environnement	
Décret n° 2005-82 du 1er février 2005 relatif à la création des comités locaux d'information et de concertation en application de l'article L. 125-2 du code de l'environnement	ICPE Membre du comité local d'information et de concertation
Article R 512-21	ICPE Demande d'avis du Préfet sur demande d'autorisation d'installation classée
Code de la défense	
Article R 2352-101	EXPLOITATION D'UNE INSTALLATION DE PRODUITS EXPLOSIFS Avis au Préfet sur dossier de demande d'agrément technique
Code de l'éducation	
Article R 338-6 Article R 338-7	TITRE PROFESSIONNEL Désignation du jury du titre professionnel et des certificats complémentaires Délivrance des titres professionnels, des certificats de compétences professionnelles
Article 1 Décret n°2004-220 du 12 mars 2004 relatif aux comités d'orientation et de surveillance des zones franches urbaines.	ZONE FRANCHE URBAINE Membre du comité d'orientation et de surveillance institué dans chaque zone franche urbaine
Code de l'action sociale et des familles	
Article R 241-24	PERSONNES HANDICAPÉES Membre de la commission départementale des droits et de l'autonomie des personnes handicapées

**Article 2 :** M. Philippe SOLD pourra donner délégation à un ou plusieurs agents de l'inspection du travail placés sous son autorité aux fins de signer en tout ou partie les actes visés dans la présente délégation. Il adressera copie de sa décision de subdélégation à Mme Danièle GIUGANTI, Directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine et se chargera de sa publication au recueil départemental des actes administratifs.

**Article 3 :** La directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine est chargée de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 4 :** La présente décision annule et remplace les arrêtés n° 33/2012 du 10 mai 2012 et n° 22/2013 du 11 juillet 2013.

Nancy, le 10 septembre 2013

La Directrice régionale,  
Danièle GIUGANTI

## UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

**Arrêté modificatif du 26 août 2013 de l'arrêté du 22 mai 2012 SAP/498076280 portant extension de l'agrément d'un organisme de services à la personne à SEICHAMPS**

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,

VU le document d'instruction DGCIS n°1-2012 du 26 avril 2012 relatif à la déclaration et à l'agrément des organismes de services à la personne,  
VU le cahier des charges de l'agrément fixé par l'arrêté du 26 décembre 2011,  
VU la demande d'extension au département de la Moselle de l'agrément SAP/498076280 de l'EURL Lorraine Serv, sise 23 avenue du général de Gaulle à Seichamps (54280), présentée le 17 juillet 2013,  
VU l'avis favorable du Président du Conseil général de Moselle du 13 août 2013,  
SUR proposition du Directeur de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

**ARRETE**

**Article 1er :** L'agrément de l'EURL Lorraine Serv, sise 23 avenue du général de Gaulle à Seichamps, est étendu au département de la Moselle à compter du 1er septembre 2013.

Le présent agrément est valable jusqu'au 6 septembre 2017.

La prochaine demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions habituelles fixées par l'article R.7232-9 du code du travail, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

**Article 2 :** L'EURL Lorraine Serv est agréée pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

Activités :

- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Mode d'intervention : prestataire.

Zones d'intervention :

- Meurthe-et-Moselle (54) ;
- Moselle (57).

**Article 3 :** Sous peine de retrait de cet agrément, si l'EURL Lorraine Serv envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

**Article 4 :** Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail ;
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail ;
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux indiqués dans cet agrément ;
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**Article 5 :** Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 août 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,  
Michel PROSIC

**Récépissé modificatif du 30 août 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne à ESSEY-LÈS-NANCY enregistrée sous le N° SAP/499365864 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),  
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,  
VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,  
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,  
VU la demande de modification de la déclaration SAP/499365864, aux fins de modification du nom commercial et de l'adresse du siège social,  
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**CONSTATE**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, la déclaration d'activité de services à la personne enregistrée le 14 août 2012 sous le n° SAP/499365864 auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine, est modifiée. Elle est désormais enregistrée au nom de la SARL Services Adom', sise 26 avenue Foch à Essey-lès-Nancy (54270).

Toute autre modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par la SARL Services Adom' sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits « homme toutes mains » ;
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des services et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;
- Livraison de courses à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 30 août 2013.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 30 août 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Pour le Directeur régional adjoint,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Le responsable du pôle emploi,  
Raymond DAVID

## DIRECTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L'EDUCATION NATIONALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

### DIVISION DU 1<sup>ER</sup> DEGRE

#### *Bureau de la carte scolaire*

#### **Arrêté du 26 avril 2013 portant modification du Conseil Départemental de l'Education Nationale dans le département de Meurthe-et-Moselle**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'Education et notamment ses articles L 235-1 et R 235-1 à R 235-11 relatifs aux Conseils Départementaux de l'Education Nationale ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU les propositions des collectivités territoriales et des organismes intéressés ;

VU les propositions du Directeur académique des services de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 février 2010 portant renouvellement du Conseil Départemental de l'Education Nationale ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### **ARRETE**

**Article 1er :** L'article 2 de l'arrêté préfectoral susvisé est modifié comme suit :

#### **Membres représentant les personnels titulaires de l'Etat**

**B) Au titre de U.N.S.A. Education** (Tilleul Argenté BP 2079 – E.17 Rue L. Bonneval - 54100 NANCY)

##### TITULAIRES

Madame Adeline GIOVANELLA  
Professeur des écoles  
Elémentaire P et M Curie  
54210 ST NICOLAS DE PORT  
Madame Magali LECLAIRE  
Professeur des écoles  
Ecole maternelle G. Aubin  
54530 PAGNY-SUR-MOSELLE  
Monsieur Régis LOUYOT  
Professeur Certifié  
Lycée Stanislas  
54600 VILLERS-LES-NANCY

##### SUPPLEANTS

Monsieur René ANCE  
Agent administratif  
DRH Université de Lorraine  
54000 NANCY  
Madame Ghislaine LAUGEL  
Directrice d'école  
Ecole élémentaire Moselly  
54000 NANCY  
Monsieur Patrick WALLBOM  
Professeur Certifié  
Collège Montaigu  
54180 HEILLECOURT

#### **A) - Représentant de parents d'élèves :**

**- Au titre de la Fédération des Conseils de Parents d'Elèves F.C.P.E.** (11 avenue des Jonquilles – 54500 VANDOEUVRE)

##### TITULAIRES

Monsieur Jaafar GHANBAJA  
5, allée de Champagne  
Résidence Ville de France  
54500 VANDOEUVRE  
Madame Anne DELANZY  
2 rue Rambetant  
54110 VARANGVILLE  
Madame Evelyne CLAVIER  
20 rue Martel  
54250 CHAMPIGNEULLES

##### SUPPLEANTS

Madame Laurence BERTHON  
4 rue de Sivry  
54610 SERRIERES  
Monsieur Jean-Loup PETITJEAN  
164 rue Jeanne d'Arc  
54000 NANCY  
Madame Catherine LEBERT  
25 avenue de la République  
54800 CONFLANS EN JARNISY

Monsieur Daniel BUEZ  
7 rue des Violettes  
54112 ALLAMPS  
Madame Elise ANNECCA-CUVILLON  
32 rue Albert Lebrun  
54800 CONFLANS EN JARNISY  
Monsieur MEKREZ Camel  
25 rue Mercy  
54400 LONGWY

Monsieur Patrick PEZZETTA  
2 rue des Erables  
54210 SAINT-NICOLAS-DE-PORT  
Monsieur Gilles POUTOT  
10 rue du Vignoble  
54360 DAMELEVIERES  
Monsieur Jean-François ICETA  
1 bis rue de Laxou  
54000 NANCY

**Article 2 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle et le Directeur académique des services de l'éducation nationale, Directeur des services départementaux de l'éducation nationale, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont ampliation sera adressée à chacun des membres.

Nancy, le 26 avril 2013

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

---

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA SECURITE PUBLIQUE

### Arrêté du 2 septembre 2013 portant subdélégation de signature

- VU
- la loi n°82-213 du 2mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
  - le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, et notamment l'article 38-4° ;
  - l'arrêté ministériel n°849 en date du 4 Août 2008 nommant Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, chef de district et commissaire central à Nancy à compter du 10 septembre 2008 ;
  - l'arrêté préfectoral n° 11.OSD.14 en date du 22 Août 2011 portant délégation de signature à Monsieur Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté ;

#### ARRETE

En application de l'article 4 de l'arrêté n°11.OSD.14 du 22 août 2011, Monsieur Lionel RAZUREL définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste des personnes habilitées à signer les actes lorsqu'il est lui-même absent ou empêché.

Aussi, par la présente, Monsieur Lionel RAZUREL accorde délégation de signature :

- \* dans les conditions des articles 1, 2 et 4 de l'arrêté, à Monsieur Gérard KOINTZ, directeur départemental adjoint, commissaire central adjoint à Nancy ;
- \* dans les conditions des articles 1 et 4 de l'arrêté et plafonné au seuil de 10 000 €, à Monsieur David LEGA, chef du service de gestion opérationnel à Nancy.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques,
- Monsieur Gérard KOINTZ,
- Monsieur David LEGA.

Nancy, le 2 septembre 2013

Pour le Préfet de Meurthe et Moselle et par délégation,  
Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,  
Lionel RAZUREL

Le Directeur départemental de la sécurité publique adjoint,  
Commissaire central adjoint,  
Gérard KOINTZ

Le Chef du Service de gestion opérationnelle,  
David LEGA

---

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

### AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE

#### Arrêté 2013/DDT54/AFC/Association foncière/332 du 12 août 2013 portant dissolution de la 1ère association foncière de PRENY-1 et portant transfert du patrimoine foncier à la 2ème association foncière de PRENY-2

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

- VU le code rural, livre 1er (nouveau), titre 3 portant sur les associations foncières (partie législative et réglementaire) ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU l'arrêté préfectoral du 18 août 1981 portant institution de la première association foncière dans la commune de PRENY ;  
VU l'arrêté préfectoral du 03 octobre 2003 portant institution de la deuxième association foncière dans la commune de PRENY ;  
VU la délibération du bureau de la première association foncière du 30 mai 2013 décidant de demander sa dissolution et de transmettre à la deuxième association foncière son patrimoine ;  
VU la délibération du bureau de la deuxième association foncière du 30 mai 2013 acceptant ce patrimoine ;  
CONSTATANT :  
- que le périmètre du deuxième remembrement étant différent de celui du premier remembrement, il a fallu créer une deuxième association foncière regroupant les propriétaires des parcelles soumises au deuxième remembrement ;  
- que pour éviter des confusions et des difficultés de gestion, il est souhaitable de dissoudre la première association foncière de PRENY-1 ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La première association foncière de PRENY-1, créée après le premier remembrement, est dissoute.

**Article 2 :** Le patrimoine foncier de la première association foncière de PRENY-1 est transféré à la deuxième association foncière de PRENY-2 qui en assurera l'entretien.

**Article 3 :** Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de PRENY et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.  
Nancy, le 12 août 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

Copie à : M. le président de la chambre d'agriculture

*Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

### Unité forêt - chasse

#### Arrêté 2013/DDT54/AFC/335 du 26 août 2013 prononçant une distraction du régime forestier sur le territoire communal de FLIREY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code forestier et notamment les articles L.211-1, L.214-3 et R.214-1 à R.214-8 ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ; et l'arrêté n° 2012/DDT/SH/011 du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;

VU la délibération du conseil municipal de Flirey en date du 11 avril 2013 demandant la distraction du régime forestier de 0 ha48 a00ca de la parcelle cadastrale section B n° 336, territoire communal de Flirey ;

VU le plan des lieux ;

VU l'avis du directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts en date du 12 juillet 2013 ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Il est fait distraction du régime forestier de la parcelle de terrain désignée ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de Flirey	Flirey	Sur la route de Toul	B	336 pie	0 ha 48 a 00
				Total	0 ha 48 a 00

**Article 2 :** Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence départementale de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée au maire de Flirey.

Nancy, le 26 août 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur départemental,  
Le Chef du service agriculture forêt chasse,  
Philippe SCHOTT

